

SESSION DU COMITE EXECUTIF DE L'ORT UNION
Genève, 28 - 29 janvier 1962
Centre International

PRESENTS : M. Daniel MAYER, Président du Comité Exécutif

MM. H.J. BAER, Suisse	}	Membres du Comité Exécutif
J. CHORIN, Suisse		
E. ELIACHAR, Israel		
J. GAYL, Etats-Unis		
M. GURNY, Suisse		
W. HABER, Etats-Unis		
O.H. HEIM, Suisse		
R. JONA, Italie		
G. JOSEPHSON, Suède		
L. KAHN, France		
J. LACHMANN, Danemark		
R. LEVI, Italie		
G. SACHER, Grande-Bretagne		
J. SHAPIRO, Israel	}	
A. VEDDER, Pays-Bas		

P. AGINSKI, France	}	Membres suppléants du Comité Exécutif
L. COHEN, Suisse		
J. NORDMANN, Suisse		
L. OUNGRE, France		
G. STONE, Grande-Bretagne		
B. WYLER, Suisse		

C. BIACER, Rapporteur de la Commission de Contrôle

D. AMAR, Maroc	}	Membres du Conseil Central
G.L. GABRIEL, Inde		
Mmes A. MAUS, Suisse		
M. ROSENBERG, Etats Unis		
MM. M. STEINFELD, Belgique		
G. EMSALEM, Directeur de l'ORT Algérie		
B. WAND-POLAK, ORT Israel		
J. KHALIFI, Directeur de l'ORT Iran		

M.A. BRAUDE, Directeur général de l'ORT Union
V. HALPERIN, Directeur de l'ORT Union
F. SCHRAGER, Directeur du Bureau de Paris de l'ORT Union
P. BERNICK, Directeur exécutif American ORT Federation

D. ALBERSTEIN, Chef des Opérations de l'ORT Union
V. SMAGA, Chef-Comptable
S. GOLDMANN, ORT Union, Genève
V. GROSSMAN, ORT Union, Genève

Présidents de séances : Daniel MAYER, William HABER

WORLD ORT UNION EXECUTIVE COMMITTEE MEETING
Geneva, January 28th - 29th, 1962
Centre International

*

PROPOSED AGENDA

- I. REPORT OF THE ADMINISTRATIVE COMMITTEE, JULY 1961 - JANUARY 1962
(in writing).
- II. REPORT OF THE INTERIM COMMITTEE ON ITS MEETING IN NOVEMBER 1961
(in writing).
- III. GENERAL ACTIVITIES REPORT FOR 1961.
- IV. DEBATE.
- V. PROVISIONAL FINANCIAL REPORT FOR 1961.
- VI. FINANCIAL FORECAST FOR 1962
 - a) NEGOTIATED AGREEMENTS
 - b) FUND RAISING.
- VII. 1962 BUDGET.
- VIII. NEW DEVELOPMENTS.
- IX. VARIA.

The first session will begin Sunday morning at 10 o'clock sharp.

P r o c è s - V e r b a lPREMIERE SEANCE - Dimanche matin, 28 janvier à 10 heures

Président de séance : Daniel MAYER, ^rPrésident du Comité Exécutif - OUVERTURE

Daniel MAYER : je déclare ouverte la présente session du Comité Exécutif de l'Union ORT.

Je voudrais d'abord vous indiquer les noms d'un certain nombre d'amis qui ont été empêchés de venir et qui nous ont envoyé des télégrammes, messages ou lettres. C'est un télégramme de Toronto, de M. Harris qui est désolé de ne pouvoir venir et qui nous envoie ses vœux pour le succès de nos délibérations. C'est ensuite une lettre de Me Bessis, de Tunis, qui a un point de pleurite et qui est obligé, ordre de la Faculté, de rester encore pendant un mois couché. C'est un mot de M. Léon Meiss qui nous dit être obligé, une fois encore, de renoncer pour des raisons de santé à venir à notre session, mais qui ajoute "la santé a cependant progressé considérablement et j'espère être en mesure d'assister à la réunion qui suivra celle-ci. Assurez tous les ORTistes de ma grande et affectueuse sympathie." Je pense que le Comité Exécutif sera d'accord pour que l'on envoie à chacun de ces amis malades un mot de sympathie et d'amitié. M. Armand Brunschvig est empêché de venir parce que lui, fort heureusement, la maladie est au passé. Il a été assez sérieusement atteint par une forte grippe et il est actuellement en convalescence dans le Midi. Je vous indique également que M. Senouf, empêché de venir nous vaut l'occasion de la présence ici de M. David Amar. M. Chiche n'ayant pas quitté l'Algérie pour nous voir, nous avons donc demandé à M. Emsalem, Directeur de l'ORT Algérie, d'être présent et je suppose que nous aurons l'occasion de l'entendre lors du rapport présenté par M. Braude. Même observation, en ce qui concerne l'Iran. M. Cohanin de Téhéran n'ayant pu venir, nous avons demandé à M. Khalifi qui se trouvait justement en mission ici de bien vouloir assister à cette session.

Je voudrais dire au Dr Vedder, de l'ORT Holland, combien nous sommes heureux

de le voir puisqu'il a eu une maladie assez importante et il a fait l'effort de venir parmi nous et je voudrais remercier Mme Vedder des soins attentifs qu'elle apporte indirectement à l'ORT en les portant à M. Vedder.

Je dois dire qu'il y a deux de nos amis qui ont été malades et pendant quelques temps je me suis demandé si ce n'était pas de ma faute, et je m'explique. Je suis allé en Amérique, le lendemain de mon passage, c'est à dire, le lendemain de mon départ, j'apprends que, d'une part, Mrs. Gayl, d'autre part, le Dr Haber sont tombés malades. Je me suis demandé s'il n'y avait pas une relation de cause à effet entre mon passage et cette maladie.

Amiral KAHN : c'est votre départ, M. le Président !

Daniel MAYER : je remercie l'Amiral Kahn qui, sans aucune ironie, vient de souligner que c'était à cause de mon départ, ça vaut peut-être pour le Dr Haber, mais étant donné que M. Gayl est présent dans la salle je ne peux pas accepter l'idée que ce soit mon départ qui ait rendu Mrs. Gayl malade. Je voudrais dire à l'un et à l'autre ^{combien} ~~que~~ nous sommes heureux de les voir parmi nous, c'est à dire, complètement rétablis.

Je dois dire qu'à cette occasion j'ai découvert des tas de gens et des tas de choses. Je crois, dans ma vie, avoir assisté à un grand nombre de congrès, je n'ai jamais assisté à un congrès comme celui des femmes de l'American ORT. Premièrement, tout le monde était présent à toutes les séances, c'est la première fois que je vois ça depuis trente ans de vie militante. Deuxièmement, lorsque les gens discutent dans les couloirs, dans les ascenceurs, ils discutaient de l'ordre du jour du congrès et non pas de l'ordre du jour des Folies Bergères de Philadelphie - ni des Folies Bergers, puisque c'était un congrès de femmes. Un congrès où j'ai assisté pour ma part à une scène particulièrement émouvante, lorsque on a appris que la subvention à l'égard du Maroc était supprimée, il y a eu un élan. En France, par exemple, ça aurait été des bruits divers " ah, alors,

ha la la, Qu'est-ce qui se passe, attention, ilx se pose toutes sortes de problèmes politiques" on en aurait discuté pendant trois jours dans des commissions et des sous-commissions pour savoir quel serait l'avenir du judaïsme marocain, à peu près d'ici une cinquantaine d'années. Là-bas, des femmes ont quitté leur place, sont venues s'aligner en file indienne, dans l'allée centrale de la salle et ont apporté, spontanément, des chèques déjà remplis et déjà signés pour aider l'ORT Maroc. C'est une scène extraordinaire pour ceux qui n'en ont pas l'habitude, beaucoup plus efficace que les discours et je voudrais demander à Mrs. Gayl et à Mrs. Rosenberg de bien vouloir dire à quel point nous avons été émus, ceux qui n'avaient pas l'habitude de voir leurs travaux faits de cette sorte. Si vous le préférez, je pourrais vous raconter une histoire, naturellement juive - je dis naturellement, mais enfin, je me réserve d'en raconter d'autres qui ne sont pas juives un jour : un sioniste français qui, pendant 30 ans, a fait de la propagande sioniste et qui n'est jamais allé en Israel, y va, en revient et dit, c'est extraordinaire, c'est vraiment aussi bien que je n'avais pas arrêté de le dire pendant 30 ans, ça m'a beaucoup étonné. C'est un peu la même chose que m'ont valu comme impression les assises de l'organisation des femmes américaines. J'en avait entendu dire beaucoup de bien, par courtoisie et par amitié j'en avais aussi dit beaucoup de bien et je me suis aperçu là-bas que j'avais eu raison de le dire et que tout ce que nous disions correspondait à la réalité. Cela m'a, à la fois, surpris et donné des sentiments très agréables dans ce domaine.

La deuxième surprise que j'ai eue là-bas, c'est la personne du Dr Haber. Je connaissais un Dr Haber qui, dans nos assises, demandait la parole pour apporter témoignage, par exemple, à l'occasion d'un de ses voyages, de ce qu'était l'ORT en Iran, en Israel ou ailleurs. Nous l'avons tous vu au Comité Administratif nous demander que ce ne soit pas inscrit au procès-verbal pour nous faire des confidences strictement secrètes que nous avions lues dans les journaux la semaine d'avant. Nous l'avons entendu ici, souvent très émouvant apportant des précisions et faisant des suggestions pour

de l'argent. Mais je dois vous dire que tous ceux qui n'ont vue que cela ne connaissent pas du tout le Dr Haber. Lorsque nous sommes arrivés à Detroit, à Ann Arbor, M. Schrager et moi, nous avons trouvé un Dr Haber impatient, frémissant et nous nous demandions - enfin, l'Amiral Kahn aurait pu se demander si ce n'était pas impatient et frémissant de nous voir. Pas du tout. Il se moquait complètement de notre arrivée, tout ce qu'il voulait, c'était nous emmener voir un match de football universitaire. J'avais déjà un commencement de grippe et il devait probablement faire -10°. Vous croyez que ce coeur de pierre eût été ému par ma détresse. Pas du tout. Il nous a emmené voir le match et c'est ici que le miracle s'est produit. Devant un Dr Haber enthousiaste, criant ~~aux~~ chaque fois que son équipe, l'équipe du Michigan marquait un point, plus jeune que les collégiens qui étaient dans l'immense stade, il a réussi à me communiquer la tristesse qui était la sienne lorsque l'équipe adverse marquait un point. Je n'ai jamais été pris par un tel enthousiasme ou par une telle tristesse et je faisais corps, maintenant l'équipe de Purdue, je la considère comme mes ennemis personnels et l'équipe de Michigan est considérée pour moi comme un élément de frère et de soeurs. Eh bien, je vous affirme que derrière ce que vous prenez peut-être pour de l'ironie, j'ai découvert vraiment un Dr Haber que nous ne connaissions pas, jeune, ardent, dynamique, enthousiaste, peut-être naïf par certains côtés, mais ça nous a permis de constater que l'ensemble de ce que nous connaissions déjà et de ce que nous avons appris à connaître là-bas, s'appelle un homme et c'est cet homme complet que je veux saluer ici. Et si je le salue spécialement, ce n'est pas à cause de cela, c'est parce que vraiment, il nous a fait peur ensuite, lorsque nous avons appris qu'il avait été malade assez sérieusement. Alors je vais lui demander, au nom du Comité exécutif quelque chose. Nous avons besoin de vous, nous avons besoin de votre activité, de votre expérience et de vos conseils. Travaillez un tout petit peu moins pour pouvoir travailler beaucoup plus longtemps. Je vous le demande vraiment comme je peux le

demander aux plus actifs d'entre nous, ça n'est pas la peine de se lancer avec tellement de foi, aboutissant à tellement de fatigue, pour s'arrêter brusquement. Ménagez-vous, si je vous demande de vous ménager, ça n'est pas pour vous, c'est pour nous.

Alors, nous avons, vous avez sous les yeux l'ordre du jour du Comité exécutif. Nous pourrions travailler jusque vers midi et demi, midi 45, le déjeuner sera servi dans la salle même des séances du Bureau Central, au 1er étage, de manière à ce que nous mangions rapidement et nous pourrions reprendre la séance une heure ou une heure et quart après et travailler jusque vers 17 h.30, pour permettre aux plus élégants ou aux plus difficiles d'entre nous d'aller se changer pour être à partir de 18 h.30 chez Mme André Maus qui veut bien organiser la réception traditionnelle dans sa modeste chaumière.

Si vous en êtes d'accord, nous pourrions donc aborder tout de suite l'ordre du jour et si vous êtes d'accord sur l'ordre du jour, je vous rappellerai que vous avez trouvé, vous avez probablement tous trouvé et peut-être même - mais c'est l'optimisme qui me fait parler - peut-être même que quelques uns d'entre vous ont lu les documents qui se trouvaient dans vos dossiers. Je demande à ceux qui ne l'ont pas lu de faire leurs observations, elles seront plus impartiales et plus brèves.

Alors, tout d'abord, point I : RAPPORT DU COMITE ADMINISTRATIF JUILLET 1961-JANVIER 1962, Je suppose que vous ne pouvez que donner acte au Comité Administratif de ce document que d'habitude nous lit M. A^{mand} Brunschvig. Nous sommes d'accord, c'est un document de travail, de documentation pour vous. Je ne crois pas que ça suscite une discussion. D'accord.

Nous passons au point II : RAPPORT DU COMITE INTERIMAIRE, SESSION DE NOVEMBRE 1961. Je vais être obligé de faire la même observation que pour le point I. Pas d'observations.

Nous passons au point III : RAPPORT GENERAL D'ACTIVITE POUR 1961. La parole est à M. Braude.

Mr. BRAUDE : Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen. In the past I always wondered why Dr. Syngalowski devoted so much time both his and that of his staff in the last several weeks before an Executive Committee meeting to editing the national report and to preparing his own central report in sufficient time for it to be presented mimeographed and bound by the time of the meeting. Now having reported to you at least twice a year over the past five years I begin to understand that the exercise was one of self-discipline. I understand that unless he had a date line which would force him to examine the past and to find out what distinguished the past from the immediate past, from the years which went ahead. ~~Mr~~ If he did not try to analyse the significance of what went before and its meaning for the future because of the meeting he might be lapse in that responsibility. Analysing is a Jewish disease about which Dr. Chaim Weizman once said in a moment of political crisis "if the Jewish people would spend the same energy in acting as they invest in analysing they would be a great nation". Yet far be it from me to attempt to change the Jewish people and far be it from me to attempt to change myself. So analyse we must and analyse I will. I spent considerable time in that past several weeks going over everything which has taken place during the year, during a year in which we appear to be spending our time leaping from crisis to crisis, so much so that the absence of a crisis should have been noticed and declared as a holyday.

We started the year with what might be called an organizational crisis in Poland -- the refusal of the Polish government to grant visas to an ORT representative from abroad. Less than a month later, a financial crisis stared us in the face when the Moroccan government decided to discontinue its subvention to ORT Morocco. By Spring there was a new crisis, the first effect upon ORT of the developing situation in Algeria. In the vacation period we faced an imaginary crisis arising out of the disagreement about the future of Bizerte between Mr. Bourguiba and Mr. de

Gaulle. In the Fall we faced a new financial crisis developed as a result of the appointment of a new Minister of Labour in Italy, who by some stretch of his imagination concluded that a thirteen year old boy could not be entitled to unemployment training benefits.. After Rosh Hashana the full impact of the cost of the potential settlement of three three-year old teachers strike made the previous financial ~~xxxx~~ crisis of Morocco and Italy trifling and insignificant, and as the year drew to a close the effect of the largest year of migrations since 1957 on the sources of Jewish funding presented us with the shadow of new coming events, new coming crisis. More funds would be required for emergency needs from from a total which could not increase appreciably, therefore less would be available for stable constructive development work in the economic reconstruction of Jewish life. Most of these crises were financial ; but interspersed with them and related to all of them were personnel and policy problems which would have assumed tremendous proportions had they not been overshadowed by the financial difficulties. I refer to the questions of Moroccanization of cadres in Morocco, consolidation of a declining program in Algeria, relationships with the Polish authorities, conflicting interest in the Israeli program between mass training and spiralling higher level technical instruction, the degree to which we should or could comply with increasing requestments from governments for technical assistance programs, the delays and the frustrations in starting our Indian Program. I could really go on and on. But in general, I assume that 1961 was not so bad.

I am reminded of what I think is an old story which some of my friends told me they have not heard it before, so I will dare it. An Israeli Jew once went to visit a cousin in Kiev, it was the second trip, he asked him how ~~xxxx~~ he was doing. "Not so bad, not so bad", "But", said his cousin, "how can you say not so bad ? Five years ago when I came to see you you were living in three rooms, now you are living in one. You were well dressed

you are practically in rags. You looked well fed, now you look half starved. "Not so bad," he said, "not so bad as it will be next year." So its in that spirit of questionable optimism that I review the past and dare to reflect upon the future. It is inevitable, it has always been the case in the past, that in periods of Jewish migratory crisis and upheaval a program like our own which can prosper and develop best under normal conditions suffers operationally and financially, for the primary gauges with which we can ~~measure~~ measure accomplishment are - how many did we train, how well did we train them? what appened to our graduates and did we do the job as econically as possible? The figures of 1961 subjected to that type of measurement are not at all gratifying. We trained a total of 36.452 people in 1961 which was 1 % less than a year before. I know that you will say that that is no major tragedy dropping by 1 %. I t is however a tragedy, if one realises that it cost us 8 % more than the year before to operate our program and that we could have trained not ~~less~~ 300 less individuals but 3.000 more for the same money have the situation remained staible.

Within that total figure the major decline was in short-term training activities. Our network of days schools had an enrolment increase of 15 %. Actually, as the 1st of January we had 1,3 % more students enrolled in every form of training, but ~~22%~~ 11 % more in the day schools network. But those figures could well have been 10 % more and 20 % more if the decline in Eastern Europe, in Austria and in the Moslem countries had not surpassed the increases of 9 % and 14 % in France and of 31 % and 32 % in Israel. It will not be difficult for you to understand why it costs us more to do a little less. There are two basic reasons : short-term training is more exonomical than higher level long-term training. The equipment is cheaper. The pattern was a decrease in short-term and an increase in long-term. Therefore, costs went up. Secondly, as Jewish migration takes place enrolment in the schools of the countries from which

Jews are emigrating drops, steadily. Now it costs very little more to train 25 students in a class than to train 15 in a class and if you start in October with 25 which becomes 15 in January, all of your expenses are practically identical all the way through to the next October. You still need your classroom, you have hired your ~~instructors~~ instructors for a year, and you still need light, heat and all the general expenses continue. There is a third effect too. As Jews move, local fund-raising possibilities decline in far great ^{er} proportions than the decline of population. For people who have their bags ~~are~~ packed are hardly prepared to share such cash as they may have after the sacrifices of liquidation of their assets. They are reluctant to buy tickets for a ball or a raffle, they are even more reluctant to arrange one. And there is another side of the coin, too. Emigrating Jews must immigrate somewhere, and if ORT is to fulfill its role preparations must be made for the reception of their children in new training facilities and for opening the doors for adults who must be retrained, occupationally reclassified for integration into the new economy of their new homeland. ORTists cannot fail, but be disturbed by this sort of a development as ORTists. But as Jews they cannot help but be beset by a conflicting emotion, one of satisfaction and delight that in this age where there is so little freedom of movement, Jews by the tens of thousands are nevertheless leaving areas of political, racial, religious and economic persecution to come to those few havens of freedom left for Jews which still exist in this sorely troubled world. I said we must analyse but we must avoid in our clever analysis of what Jews should do and what Jews will do becoming much more clever than wise and more callous than considerate.

I hesitate to introduce personal feelings into a report on ORT activities but I must to illustrate to you how wrong we can be and how we dare not philosophize about other people's future. Once or twice a year UJA missions, which are groups of American Jewish leaders and fundraisers are brought

overseas for briefing on current Jewish problems and developments, have sessions in Vienna, Paris or Marseilles. Invariably I am asked to participate in these sessions. Aside from the knowledge that I must go to fulfill our obligations to the United Jewish Appeal and also in order to make certain that the role of ORT is not forgotten in the broader picture of Jewish relief, rehabilitation and welfare work, I attend, but furthermore I go to see for myself what the latest developments are on the cross roads of Jewish movement. There is something that we have to forget. Did you know that several years ago a canteen was opened in Paris at the Rue du Rocher to feed new North African immigrants. Six months ago it was serving about 300 meals a day. Last month the figure rose to over 1.200 a day. Some time ago, you will recall that arrangements were made for the emigration of Moroccan Jews on mass or group passports and most of us who were philosophers, experts on Jewish affairs, veterans of Jewish movement, concluded that while emigration was illegal Jews would be ready to go, and as soon as the door was legally open the numbers of Jews anxious to depart would decline, they will wait. We based ourselves upon the old D.P. axiom : in January, you can't go because it is too cold, in the Spring you can't go, because it's almost Pessach. In the summer one would not dream travelling in the stifling heat, and in October, your wife's pregnancy is so far advanced that you dare not travel. It was this that made us feel that if the gates were open, there would not be such a rush. Do you know that over 100.000 Jews registered for migration from Morocco within 30 days of the announcement of the possibilities of mass visas. It is not Germany of 1948. We are now busy to analyse the mistakes that were made, the result is in the gates being closed down ~~again~~ again in Morocco, but above analyzing we are praying that when things calm down, the gates will open slowly again, just as they did from an Eastern European country about a year ago.

But the personal impressions I want to share with you relate to a visit to Vienna with Sam Haber - Bill's brother - three weeks ago. I was at the railway station at about 6'oclock in the morning to see what the day's train would bring in. There were 131 frightened Jews, but happy Jews wanting constant reassurance that they were really accross the boarder. That they were free and in Vienna. But that group had been a 146, 15 had been taken off the train at the border. No one knows for how long. Some people who were held up at the borders a year ago have still not been heard from.

I was told a horrible tale. I hate to repeat it, if ~~w~~ it were not necessary to explain to you how deeply I was moved and only to give you an opportunity to understand the conflicting emotions that I talked about, that the ORT must face this year.

It's a true story even though it is a horror tale. A train arrived one morning very recently in Vienna. There were 58 Jews aboard. The Austrian policeman left the train to the Jewish Agency representative and said three people had disappeared from the time they crossed the border because he had in his hand passports for 61. He searched the train but no one responded to the names on the additional passports. The Jewsih Agency representative~~k~~ boarded the train and he sensed that one dark-hared distraught women in the corner must be Jewish and began to question her. She denied that whe was Jewish. She had never heard of the Jewish Agency. She knew nothing about Israel. She stared ~~blankly~~ blankly at the Jewish Star that he turned over in his lapel. Then he heard some sobbing fromt the toilet department of the wagon-lits. He opened the door and found a little girl seating on top of the body of a dead man. He began to talk to the woman, she ~~break~~ broked down and the story came out. About 7 days before their passports had been issued, she had gone to the authorities to say could we not have an extension for three weeks, my husband is sick in the hospital. The authorities said you go now or the passport will be destroyed. Seh went beack to the hospital and talk to her husband

they waited 12 years for emigration. He said they dare not take the chance of a further indefinite for a long way. She took an ambulance and went with him to the train at 7 in the morning. By 10 he was dead. They reached the first border and she had to make an horrible decision. If she admitted that he was dead he would be removed from the train, she would be sent back, so she and her young daughter held him up between them in the compartment and tried to convince the authorities that he was very sick. How she performed that miracle ^{when} and the train stopped ^{everybody is} for 5 or 6 hours, ~~xxxxx~~ asked ~~her~~ to get out, no one knows. But she repeated that performance at three more borders. So she got to Vienna. She decided since he had a brother in Israel, since she had family in Israel there was no point to returning to Vienna, ~~returning~~ returning from Vienna to her former home, she simply felt that this was best. It is a horror story, but some of the minor horrors are even more impressive. I saw a blind woman of 81, ^{they} ^{her} ~~xxxx~~ asked/for her passport, she said it must be in here but where are my son and daughter. Some refined sort of sadism made the authorities of her departing country send her son and daughter in law to Istanbul and her to Vienna. There were lengthy discussions while I was there with an ~~an~~ infuriated ~~journalist~~ French journalist who wanted to tell the tale of a little girl with blood streaming out of her ears. Export of gold is illegal from some of these countries, ^{guard} the ~~guard~~ could not wait to the mother removed the ear rings from the little girl's ears, he pulled them out. We tried and succeeded I hope to convince the journalist that if he told the tale, much more blood of Jews would be spilled than was lost from this little girl's ears. I sat in a session on this last trip where discussions were concerned with the ways and means of meeting the newest form of extortion. The government of the country concerned had just acquired 18 new Ilyouchine jet planes. It has to be paid for it.. They will therefore insist that instead of emigrants departing by train which costs \$15, they go by plane which costs a \$130. You don't ^{have} ~~need~~ to be a great mathematician to ~~right~~

figure out that if 4.000 people are leaving a month this can mean additional half a million dollars per month as the extortion which is partially bying Jews, for fundamentally that's what is taking place, Jews are being bought, and we are happy that thy can be. I am tryng to get you to share with me the feeling that if Jews can be exposed to such brutality, that if Jews can dare to face these brutalities in order to emigrate whatever ~~xxx~~ costs, it is cheap enough and agin not so bad. It is therefore with a conflicting emotion of "my God, what they are doing to our program and a terrific emotion of "Thank God that they are doing it," that I review last year's difficulties and look forward to those which ~~ix~~ lay ahead. I will try to be as concise as possible in covering the multitude of events, activities generally, the details are in reports which are in your folders which as Mr. Mayer says you may some hve read.

Going from East to West we find that Poland shows a decline of about 19 %. But taht decline is considerably less than we expected with the reduced population of the country. The nature of training has shifted from the emergency provision of a trade to students who were completelly unskilled to the upgrading of the professionally qualified in order to enable them to hold their jobs and to increase their earnings. That was ~~ix~~ the major operating program throughout the ~~x~~ year. At the beginning of the year the Polish government undertook an investigation into the activities of the TSKZ, the Central Committee of Polish ^JJews. Investi-
into
gations spread further ~~if~~ the welfare committee activities formed by the Joint and into the activities of the ORT. This was a long and lasting and thorough administrative control, the results of which are known ~~ix~~ but not yet publISHED. It appeared that in general ORT came off fairly well althought the matter of whether the favourable PKO currency rate, ^{as} the 73 opposed to the official 26zlotys for a dollar which we have received in the past can continue to be applied to all of our personnel

But over and above this administrative investigation it is now completely clear that the question has been raised within the Central Committee of the Communist Party as to whether there was any longer, any justification to continuing activities of the foreign agencies, the Joint and the ORT particularly since there was such a large emigration ~~in~~ over the past years and secondly because the amounts of assistance which Jewish Agencies provide to Jews were relatively excessive by comparison with the degree of assistance which the government gives to its indigent population. During this investigation as to whether we should be permitted to continue the Polish government denied Mr. Alberstein a visa, they did not permit Mr. Slobodkin, our Director, to come abroad to consult with us. In the summer I asked for a visa myself to go to Poland, it was granted immediately but I was officially informed that it would not be desirable for me to come, no government officials would meet with me. By Fall thought the administrative investigations were not complete, apparently the political underlying conclusions had been reached, probably related to additional grants from the West that had been in question and it was obviously decided that for the time being at least this activity could continue. Also I was permitted to come to Poland, I raised the question of Mr. Alberstein's entry visa and of Mr. Slobodkin's exit visa. This very much surprised the Minister of Health who said he knew nothing about it, he would investigate immediately and I would have a reply in two weeks - that is now about two months ago. For the time being it appears that we will be permitted to continue our work but the degree of right of inspection is hardly definitely established.

In the face of the declining transit population in Germany ample employment lots of opportunities even for the unskilled ~~possibilities~~ ~~opportunities~~ ~~exit~~ for training on the job we closed our program in Germany in 1961. One country less. In Austria, however the enrollment had dropped to something as 200, we

decided to continue because in 1956 we almost made the mistake of discontinuing when enrolment dropped to 200 within several months thousands of Hungarian refugees were our door-steps. That this decision was a sound one is proven by the fact that since the 25th of December some 60 new Roumanian Jewish students have registred with us for training in Austria. These are Roumanian Jews en route to Australia, Canada or the United States whose papers show that they have more than excellent opportunities of getting a visa but who have to wait for precessing three months to a year. Many of them want to acquire a new trade, the majority are very much interested in mechanical knitting.

During 1961 we closed our own facilities in Belgium continueing to operate only limited manual training in the schools run by other Jewish organisations. In Italy the USEP program for refugees from the East came to an end. In addition revisions for governmental policy caused a discontinuation of the majority of the courses we have run for the government for the unemployed. This resulted in a major decrease in the total number of students whom we were serving, but the number of the Jewish students in our basic school programs is hardly changed and if space were available in the Milan internat could grow~~xxxx~~ considerably as Italy begins to feel the effect of North Africa immigration. We have, as I said, faced a new sort of financial problem because the new Minister of Education unfortunately seems ~~have no interest in~~ able to read and the law says that assistance can be provided to vocational training of the unemployed. ORT Italy had several years ago convinced the Italian government that a boy 13 or 14 years old/^{who}is going to school is obviously unemployed and so instead of running three year schools we had a first year of elementary mechanics for the unemployed, a second year mechanics course for the unemployed and a third year of advanced mechanics courses for the unemployed. In that manner the schools of ORT Italy received about 70 % of their budget

from the Italian government. While the new men says that is not exactly what the ~~m~~ law means. However, and it looked about three months ago as we would need 40 % more money to maintain our Italian program. However, pressures by Mr. Renzo Levi and Dr. Ricardo Fischer, to them came another rather relatively uninfluencial body, the Vatican, because the Chirch has a hundred and more schools in the same situation brought about some changes. I think the real issues ~~take now is to whose~~ ~~take now is to whose~~ influence is larger, Mr. Levi's or the churches. But the future is still unclear.

Holland continued as in th past, under Dr. Vedder's chairmanship, to maintain its own self-sufficiency. There was drop on 10 % in enroïment, but not significant. An outstanding member of the Dutch ORT Committee, Mrs. Trudy Wijsmuller who most of you know wrote a book about her wartime experiences in saving children which is having increasingly good sale. The ~~mx~~ amazing thing is that on the last page of the book ~~there is~~ it is clearly printed "the revenues which derived to the author from the ~~sale~~ sale of this book will go to ORT Israel." I think that is a generous gesture from her part and very helpfull.

In France, as I have said before, arrangements have been made for the expansion of facilities to meet the needs of the new immigrants children currently in the country, but they are hardly sufficient for the rising numbers which ~~must~~ flow in. France's enrolment increased by 14 %. The big Montreuil school has a thousand students mark. The graduates of the year from the schools of France went up by about 32 %. At the last meeting of this Executive we asked ORT France to submit to us a plan, financial and operational of what to do to meet the anticipated flood of North African immigrants if some solution is reached in the Algerian problem. I don't know whether to be happy or disapointed that ORT France has not yet submitted the memorandum. Had they submitted it, I don't know what we would do about it since it is difficult enough for us to meet the current situation without planning expanded activity, I still think it was good to know what we should do to help to meet the influx, should

we somehow, some way, by some miracle, be able to tack of it.

In Morocco, enrolment dropped by about 11 % - all the drop was in short-term training. The timing in the opening and the closing of the gates of emigration were such in Morocco were such as to not seriously affect our day-school enrolment.

In Tunisia, the rapid departure of many Jews after the Bizerte incident, the indefiniteness with which with which the French teachers were first dismissed, then recalled, then again dismissed got Jews worried about where to send their children to school and as a result we had the largest initial enrolment in our history, in October. Nevertheless, emigration continued and by the 1st of the year emigration had taken such size that we were down 11 %. It will continue to drop as long as emigration from Tunisia is possible and as long as Jews feel as insecure and as disillusioned as Tunisian Jews impel them to depart.

The background of the picture in Algeria is well-known to you. There still some sort of normal things to our operation in Algiers and Oran. Mr. Emsalem will ~~tell~~ tell you more about it. But in Constantine continuing departures will probably find us with less than a dozen students by the end of the school year, when the school will close itself. This is a concrete example of unavoidable uneconomic operation, for since there was a reasonable enrolment we opened in October, teachers were retained, in reduced numbers it is true, but they were retained and we began reduced operations. Month by month, more students left, but we continued to operate, for ~~but~~ the costs are identical to what they ~~were~~ would be if we closed the doors to-morrow. We have weighed the advantages and disadvantages policy-wise of closing before June or waiting until the school year is over in order to have no striking impact upon the relationships of our Jewish brethren with their neighbours in Constantine. But we would be able to make a well calculated, better calculated decision if one of you could give us the date line of Algerian independence and the form it will take. The flight of Jews has begun from Algeria, the flooding flight. Obstacles are already

being placed in their path to keep them from going. Threats of bombing and deprivation of assets are not only made, they are executed.

In summary, for North Africa, the number of people we are training as of the 1st of January was about 9 % less. The prospects are, reduction by a further 10 % at least in 1962. Nevertheless, the greatest economy that we can foresee will be less than 7 %. We are exploring and proposing to our directors an operational plan which would involve their staffing in October of 1962, not on a basis of the October 1962 enrolment, but on a basis of the prediction of the January 1962 enrolment. We are assuming that we will push 35 children into a class which would accommodate 30, in October knowing that by January that ~~workload~~ will be 28 of 29 and that by the end of the school year there will be ample space and adequate instruction for the average might work out all right and be more economical. To go eastward to Iran, the only point of relative Jewish stability in ORT's moslem world. There has however been economic crisis which has created problems for our will-to-do Jewish brethren which results in a diminution of their support. But despite that our trained graduates can find readily employment, highly paid employment and during 1961 our schools put out four times as many graduates as the year before. Enrolment is relatively stable in the trade school in Teheran, it has increased some what but limited primarily by the inadequacy of both the size and quality of the internat. I am pleased to inform you that construction is already began and that by November, Mrs. Khalifi says, which means he expects to be done in September, the internat will be complete. In its basic program Iran is facing some problems due to new currency restrictions, we can no longer import gold to Iran, it is in connection with these problems that Mr. Khalifi is here for discussions.

ORT Israel again, as usual presents us with the most remarkable record of achievements. In its basic program of day schools enrolment is up by over 20 %. The increases for the total program are 40 %. Extensive efforts were poured into the expansion of the apprenticeship training network and the

Yeshiva program which we began last year under the immediate supervision of our former director of ORT-Morocco, Mr. Wand-Polak. The potential for the extension of the day schools is large. The potential for the extension of the apprenticeship program is considerably greater and far more economical. In the past year alone we tripled the number of apprentices we are serving in hastily adapted buildings in Jaffa, Jerusalem, Ashkelon and in provisional premises in Lydda and Kfar Saba.

But the size of this apprenticeship program is easy to determine demographically. Provision must be made for the training of another 20.000 apprentices per year, about four times as many as were being trained last January. ORT until very recently was in full-scale negotiations with various municipal authorities for the expansion of the program. And I think we should know how these plans go. The plan was that the municipality would build buildings. Tel-Aviv, for example planed one wich would ultimately accomodate 4.800 students. We were expected to equip it over a period of several years, an investment which would probably amount to about a \$150.000 to 200.000 a year, for two or three years. The Government was to take over 90 % of the operational costs which would have meant that our participation in the cost of training for 4.800 students, after the capital investments were made, would be about \$8 pro capita per year. Certainly economical enough. In Haifa, for example, similar negotiations were in progress for an institution which would accomodate ± 2.000. Here again, the municipality would have borne the major capital investment expenditure with ORT contributing about a \$100.000 in equipment and an operational budget of about \$20.000 a year, again \$8 or 9 pro capita for providing the training. Smaller projects were envisaged for Jerusalem and Beersheva. I keep saying "were envisaged" and among the other things that were envisaged wase the expansion of an effective economic program for factory schools, fore our expenditures to training pretty qualified technicians would amount to about \$30 a year. There are all sorts of projects for the extension

of the program of training in the Yeshives, not only in the development of the seven major centers which are under our supervision now, but for several others. These were the prospects, they were the prospects until the financial impact of salary increases became clear. The salary increases which resulted from the conclusion of the negotiations with the secondary school teachers. You will recall that these teachers union battle has been going on for three years, it costed some changes in government, in cabinet and it has finally be concluded. The resulting deficit for ORT Israel for 1961 is calculated by CRT Israel at I£300.000, our figure here is higher. This added to the deficit of cumulated deficit of 10 years of operation, of about£\$150.000 brought us close to a half of million figure as the year ended. And it is obvious that 1962 costs are not going to be any less than 1961 costs. Therefore unless part of the program is cut to pass on to somebody else or a tremendous amount of money is found ORT Israel will have at the end of 1962 the most respectable one million pound deficit. Drastic measures will have to be taken in connection with the current program before we can consider going further with this very economical programs which are being offered to us so economically as a testimony to ORT(accomplishments in Israel. When a government propose to pick up 90 % of the bill what they are doing effectively is paying us for our know-how to operate program. But I pre-^{during}sume that the discussion about that will take place ~~in~~ the meeting from our Israeli friends.

I continue, it's a big world. You will have to give me another minute in each country. In India, long delayed final decisions are being taken. The site for the new school has been selected and almost acquired and the building plans have been determined. A preparatory class will begin shortly, but we must await municipal approval to begin building and India is not the fastest country in the world in matters of paper. There is no reason why approval should not be granted. It just takes time for paper to go from one desk to another, just as it does elsewhere in the world.

The Central Institute reached its peak enrolment under the program adopted experimentally about three years ago and its enrolment will further increase to a total of about 130 Jewish students in October. The Institute also serves the technical assistance program of the Swiss government by doing two things for the Swiss government. 1) training 18 Congolese instructors 2) training for the Swiss government, at Swiss government expenses 18 Israeli foremen - Israeli foremen from Israeli industry trained in Swiss industry. The Swiss government inquired of us as to whether we would accept Iraqis to replace the Congolese who are departing. It was suggested that it might be better to have Iranian Moslems for training. I don't know whether the Iraqi government was consulted, but I think the Swiss have changed their minds. We continued with the training of about 70 African students in Nathanya for the Israeli government. The government built and financed facilities and will shortly be doubling that capacity. In June of last year we added in to a contract, rather the American ORT Federation, with great bravery I must admit, added in to a contract for a survey of vocational training needs in eight countries of Africa in behalf of the U.S. government's International Cooperation Administration. A couple of months of work produced this survey which is as impressive to the U.S. government in content as in weight and size. At a long debriefing session which took place on the 7th of December in Washington I was informed that we were the first voluntary body or university which had been engaged for such services which departed on schedule and returned on schedule. There was high priority given to our first reports on Mali and Guinea and our recommendations for these two areas have been adopted by the U.S. government. The future developments I think will be discussed to-morrow since decision in this matter as how far we go and where we go is up to you.

To move to another hemisphere but no less important, the New York schools for retraining of refugees had a stable enrolment during the year with

an increase as the year came to a close. There are more Eastern European coming to New York. Our training in Argentina dropped considerably in numbers but progress was made in the consolidation of the direction and future planning. Unfortunately, administrative difficulties made it necessary for our Director in South America to leave us after one year service. We shall be studying the problem of finding an adequate replacement. But to leave the operating countries I would be remiss if I would not make some reference to the records of achievements of those ORT organizations which do not operate programs of their own. The Women's American ORT cannot never be adequately covered but mentioned well enough by our Chairman continues as in the past to be the first and foremost in development and the first and foremost in support to the World ORT Union. There is such a broad and magnificent record as to make comparisons with other countries difficult.

Canada after a considerable step forward in 1960 continues to hold its own. Income may have dropped, but so has the Canadian dollar. It used to be one dollar and five cents, now it's 95 cents by comparison with the American dollar. It has now engaged new professional staff which Canada hopes will lead them another step forward.

The American ORT Federation has increased its membership rolls but is still far short of the goals which the American ORT Federation set itself.

On the Continent, Switzerland has had the best year in its history for ORT. A great deal of credit must be given to the new bright young man who joined its leadership, but even more to the President of the Swiss Women's group who has begun to take an active role in the leadership of the men's group. The Women's International ORT for the first time since it was founded exceeded the income which was budgeted. In fact, women's organizations everywhere but in South Africa have made remarkable progress.

England's record is really one of striking advance. British ORT under the able leadership of its new young Chairman provided us with 25 % more funds than were budgeted originally for this year.

Everywhere, Scandinavia too exceeded expectations. In fact you will recall at that the best evidence of organizational development and strength was the meeting of this Executive in this room, six months ago. We were faced with the problem, the member organizations represented here pledged increased support to meet the Moroccan crisis, and everybody lived up to their pledges of support. Only South Africa let us down advising us indirectly in late December - the 20th in fact - that we will receive less than £50,000 instead of the 60,000 - 62,000 budgeted.

I summarize and conclude, Mr. Chairman. I summarize the past year this way. It was one replete with problems and difficulties, several of which were met, many of which were insoluble within the period under review. The past year saw the beginnings of our work in North Africa and Eastern Europe and a compensating growth in France and in Israel. It left us with many residual problems, mostly financial, but it left us with residual problems financially in a period when universal Jewish problems and needs take in the minds of many higher priority. We therefore face the year in which we can expect very little by way of increased support from external sources. It will be one in which we shall not only have to share general responsibility in general Jewish need but we will have to gird ourselves to superior efforts even over and above the magnificent records of 1961 which was the best in our 81 years history. We must face the future and its problems with a healthy reasonable trepidation but we dare not falter for this year the bulk of the ORT burden is and must be a burden placed on the shoulders of ORTists, of ORT alone. Thank you.

M. Daniel MAYER : nous venons d'entendre le rapport de Max Braude. Comme à l'acoutumé, nous avons fait le tour du monde. Nous avons vu les difficultés, les réalisations, les espoirs. Je pense que vous me tiendrez rigueur si je ne remerciais pas Max Braude, non pas seulement de son

rapport, mais de l'effort fourni par la Direction générale de l'Union Mondiale ORT tout au long de l'année ; ça n'est pas seulement le morceau brillant de géographie judéo-sociale que nous venons d'entendre qu'il faut applaudir, ce sont les efforts continus, tout au long de l'année qui font que, avec angoisse, sur la mappemonde dès que l'on a fini de regarder dans une région où les difficultés semblent s'aplanir, on s'aperçoit qu'il y a un autre coin de la même mappemonde où des difficultés inconnues jusqu'alors, imprévisibles, surgissent. C'est ce travail quotidien de Max Braude, du Dr Halpérin et de l'ensemble des collaborateurs de l'ORT que je vous demande de remercier par vos applaudissements renouvelés.

Nous en arrivons maintenant au point suivant qui s'intitule "DEBAT GENERAL" - point IV. Je ne sais pas si c'est une coïncidence, un symbole ou une astuce, il se trouve que c'est le point IV de notre ordre du jour et c'est justement le point IV de l'ORT que nous avons à examiner maintenant, le débat général sur le rapport de Max Braude qui est dès maintenant ouvert se situe, en effet, sur l'aide à apporter à l'ensemble des pays, sur tous les points qui ont été indiqués, sur d'autres peut-être encore que je laisse à votre discrétion ou à votre imagination. Le débat général est donc ouvert. Dans un souci d'équité je donnerai en premier la parole à celui qui me l'aura demandée en premier. Etant donné que tout le monde est timide et que personne ne veut parler le premier, alors je demande à celui qui a l'intention de parler de dire qu'il est le second. - M. Oungre que je remercie de bien vouloir vaincre une très ancienne timidité.

M. OUNGRE : M. le Président, Messieurs, en fin de son magnifique exposé M. le Directeur général Braude a formulé une conclusion qui donne à réfléchir et qui demande peut-être un examen plus approfondi de ce qu'il convient de faire. Il a dit, à moins que j'aie mal compris,

que, en définitive, actuellement, la charge de l'assistance par le travail incombe à l'ORT et à l'ORT seul, ce qui signifie que l'ORT décharge ainsi de leurs responsabilités certaines autres organisations qui ont le même devoir. Je voudrais demander à M. Braude de préciser sa pensée et, en même temps, de dire s'il n'a pas envisagé des mesures pratiques à prendre afin de galvaniser de nouveau l'intervention et la collaboration d'autres organisations quelles qu'elles soient.

M. Daniel MAYER : ce n'est pas une minute de silence ! - M. Aginski

M. AGINSKI : je voudrais demander des précisions sur les statistiques qui nous ont été fournies et concernant la page sur le nombre des élèves. Je vois, par exemple, que le nombre des élèves en Italie a baissé de 1.956 à 583, en une année et que le nombre d'élèves en Iran a baissé d'une année à l'autre. Que, en France, il y a actuellement 1998 élèves et que, au Maroc, il y a 2.996 élèves. D'autre part, les dépenses globales pour le Maroc pour 2.996 élèves représentent \$641.000 et les dépenses, en France pour 1.998 sont de \$1.130.000. J'ai l'impression que dans ces statistiques il y a quelque chose qui nous échappe et que nous comparons peut-être des chiffres qui ne sont pas comparables.

Daniel MAYER : d'autres questions, d'autres observations ? Je crois qu'il vaut mieux faire vos observations maintenant sur le rapport général que de le faire ultérieurement sur le rapport financier provisoire ou sur les perspectives. Peut-on considérer le débat général comme clôt ?
M. Eliachar.

M. ELIACHAR : M. le Président, je dois tout d'abord m'excuser de prendre la parole. On dit chez nous, il ne faut pas être Kofetz berosh et nous avons nous, attendu l'opportunité que d'autres prennent la parole pour pouvoir le suivre. Nous avons un mot, très bien établi par nos sages d'antan et qui dit " Makdim terufal le maka " et veut dire "que le Seigneur prévoyant des difficultés des calamités ou des catastrophes prépare à l'avance les éléments nécessaires pour porter secours et

porter, s'il le faut en même temps l'aide nécessaire pour remédier aux pires ~~xxx~~ catastrophes et calamités". Je peux dire en ayant entendu le rapport de M. Braude que cet adage, ce proverbe se maintient aussi bien pour l'ORT que pour toutes les autres organisations juives qui se sont mises à l'oeuvre pour trouver une solution aux difficultés considérables que le monde crée à notre nation, au peuple juif partout. L'ORT vient de faire et a fait une oeuvre colossale et, avant tout, en tant que membre israélien qui voyons directement par le fait que nous sommes des récipiènts d'une grande majorité de ces réfugiés que les vagues de souffrance nous font parvenir nous nous sentons en devoir de remercier tout ceux qui font de l'oeuvre de l'ORT ce qu'elle est. Que ce soit à l'administration centrale, que ce soit dans les organisations locales, que ce soit les dames d'Amérique ou d'ailleurs, que ce soient les jeunes et actifs membres de notre Comité comme l'a nommé sans le nommé le président M. Braude et surtout, je saisis cette occasion au nom d'Israel de le remercier personnellement pour avoir contribué à la construction d'un second étage d'une oeuvre très belle, qui est l'oeuvre ~~xxx~~ de Nathanya. Nous sommes dans cette situation, devant des problèmes presque insurmontables. Notre but, en Israel : 10.000 étudiants dont les adultes d'un côté commencent à être une part prépondérante et les apprentis pour qui nous faisons le nécessaire pour accroître l'éducation technique que nous sommes en train de donner à nos élèves réguliers. Ce sont ces problèmes qui font d'Israel presque la source ou le centre de tout ce que fait l'ORT partout ailleurs. Tout en aidant le Maroc, tout en aidant la France, l'Algérie et la Tunisie, tout en aidant les immigrants qui traversent les barrières du rideau de fer, à Vienne ou ailleurs, c'est toute fois, en grande partie sinon dans la partie prépondérante que ces vagues d'immigrants trouvent leur refuge, soit immédiatement ou après un certain temps, en Israel. Et l'ORT est en train de collaborer avec toutes les autres organisations

pour recevoir ces nouveaux arrivants et leur apporter l'appoint nécessaire pour rendre leur vie constructive et pratique chez nous. C'est là que nous sentons notre augmentation dans tout le budget et que malgré que nous soyons très heureux d'avoir à la tête un homme qui est un économiste et qui aime à la Kennedy plutôt qu'à la Eisenhower avoir des budgets bien équilibrés mais qui font des déficits néanmoins, nous aussi, malgré le fait que ce déficit énorme qui nous est imposé, nous sommes tout disposés à l'envisager car il n'est pas question que nous, en Israël, puissions en aucun cas fermer ou restreindre nos activités.

Je dois ajouter que ces activités non seulement affectent les réfugiés qui nous viennent de partout, les enfants qui grandissent en Israël des émigrés et pour lesquels nous devons faire des efforts considérables si nous voulons que ce pays continue à rendre le service qu'il est en train de rendre à la population juive, nous devons faire encore d'autres efforts supplémentaires pour pourvoir à la nécessité croissante de donner une instruction technique, telle qu'on est en train de la donner et de la développer. Nous manquons déjà de main-d'œuvre en Israël, on est déjà au stade de nous concurrencer pour avoir un élève qui finit une école professionnelle, on est en train de faire des efforts pour enlever des techniciens d'une industrie ou d'une autre pour l'employer chez soi. Ce problème est un problème très grave pour Israël, nouveau pays, jeune pays et surtout, pays qui reçoit la majorité de ceux qui ne trouvent pas un refuge ailleurs et qui doivent venir chez nous. Ce sont ces problèmes que ORT Israël vous a soumis dans son rapport, dans les détails bien amples des statistiques que vous avez devant vous et ce sont ces déficits qui, malgré leur importance, ne nous inquiètent pas du tout. Car nous sommes certains qu'Israël, par elle-même, ira de l'avant en augmentant sa participation comme elle l'a fait jusqu'à aujourd'hui. C'est très satisfaisant pour nous de pouvoir vous dire que nous sommes en train d'augmenter continuellement notre apport au budget de l'ORT Israël.

C'est à dire que ce que le Gouvernement, ce que les parents, ce que d'autres institutions et même ce que les produits des écoles ORT qui sont parvenus à dépasser les 1200.000 de vente et qui nous rapportent ce montant pour l'année dernière. Nous envisageons même des augmentations. Donc, nous ne parlons pas simplement en parents pauvres, mais nous parlons aussi en parents qui exigent que ce que nous envoient leurs descendants d'autres pays et qui par là même facilitent pour ceux qui sont en souffrance et ceux qui ne peuvent pas ouvrir les portes de leur pays à ces réfugiés continuent et nous donnent la possibilité d'aller de l'avant comme nous l'avons fait pendant ces dernières années. Ce sont ces problèmes immenses de fusion et d'intégration qui s'ajoutent à nos problèmes et par l'apprentissage, nous espérons pouvoir donner tant soit peu une solution valable au problème qui se pose de rendre les éléments de la majorité de l'enfance et des ouvriers non-qualifiés de les rendre plus constructifs par l'apprentissage accéléré et les cours pour adultes. Je ne peux pas passer outre, M. le Président, sans traiter de deux autres problèmes. J'ai mentionné le problème de fusion et d'intégration. Je ne sais pas combien de membres présents de l'ORT se rendent compte de ce problème d'intégration et des difficultés qu'il comporte. La population en Israël, démographiquement, se développe d'une telle façon qu'en majorité, très bientôt, elle sera composée d'éléments complètement inadéquatement préparés pour faire face à une société bien organisée, bien développée telle que tous nous voulons que soit Israël. Il s'agit de l'élément qui nous arrive et manquant presque de tout, de tous les pays de persécution. Ce sont des éléments dont l'enfance a été très malheureuse et cette enfance cherche à s'agripper, à trouver moyen de pouvoir participer à la vie quotidienne, sociale, économique, j'ajouterai même, à la défense du pays. Eh bien, ce problème très grave, nous ORTistes, nous ne pouvons pas l'ignorer et je demande à M. le Président, à tous les membres de

l'administration, à tous les membres de l'Exécutif de prendre conscience de ce grave problème qui nous fait peur si nous ne pouvons pas lui apporter le concours mondial pour le résoudre. Un pays tel que le nôtre, environné tel qu'il est ne peut pas continuer sans que notre jeunesse soit préparée techniquement, socialement aux plus grandes épreuves que l'avenir peut lui réserver et que nous souhaitons que ces épreuves ne soient pas graves. Elles peuvent être graves si l'ORT en principe ne prendra pas conscience de cette oeuvre qu'elle doit faire et qu'elle fait si brièvement depuis 10 ans.

Le troisième problème que j'ai voulu mentionner est que Israël est un pays démocratique et tous les éléments, sans distinction de race ou de religion et il traite à égalité tous ses citoyens. Nous avons en Israël environ un quart de million de non-juifs. Jusqu'à aujourd'hui, là où il y a des écoles ORT, là où il y a des Arabes et des non-juifs on les reçoit et on les soigne tel que nous le faisons, par exemple, à Affulah et à Ramleh. Mais tout de même, il y a des districts, des arrondissements, dans lesquels la majorité des habitants est non-juive et le problème est devant vous, comme devant nous, de trouver aussi le moyen de donner cette éducation à nos concitoyens de religion non-juive. C'est un problème très intéressant, très grave, mais ORT Israël ne peut pas trouver cette solution par lui-même. Je sais que vous allez me dire, M. le Président, que vous n'avez pas les moyens, vu les difficultés générales d'ajouter des problèmes supplémentaires aux problèmes déjà assez graves qui nous font face. Mais c'est un problème que je sou mets devant vous et j'espère qu'il se trouvera des mécènes, il se trouvera des organisations, il se trouvera peut-être même, parmi nous, des personnes bien intentionnées qui voudront nous donner le coup de main nécessaire pour que, le gouvernement israélien faisant sa part et sa grande part, pour que l'ORT Israël participant autant que possible, ceux qui croient en ce problème et y

le
voient l'utilité de résoudre comme les autres questions de fusion et d'intégration, je dirai que ce problème aussi ~~que~~ est un problème que le monde juif ne peut pas ignorer, vu que nous avons quitté l'Egypte et que le bon Dieu nous a dit "Kager Katoshav" - nous devons traiter les nécessités et pourvoir aux nécessités de ces éléments comme nous le faisons pour nos propres frères, pour nos propres concitoyens. Et pour terminer, je vous dirai, M. le Président, Mesdames et Messieurs, combien l'ORT est en train d'agir directement et indirectement à l'établissement d'un pays jeune, sur des bases solides, reconnu partout ailleurs et par tous les pays du monde. Vous avez tous probablement entendu parler de la campagne qui a été menée contre Israël aux Nations Unies, surtout en ce qui concerne les réfugiés arabes. Eh bien, moi je peux ajouter et dire que c'est grâce, en partie, à l'oeuvre de l'ORT que nous n'avons pas été obligé de laisser à la discrétion de nos ennemis qui ont voulu faire de cette question sociale et humanitaire une question de destruction du pays qu'est Israël. Je me réfère à la dernière décision quand les pays africains que vous et nous avons tant aidé à faire de leurs enfants et de leurs élèves des éléments constructifs qui par acte de gratitude se sont alignés en faisant cause commune pour défendre Israël auprès de toutes les nations. Je crois que cette satisfaction que l'ORT a eue a indirectement relevé le moral du peuple juif partout mérite que les déficits que nous faisons partout en Israël comme partout ailleurs ne soient pas une entrave pour nous permettre d'aller de l'avant et qu'au contraire, ces déficits nous les voyons avec bon coeur et que nous trouvions ensemble le moyen de les couvrir. Merci.

Daniel MAYER : Il y a quelques jours, on m'a raconté une histoire et je me demandais à quel moment et sous quelle forme je pourrais enfin la placer et je crois que le moment est venu. C'est l'histoire de contrebandiers qui franchissent une frontière avec plusieurs bonbonnes d'alcool,

comme ils veulent à tout prix franchir la frontière, ils ont naturellement enlevé toutes les étiquettes et quand les douaniers les interrogent, vu que c'est de l'alcool blanc, ils disent, c'est de l'eau de Lourdes. Les douaniers sentent l'odeur et disent, c'est de l'alcool. Alors les contrebandiers s'écrient "Miracle". Je me demandais ~~avec~~ avec beaucoup d'angoisse à quel moment de la séance du Comité exécutif je pourrai raconter cette histoire. Je crois que l'intervention de M. Eliachar m'en a fourni l'occasion et que c'était le bon moment. Je vais donner la parole à M. Emsalem. Je crois que d'une manière générale, il n'y a jamais d'indiscrétion de nos débats, mais vous comprendrez tous que si M. Emsalem nous fait quelques confidences sur la situation en Algérie, ce sera le moment ou jamais d'être encore plus discret car il y va de la sécurité d'un grand nombre de nos amis qui sont là-bas. Et pour vous donner une idée de la dégradation de la situation, il y a quelques années, tout le monde aurait compris que l'insécurité provenait du FLN, hélas, l'insécurité maintenant, provient de Français inconscients de leurs devoirs, c'est à dire, des fascistes groupés sous les initiales OAS, ça vous donnera une idée des difficultés supplémentaires et de l'aggravation de la dégradation. Donc, en donnant la parole à M. Emsalem, je veux lui dire non seulement notre amitié, mais notre admiration pour le courage dont un grand nombre d'amis qui sont demeurés là-bas font chaque jour preuve quel que soit le camp dans lequel ils ont cru devoir s'engager. La parole est à M. Emsalem

M. EMSALEM : intervention non enregistrée.

Daniel MAYER : la parole est à M. David AMAR, qui parle au nom d'une communauté qui a su régler des problèmes relativement identiques sous une forme pacifique. Je lui donne la parole

M. AMAR :

Mesdames et Messieurs, après l'exposé presque tragique de notre ami, M. Emsalem, je vais quand même pouvoir vous apporter une note un peu

plus optimiste sur la situation du judaïsme marocain. Je remercie tout d'abord particulièrement les dames américaines de l'ORT pour le généreux effort qu'elles ont fait en faveur de ce judaïsme marocain.

La structure de l'ORT au Maroc n'a pas subi de modifications et vous avez tous sous les yeux un rapport extrêmement complet et je ne reviendrai pas là-dessus. Je tiens simplement à vous dire que les problèmes du judaïsme marocain font actuellement l'objet d'études assez sérieuses et assez poussées de la part de l'administration marocaine. Nous sommes je crois à la veille de décisions assez importantes de l'administration pour régler l'ensemble des problèmes juifs, à savoir : réorganisation de la communauté juive marocaine, l'enseignement et également la réorganisation de toutes les sociétés de bienfaisance juives. En ce qui concerne particulièrement l'ORT, nous sommes également à la veille de la désignation d'un haut-commissaire à la formation professionnelle. Quelle sera la politique ? Quelle sera la politique du gouvernement quant à l'enseignement professionnel au Maroc ? Nous ne le savons pas encore. Mais je puis vous dire qu'une délégation de l'ORT Maroc a été reçue tout dernièrement par le Ministre de l'Education Nationale. L'accueil a été bienveillant et chaleureux. Cette délégation a exposé au Ministre ce qu'était l'ORT au Maroc et lui a surtout demander de revenir sur sa décision et d'allouer l'indemnité qui avait été allouée au cours des années précédentes de l'ordre je crois de Fr.18.000.000. Le Ministre a promis d'étudier cette question avec beaucoup de bienveillance et très rapidement de pouvoir donner une suite à cette demande.

Je n'ai pas besoins de revenir non plus sur la décision extrêmement importante et dont on ne peut pas mesurer la portée qu'a prise le Roi dernièrement, et le Roi seul, d'autoriser l'émigration du Maroc. Je ne sais pas si vous mesurez l'étendue de cette décision, l'importance de cette décision. N'oubliez pas que le Maroc est un pays arabe et musulman, appartenant à la Ligue Arabe et que dans ce contexte là, le Roi a quand même pris, et lui-même personnellement, la décision de permettre aux

Juifs de quitter le Maroc et des départs collectifs ont eu lieu, assez importants. Malheureusement, une campagne de presse, vous savez qu'il y a une opposition extrêmement active au Maroc, une campagne de presse s'est déclanchée et les départs collectifs ont été arrêtés. Il n'en demeure pas moins vrai que tous ceux qui sont détenteurs de passeports peuvent quitter aujourd'hui le Maroc librement sans aucune difficulté. D'autre part, les passeports sont actuellement remis aux Juifs normalement dans toutes les provinces et si les départs collectifs sont arrêtés, la liberté de circulation individuelle est par contre assurée.

De la part du gouvernement, je puis vous affirmer qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de problèmes pour la communauté juive. La communauté juive s'organise, elle vit, elle se défend, les institutions existent, la communauté existe, les écoles existent, l'ORT fonctionne, sauf les difficultés budgétaires et ce sont les seules difficultés que nous avons actuellement. Je puis dire que l'action du Roi a été extrêmement courageuse et que nous, juifs marocains, nous en félicitons particulièrement. Et je tiens à vous dire aussi, je ne suis pas inquiet du tout quant à l'avenir de l'ORT au Maroc. J'ai la conviction certaine que la subvention sera accordée à l'ORT et que l'ORT, en tout cas, dans le cadre de la réorganisation de l'enseignement professionnel trouvera largement sa place au Maroc. Voilà Messieurs et Mesdames, ce que j'avais à vous dire.

Daniel MAYER : je pense que vous aurez compris que la discrétion réclamée pour des raisons de tristesse et de gravité pour l'intervention de M. Emsalem, vaut pour des raisons symétriques, mais celles-là d'espérance, et peut-être de joie, au moins autant pour l'intervention de M. Amar et qu'il vaudrait mieux que tout ce qu'il nous a dit ne dépasse pas l'enceinte de cette salle.

Si vous le voulez, de manière à ce que nous ayons le temps de nous détendre un peu avant le repas proprement dit, nous pourrions suspendre la séance. La reprendre vers 14 h. au plus tard. La séance est suspendue.

FIN DE LA PREMIERE SEANCE

DEUXIEME SEANCE - DIMANCHE APRES-MIDI.

PRESIDENT DE SEANCE : Dr William HABER

Amiral Louis KAHN : (début non enregistré) En Europe même, une variation interne s'est produite qui, en particulier, augmente nos effectifs dans l'Europe de l'ouest par rapport à l'Europe de l'est, pour des raisons évidentes. Si je dois moi aussi dramatiser la situation, ne pas la présenter sous des jours riants, je voudrais tout de même faire une remarque. Le monde est agité, les juifs ont vécu des siècles entiers en dehors des agitations du monde, et c'était peut-être sage, et pendant que les non-juifs se coupaient en morceau sur des thèses de religion et de politique, ils attendaient. Mais maintenant, ils sont dans le coup avec tout le monde. Nous avons voulu être en proie à toutes les grandes idées modernes, nous en b^enéficions et aussi, nous les subissons. Les nationalismes ne sont pas seulement chez nous et il faut s'habituer à cette idée que nous sommes dans un terrible combat. Ce matin, notre cher ami d'Algérie nous a décrit deux cas typiques. Eh bien, je puis vous dire que le directeur d'école qui a été assassiné devant ses élèves, ce n'était pas un juif, c'était un musulman. Par contre, le commerçant qui a été assassiné, c'est bien un juif. Il a été assassiné dans les conditions que je vais vous préciser. Il y a à peu près trois semaines, un tract a été répandu par l'OAS, dans les termes suivants : "M. Untel" - c'est M. Choukroun, de Maison Carrée - "M. Choukroun, de Maison Carrée, malgré les avertissements que nous ~~vous~~ avons donnés a essayé de quitter l'Algérie, il a été arrêté par notre police, déféré à notre tribunal, condamné à mort et la sentence a été exécutée à 11 heures". Voilà la façon dont nous sommes dans le coup, ce qui consiste à en recevoir - signé OAS, oui - et nous sommes dans ces coups-là. Plus précisément, nous n'y sommes pas, nous sommes dans cette calme Helvétie, en proie à l'amitié de nos amis, mais un peu partout, la vie c'est ça, c'est à dire, la mort. Par conséquent, nous avons un effort

qui est extraordinairement nouveau. A la fin de la dernière guerre, les oeuvres juives en général, où que ce soit, dans le monde entier, y compris en Israel, c'était des oeuvres d'assistance, le nom de disait bien, on s'occupait des D.Ps, des personnes déplacées. Et puis, le calme était temporairement venu et au lieu de panser les blessures, au lieu de sauver les agonisants, on avait construit pour les vivants. Et nous avons connu cette époque admirable qui n'a pas été de longue durée. Et voilà que maintenant, au lieu de cette construction simple d'un judaïsme dans le style du temps nouveau, nous avons de nouveau à être des brancardiers, des gens qui ramassons les blessés et essayons en même temps de les sauver. C'était un problème qui est redevenu le problème dramatique de l'ORT. Alors que c'était un problème joyeux que nous avions ces années dernières. Nous avions des gens qui venaient à nous pour grandir, maintenant, nous avons des gens qui viennent à nous pour survivre, de nouveau. Alors, il ne faut pas s'étonner d'une chose. Je pense que ceci rassemble de ce que je vais dire de la France et peut-être plus encore, ce qu'on peut dire d'Israel. Quand les choses changent, nous avons chaque année, le budget de l'activité de l'année dernière, alors qu'il nous faudrait le budget de l'activité de demain. Et c'est ça qui est le phénomène horrible de notre situation c'est que, vous pouvez d'ailleurs faire la confrontation financière, n'est-ce pas, c'est ça le phénomène dramatique. Parce que le drame, ça se traduit toujours par l'administration, malheureusement et par les finances. Nous avons chaque année les ressources qui auraient convenu à notre effort d'hier et là où les disponibilités s'affirment par la disparition des personnes, nous ne pouvons tout de même pas fermer boutique. En réalité, tout ce qui est nouveau, est un accroissement. Alors, je crois qu'il faut s'habituer à cette idée que nous sommes condamnés au mouvement. Je ne vous parlerai pas de la situation sur le plan plus politique. Naturellement, ça n'est pas le métier de l'ORT, mais enfin,

aucun Juif ne peut être étranger à cela, à ces problèmes actuels. Nous avons des organisations. J'ai le redoutable honneur de faire la liaison entre ces activités que vous avez ici et les activités politiques qui incombent à l'Alliance. Alors, c'est un problème que nous ne pouvons pas perdre de vue un seul instant. Et effectivement, la situation, nous ne pouvons pas lui donner des prévisions. Nous avons travaillé beaucoup pour l'avenir. Seulement, en ce moment, c'est un thème que je crois vraie dans toutes les crises : quand la marmite bout ou quand le train part, on ne peut plus rien faire pendant quelque temps. Il faut avoir posé les jalons avant et savoir quels sont les forces qui naîtront de cette terrible bagarre. Actuellement, personne ne peut le dire. Il y a deux hypothèses : l'une, qu'effectivement une nouvelle force déjà en place prenne le pas, mais ce que je crois, les circonstances dans lesquelles nous préparer, c'est que du désordre croissant, il sorte des pavés des rues sanglantes des hommes qui se dévoueront à réconcilier. Et c'est pour ces gens là que nous devons être déjà prêts et que nous avons, de notre côté, posé le plus de jalons possibles. Et à ce moment-là, on sera obligé de reconstruire exactement comme sur les ruines. Mais c'est l'hypothèse qui n'est pas la moins inquiétante, certainement, mais qui n'est pas non plus la plus improbable. ça peut très bien se passer comme ça. Parce que les forces réelles, les forces nominales n'ont plus cours dans ces désastres. Le seul fait qu'on vous a dit ce matin, par exemple, sur l'action des enfants est quelque chose d'affreux. Actuellement, on peut dire que les plus redoutables sont les jeunes car, enflammés par la passion, ils ne sont même plus sensibles à l'argumentation et il y a à craindre que pendant quelque temps on soit dans une phase où les gens tuent pour tuer et ils tuent sans autre préoccupation que de se déchaîner dans la nervosité et la passion. Alors, c'est vous dire combien nos tâches sont difficiles. Nous devons être prêts pour tout et nous ne pouvons rien lâcher

de ce qui est et il faut être prêt pour ce qu'on devra reconstruire. Alors, pour la France, la situation est simple parce que selon une tradition qui honore mon pays dont je rappelle qu'il a été le premier à recevoir les 50.000 premiers D.P. qui sont sortis des camps d'extermination et c'était à ce moment-là, M. Daniel Mayer qui était le Ministre du Travail qui a décidé l'accueil de ces 50.000 premiers et on peut dire que, pendant longtemps, la France avait été seule. Eh bien, elle a fait la même chose pour le moment puisque rien que dans une communauté comme Marseille, la population nord-africaine a augmenté de 100.000 personnes dans les années dernières, dont - la population ~~ex~~ nord-africaine a augmenté en France de 100.000 personnes - et rien que sur une seule ville, à l'heure actuelle, à Marseille, il y a plus de 40.000 nord-africains, c'est vous dire qu'il n'y a pas d'effort qui puisse étaler une arrivée pareille, sans une augmentation considérable des ressources. Le problème est le même pour tous les pays vers lesquels les forces nouvelles chassent les nouveaux arrivants. Je ne voudrais pas insister sur ce point-là, mais je voudrais simplement d'abord défendre la cause des pays qui sont en devenir comme Israël et comme la France actuellement par le fait des circonstances nouvelles et attirer votre attention que si au fond, un déficit est indésirable, il est dans la nature même des choses. Parce que, dire qu'on a les ressources de son action, c'est dire que l'action est insuffisante dans ces pays-là. Il faut avoir le courage de ~~regarder~~ regarder cette vérité comme elle est, aussi désagréable qu'elle soit. Le deuxième élément que je voulais vous dire, c'est le fonctionnel. Je tiens à vous rappeler que c'est dans les crises que l'on conçoit les grands avenirs. Par exemple, le décret qui a réorganisé la Comédie Française a été signé par Napoléon à Moscou pendant la retraite. Eh bien ça c'est un signe que c'était un bonhomme, un grand bonhomme. Un bonhomme qui est en proie à la retraite et à l'hiver russe et qui,

à ce moment, s'occupe de reconstituer un théâtre à Paris, c'est un monsieur. Eh bien, nous avons le même problème. C'est dans les périodes tragiques qu'il faut penser à la suite. J'ai toujours été très préoccupé d'un problème que nous avons déjà évoqué ici plusieurs fois. Est-ce que nous avons raison d'accrocher les jeunes Juifs dans le monde entier, aussi bien en terre d'Israel que dans la Diaspora, aux professions artisanales et agricoles. Naturellement, il y a plusieurs façons de voir ça. Par exemple, Spinoza polissait des verres de lunettes. Je tiens à vous dire que cette légende est entièrement fausse, c'est pour ça qu'elle nous intéresse. Il paraît qu'il n'a jamais poli un verre de lunettes de sa vie, mais il s'intéressait à l'optique et alors, sa cuisinière a dû raconter à la police qu'il polissait des verres de lunettes. ça c'était une histoire banale. En tout cas, si ça n'est pas vrai, c'est très bien comme ça. Il est exact que si nous polissons des verres de lunettes pour pouvoir nous payer nos études et le grandissement intellectuel de la jeunesse juive, alors c'est très bien. Si c'est, au contraire, pour la tirer par les pieds, alors, nous n'avons pas raison. Bien entendu, vous me direz que dans les pays où il n'y a pas de Shabes goïm, il faut bien que les Juifs fassent le métier. Oui, nous sommes bien d'accord qu'il faut que nous fassions ce métier-là. Mais je voudrais que nous ne perdions pas de vue que nous sommes pour une part considérable que nous le voulions ou non responsables non seulement de la vie matérielle des familles juives, mais aussi responsables du devenir dans le monde moderne. Le monde moderne avait laissé les Juifs de côté, il les a libérés de leurs sevitudes et aussitôt, ils lui ont donné Marx, Einstein et Freud, c'est à dire, trois individus qui ont tout mis en l'air, mais tout de même, ils nous donnent une certaine gloire, il y en a un qui a mis la société en l'air, l'autre la physique et le troisième s'est chargé de l'âme humaine, c'est encore un gros travail. Mais enfin, c'est ça notre métier, depuis Moïse,

depuis quelques prophètes, nous avons ce métier-là. Et pour ça, il faut le recruter, il faut continuer à le faire, si nous ne le faisons pas, eh bien, nous manquons à notre devoir. Alors, je voudrais poser cette question à notre Direction générale, non pas dans son caractère administratif, dans son caractère comptable que j'estime infiniment, ça n'est pas du tout diminuer l'autre, mais lui rappeler que nous sommes là un mouvement fondamental dans la vie juive, c'est le mouvement éducatif. Quels sont nos débouchés, non pas seulement dans les professions, mais dans l'enseignement supérieur. Je tiens à vous dire qu'en France quand on a créé l'enseignement technique, on n'avait pas pensé à cela et maintenant, l'enseignement technique est une des bases du recrutement du supérieur. Ceci est important. C'est à dire, qu'il n'a pas sa fin en soi. De même que l'enseignement secondaire, il a vocation de conduire les hommes à une formation ultérieure. Naturellement, nous ne pouvons pas nous en charger - nous ne pouvons du moins pas provisoirement nous en charger - mais pour le moment, il faut veiller à ce que les éléments que nous avons en charge aient ce goût d'aller vers la tradition de la haute culture en Israël. Naturellement, on ne s'aperçoit pas de ce besoin. Par exemple, en Israël, par le jeu des drames tout ce qu'il y avait de cultivé dans le judaïsme contemporain s'est rassemblé. Alors vous avez partout des professeurs, des docteurs, c'est très bien, seulement ils commencent à prendre de la bouteille - ils sont comme nous - et il s'agit de savoir si nous fabriquons derrière eux des hommes qui prendront la suite. Et alors, c'est cette question que je voudrais voir traiter. Naturellement, ce n'est pas une question simple mais j'aimerais que notre Directeur général ou que le directeur des programmes nous disent comment ils voient dans les différents pays l'ouverture vers la culture pour les hommes que nous tirons de l'état un peu précaire où ils peuvent vivre et où je ne voudrais pas qu'ils demeurent sans espérance. Voilà, M. le Président, quelques observations que j'avais à présenter à notre remarquable rapport.

Dr. HABER : thank you very much Admiral Kahn, you raised a question that Mr. Braude and others will deal with before we leave the subject. Your observations are very much appreciated. Before I call on Dr. Cungre, who else wants the floor ? Let's see what the logical situation is. Dr. Cungre.

M. OUNGRE : M. le Présient, j'ai admiré la hauteur à laquelle notre collègue, M. le Président Kahn a élevé la question. Il l'a véritablement placée sur un niveau extrêmement élevé. Il a posé un problème et comme tous les problèmes, à mesure qu'on les approfondis, ils s'élargissent et on s'enfonce de plus en plus. La question se pose de savoir si l'ORT seule est en mesure d'adopter un tel programme. Pour ma part, je ne le crois pas. Cela suppose une collaboration avec toutes les institutions quelles qu'elles soient qui s'occupent, qui se sont occupées et qui s'occuperont de l'émancipation intellectuelle de la jeunesse juive. C'est très bien de former des intellectuels, c'est en définitive à quoi abouti, je crois, la conclusion de M. le Président Kahn. Il s'agit, en l'espèce, pour l'ORT de savoir si elle doit commencer par élever professionnellement la jeunesse ou si elle doit en même temps s'occuper de l'éducation intellectuelle générale de cette jeunesse de façon à former, si je puis dire, des cadres pour l'avenir. Et ici, je crois que les conclusions de M. le Président Kahn, pour autant que je puis les comprendre, rejoignent la question que j'ai posée au début de la discussion sur le rapport général. En effet, il est évident que un tel programme suppose deux choses : la collaboration avec toutes autres organisations qui poursuivent le même but. Et en second lieu, il faut aussi se préoccuper des moyens matériels de réaliser un tel programme et ici, j'en reviens à la question que j'ai posée, à savoir : est-ce que, puisque l'ORT par la force des choses se trouve maintenant assumer à elle seule toute la tâche de l'éducation professionnelle de la jeunesse, alors que d'autres organisations doivent et ont dans leur programme ce même principe, je me demande, si nous ne devrions pas nous

préoccuper d'une collaboration, d'une union beaucoup plus étroite, à la fois technique et surtout, financière. Car il est un proverbe que je me suis toujours plu à répéter lorsqu'on me demandait des subventions "la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a" et la preuve est faite par tous les papiers qui nous ont été soumis que si nous devons poursuivre notre tâche, même limitée, circonscrite au programme actuel, eh bien, c'est déjà ultra vires, c'est déjà au-dessus de nos forces. Je conclus : je suis entièrement d'accord avec M. le Président Kahn de la nécessité de réviser notre politique, c'est à dire, tout notre programme, dans le sens d'un élargissement de la formation de la jeunesse. Ne plus lui donner seulement ce caractère artisanal ou agricole, mais également de combiner avec une préparation intellectuelle poussée. Et, deuxièmement, c'est que nous devons nous préoccuper d'être épaulés par d'autres organisations.

Dr. HABER : Thank you Dr. Oungre. I wonder whether Mr. Gabriel, India, would wish to comment either on Mr. Braude's reference to our problems there or to any other part of his report. Would you please, please, use the microphone, thank you.

Mr. GABRIEL : When I was in London, in October 1960, I was your guest. I am again your guest as I am not a member of the Executive Board. But we have now a program in India and although we have not made very much progress I hope that we shall succeed shortly. We have concluded the purchase of the land and the matter is in its final stage, I hope the contract will be finalized within a matter of one month or so. In India, it is not a problem of persecution. In that respect the lot of the Jews is a happy one, but economically, the majority of the Jews are in rather a precarious condition : large families and mostly with very small incomes. The standard of the Jewish schools, there are three

of them is not a high one and it is our fervent hope that when the ORT program start and even before that that it will bring forward a better result of the work of the Jewish schools in Bombay. Where ever the Jewish pupils are finally going ~~whether~~ wether they are intending to stay on ~~in~~ in India and help to improve the lot of their family or wether they emigrate to any country in the world and especially to Israel where large numbers of them are going now they will, after ~~that~~ absolving the ORT school be able to go as trained artisans and they will not become a liability on the community in Israel as so many of them have been in the past. I therefore hope that the program for India will benefit not only the Jews in India but that it will be regarded of benefit to the Jews in other countries and especially in Israel. Thank you very much

Dr. HABER : Thank you Mr. Gabriel. Does anyone else wish to comment on the Director general's report this morning, any phase of it, before I call on Mr. Braude to take up some of the questions who were raised by the observations of Mr. Emsalem, Mr. Amar, Mr. Eliachar, Admiral Kahn, Mr. Gabriel and others. Any one else wants the floor ? - Mr. Braude.

Mr. BRAUDE : I would like to take the questions as they came in order. Mr. Oungre raised the question which I a imagine can best be answered when we get in that part of the agenda which deals with the financial prospects for the next year, but in brief I want to assure him that when I stated that it would be a matter of a problem which ORT would have to bear on its shoulders alone, I did not mean ~~that it is a charge~~ the discharge of any organization whom we are collaborating and from whom we are procuring assistance from any of their responsibilities. I felt primarily that our prospects of getting the relative increases in assistance which are required to meet this drastic problem are very slim in view of the needs that all these agencies are facing as they go in to 1962. That will come up when we discuss our negotiations and

results and prospects with the JDC, with the Jewish Colonization Association, with everybody from whom we get funds by negotiation instead of by our own direct fundraising efforts.

Mr. Aginski raises several questions with respect to the statistics, as he well put it in finalizing his statement we are frequently comparing elephants and canaries and pears and apples and trying to eat them. For example to take his last point about the relative or pro capita cost in France and in Morocco, the major fact of difference there evolves from the French program having in its total expenditure a sizable amount of social assistance, bourses which the French government pays to adults in the process of training. Since unfortunately that situation does not exist in Morocco - you don't have that additional figure - therefore the comparison cannot be made because it is a different type of social assistance program. The question that you asked about the decline and the sharp decline in Italy, I thought I had covered in my report by stating that the number of Jews in the program is not declined at all, but the training which ORT Italy was doing for the Italian government, for the United States Escapee Program for refugees has disappeared. The absence of that program is felt financially, it shows up in the statistics without really affecting our basic program of Jewish training at all. With respect to the decline in Iran, our major school and our major effort in Iran is the trade school and the technical institute in Teheran. That has had an increase of about 20 % in enrolment, ~~but~~ what is happen is we discontinued an operation in Chiraz which no longer was efficient and justifiable and that there has been some shifts in the numbers of students whom we provide manual training in the day schools, enrolment there does not depend upon us but upon the demographic factor of how many children get into the seventh or eighth grade of the day schools, the Jewish day schools where we serve.

I could have a lot of fun entering in to an argument on which I would have no strong convictions with Mr. Eliachar about the responsibilities of ORT in relationship to the establishment, maintainance, development and security of the Jewish State. I think that principally though 90 % of us probably share his view point, the non-political position ORT is taking even on the Jewish questions is such that we are concerned with training of Jews as technicians in the State of Israel, we are gratefull that this helps to strengthen the State but cannot place it as a primary responsibility of the organization. This affects in a degree our attitude toward assuming a responsability where we would substitute for the State in the training of its non-Jewish nationals. I think it would be extremely difficult and unsound and contrary to the policies of the organization if we were to divert funds which could be available for a Jewish training to the training of Arab nationals in Israel. However, he did not say so, but the proposal was that ORT participate, by participating I know from talking to Mr. Eliachar he meant contributing to a capital expenditure to the establishment of the school. Though he did not say so, that is what he meant. In connection with that, I feel that ORT's technical know-how should be made available to assist the State and that we should try if we can find such people who might be willing to contribute to that sort of specific cause and not contribute to the cause of Jewish education in the State that every effort should be made to do that job on a broader Jewish basis.

Our discretion makes it difficult for me to comment on the Algerian report of Mr. Emsalem, it is a record of facts, there can be no questions about it. I might be inclined to dispute the optimism of Mr. Amar, but again I suppose that is also something which can be discuted in private and not in an open session.

I want in addressing myself to Admiral Kahn's question correct only one error in statistical deduction. Actually, from the figures themselves

the North African program appears to be stable with a total difference of about 7 %. That was December, this is January and a very obvious decline as the figures go along shows the pattern as a decline of the program in Eastern Europe a decline over the program in North Africa which will continue and strength in France and in Israel. I am extremely grateful to him to his brilliant clarification the financial dilemma which we find ourselves. I repeat that his statement that we are operating on last year's budget when we should be operating on next year's budget is as clear and as concise description of the problem in which we find ourselves as I can conceive of. It was an effective summary of the problem. His policy question about the cultural hand, intellectual contribution we are making to Jewry to some degree confuses me but I think I can only answer it by stating the policies by which we have been guided. We have contented in fact ~~consistently~~ ^{role} consistently to preserve our highly specialised ~~draw~~ in technical education. In fact, I could address myself to him as the ~~Chairman~~ Chairman of the Alliance Israelite Universelle stating that we thought that the area of higher general education was his territory. But I think that he meant more than that and I think that it should be clear to him from a visit of some of our establishments that general education in most of our schools occupies now almost more time than direct technical shopwork. This is part and parcel of the evolution of technology where more general background in general scientific subjects are required, this is also part and policy of an open end type of technological education which has become the pattern of our schools. There is no close end of the ORT graduates, there is always some place higher that he can go technologically. And the best evidence of that fact is for example here the Institute which will reach 120 people going to higher level education just about 1 % below the level of engineering training, primarily because

that limitation is based upon the fact that we think there are other organizations to worry about ~~an~~ engineering training, in itself. The spiritual, cultural by product of all this is extremely difficult to measure in general because it varies so much from country to country. One of the things that we always tried to stress is Jewish education in our schools and Jewish education in the sense of Jewish history, knowledge of Jewish customs and traditions, knowledge of Jewish religious practice - I do not mean detailed religious practice - the knowledge of the ~~ak~~ holidays and their meaning, their significance historically. We have also tried to institute into our programs of Jewish education a record of history of what Jewish social work has been and accomplished over the years. But this is a story which I wanted to tell for a long time and hesitated about telling because some people might misinterpret it. But I dare do so, because the story was told to me by a distinguished grey-hair lady of eminence, Directress of the Foreign Office in Tel-Aviv, the sister of Joseph Shapiro. We often been accused of confusing of so specialising ourselves into the field of technology that we forget of broader aspect of the program we have undertaken, creating Jews with skilled hands, with good mind, but above all Jews. The story is told about a Yeshiva bocher - that is a seminary student. It is a complicated story with a very deep Yiddish background I better start to do some identification of words. I know that all of you know what "Tephilim" are. But for Dr. Halperin's benefit, since he may not know, these are phylacteries which a boy starts to place upon his head at the age of 13 as he says his morning prayers. A Yeshiva bocher is a seminary student. The rest of it, I think you may understand : "A Yeshiva bocher in Measharim - the Jerusalem area where the Orthodox are prominent - started to develop certain female physical traits. His beard stopped growing, his voice became higher and suddenly somebody decided that the best thing to do is sending to Sweden for a Swedish operation. A Swedish operation - Mr. Josephson - is one

of those operation when men are some times converted to women. In any event, Chaim, the Yeshiva bocher went to Stockholm and returned about five months later as Chayia, a very nice young women. And there shw was walking the streets one day, a friend of hers who studied with her came up and said "Reb Chaim, I mean Chayia, how are you - fine. I hope you want mind if I aske you a question. He said : Do you ever, from time to time have any masculine feelings. Chayia said, I am glad you ask me that - from time to time will stech mir legen Tvilim." - ~~For~~ From time to time I would like to put on my philacteries. Inevitably in this process of worring about technological education and higher education, from time to time and the staff here and all of us can readily testify at regular interval we do devote ourselves to seeing what we can do to improve that aspect of the general education program of ORT. In fact, before programed instruction as the new fancy term of modern teaching methods became a very popular subject in Western education we had already concluded that we had to develop programs of Jewish education and culture so well outlined and so detailed they we will no longer be dependant from the accident of the quality of the teachers you can hire. That the program in itself taught by any qualified pedagogue would be so full proof that we could accomplish something. In summary, Admiral Kahn, I am convinced, certainly in our Israeli schools that no emphasis whatsoever need to be placed upon the general higher requirements of education which is given. We feel from time to time that it goes to far. On the other hand, in our schools of three years duration, less emphasis has been placed upon it of late in the last several years because the arabization of education has taken away from us so many hours which were available for general education with teh requirement which makes us practically a language institute. We say that the boy must speak reasonable French to be able to read a technical publication, the Gouvernement requires us to teach in Arabic because that

is the language of the country. And we, as Jews, say it would not hurt him a bit to know some Hebrew. If you add those hours up, Molière, the drama, and history, the thousands of other things which go in to a general education suffer to some degree. Nevertheless, throughout the program I think there is nowhere, except in our short-term training program, where the education we try to give is not supposed to be for aim that or divided to make a generally educated, cultured, trained mind as well as a qualified technician. To go higher in that degree, is I think not a matter of being beyond our means, but out of the sphere of our direct responsibility. I think we must, with all the difficulties that faces confine ourselves to highly specialised specific task.

Dr. HABER : Admiral Kahn.

Amiral KAHN : Je voudrais prendre un exemple pour éclairer, pour notre usage commun le sens de cette discussion. Je prendrai, parce que c'est à ce cas que je pensais tout à l'heure, je prendrai le cas d'Israel. C'est d'ailleurs certainement à nos amis d'Israel presque que s'adresse ma question, parce que je ne pense pas que M. Braude peut y répondre. J'admets que l'enseignement technique est actuellement assuré en Israel pour 40 % par l'ORT, je crois que c'est le chiffre. Admettons que l'enseignement supérieur technique, celui du Technion soit assuré par moitié par la formation générale et par la formation technique, ce qui n'est pas le cas actuellement en Israel, car c'est presque exclusivement la formation secondaire et non pas la formation technique qui conduit au Technion. Eh bien, je dis que nous aurons accompli quelque chose de considérable quand l'enseignement technique et l'enseignement secondaire concourront à former le personnel qui va suivre les cours du Technion, si vous faites votre calcul - je ne suis pas très fort avec les chiffres, mais tout de même, je m'en tire quelques fois - eh bien quand vous aurez un cinquième des élèves du

Technion qui seront d'anciens élèves de l'ORT. Ace moment-là, vous aurez un résultat qui est exactement celui que je souhaite, puisque la moitié de 40 %, c'est 20 %, soit un cinquième. Ainsi, l'ORT aura fourni, pour sa part, le recrutement technique des éléments supérieurs du Technion. Ne croyez pas que je parle ici à la légère et en regardant ce problème, de façon ~~dédaigne~~ céleste. J'ai administré une très vaste institution technique et industrielle de 50.000 ouvriers dans lesquels les neuf dixièmes des cadres étaient d'anciens ouvriers, les 9/10ème des cadres qui avaient été donc pris à l'échelon de formation ouvrière et qui avaient été promus pour faire les ingénieurs de l'encadrement. C'est donc un chose parfaitement possible. Alors que l'ORT ne soit pas capable par lui-même de le faire, naturellement, je le conçois très bien, parce que c'est une tâche énorme, mais ce que je voudrais, c'est que ce soit préparé au sein de l'ORT, ça m'est complètement égal qu'à l'ORT on explique Shakspeare ou Racine sous couleurs de culture générale - naturellement, si on explique aussi Shakespeare et Racine avec la Megillah, je trouve ça parfait - mais ce que je voudrais, c'est qu'on les oriente vers l'étage supérieur de leur profession. Voilà ce qui est le fait important et cela, ça n'est pas fait, nulle part dans nos institutions que j'ai visitées parce que c'est trop dur, c'est très difficile, ça consiste à faire des recrutements, des bons éléments, à les appuyer par des bourses dans d'autres institutions, à leur faire donner des leçons. Les ouvriers dont je parle se préparaient aux écoles techniques, le soir de façon à pouvoir passer le concours. Et je suis persuadé que cette curiosité de nos enfants doit être encouragée. Faute de quoi, je le répète, nous les nourrirons bien au sens matériel du mot, nous ne les élèverons pas au sens noble de l'expression. C'est ça que je veux dire, pas plus. Mais je crois que ça peut être fait, seulement, il faut qu'on s'en occupe. ça n'est pas une tellement grande charge, M. Braude, c'est une orientation et c'est tout ce que je vous deamande.

Mr. BRAUDE : May I ? I think there is a slight misunderstanding. The question of higher education does of course limit us. If now the question becomes specific, engineerings training to that, I think ORT has a policy answer. We are basing ourselves upon studies of industries everywhere, in terms of need. I said that one of the gages by which we measure the success of our work is what will happen to our graduates. It's quite clear now that the trends of technology are such that ten technicians, in some places five, in the average, ten technicians, the man who not only has the theoretical knowledge to a considerable degree but also an experience with actual manual manipulation, ten of them will be required for each engineer and in Israel, in the past three years we have developed technical institutes which are producing these technicians. As well, our North African schools, despite all of the problems, there has been added another year for the graduates of the three year schools and the four year schools to prepare them more for technical jobs then for actual manual jobs. For one thing on the figure though ORT Israel may be training 40 % of the people who are trained for industry in Israel you cannot take this figure simply mathematically and say therefore 20 % of the Technion's students should be ~~ORT~~ former ORT students. That want work because only 22 % of all Israelis secondary students go in to technical schools. Therefore, the normal percentage in the Technion, if everybody came up equally would be a maximum from ORT of 7 to 8 % in the Technion. We are getting close to that, students who are graduated from the Syngalowski Center, from the Nathanya school, from the Jerusalem school do enter engineering schools. But we are not inclined at this point policy wise technically to brag about that because we feel fundamentally that our job is to train the skilled worker and the technician and that if one or two for personnal ambitions goes onx to something else, the more power to him. Our feeling is there is more danger for unemployment among engineers in Israel than there is of any over supply of technicians.

Dr. HABER : Anyone else wishes the floor ? - Mr. Shapiro.

Mr. SHAPIRO : ~~We~~ I am in agreement with Mr. Braude. And then, we have another situation. There are enough secondary schools to provide for higher education and it is much cheaper in a secondary school for an engineer to finish in a secondary school and then go to the Technion. His education will cost less than half than the education in a vocational school. So there is no necessity for it and it will be a waste of money. There is only a certain percentage which will go and they go at present. We have every year a few of our students who go to the Technion, they will be mostly those practical engineers where as the others will be the planning engineers and this is what we need now. We need the planning engineers and we need technicians to carry out the work.

Dr. HABER : Any other comments. I think that what Admiral Kahn said that he expresses a hope or a goal hoping that our instructors, our teachers, our staff will be the kind of people that will stimulate the love for learning beyond the courses. That makes sense but I certainly don't think he means to suggest we ought to convert into a school of arts and sciences for ORT. I think Mr. Braude's interpretation and we do have an objective, the objective is historically right and is particularly right in the light of the demands of big countries like Israel or other places for skilled hands and skilled minds. And what on Admiral Kahn's observations that the quality of our education should be such as those who wish to go beyond have some beginning with which to go. Any other questions ? Mr. Sacher.

Mr. SACHER : Mr. Chairman, I would like to revert to the question which Mr. Eliachar raised regarding the instruction of the Arabs in Israel, because from my conversations with him it would seem that the government and the ORT in Israel is prepared to do something if they are given a positive push. From the remarks from Mr. Braude I was not sure that he was prepared

to give the positive push. And that is what I would like clarification about.

Dr. HABER : That is the same question, Mr. Sacher, you raised last July. You will recall we had quite a discretion about it. I at that time expressed a strong approval of the idea largely because of its public relation's aspect as well as the internal aspect. I think that Mr. Shapiro and Mr. Eliachar are probably in a better position to say whether the government is prepared to give an adequate push. Mr. Shapiro, I would like to have your comments on that. If what the remaining, Mr. Sacher, if what's left for ORT. Is the responsibility for implementation and perhaps carrying a normal share of the cost, I am sure this board would not hesitate to suggest to Mr. Braude, let's go ahead. But if the involve for ORT is a decision which decreases our resources elsewhere we might have and so is Mr. Braude a different opinion. Mr. Shapiro

Mr. SHAPIRO : Well, I see the difficulty and I don't think that we intent to divert ORT's money for this purpose. Government is interested and from different aspects, the Jewish community in Israel is interested. What we think is that they are among Jews many potential donors that will give especially for this purpose - no, not in Israel - and we have had such a case, I don't remember, a famous town planner from the United States did come, he saw me twice and he was especially interested in Arab education and he said that if such a program were implemented he thought that money could be found that would not come to ORT otherwise. He also thought that by this money could be brought to ORT for ORT specific tasks among the Jews which otherwise would not come. There is a certain element of people, of Jews that they will seek opportunities far and wide and we know it, that is still the psychology and undoubtedly there exist quite a number. And these Jews may be brought through this instrument to the work of ORT.

Dr. HABER : Mr. Eliachar.

Mr. ELIACHAR : I would like to add a few more words. We are very much, today facing this new problem of integrating the local Arabs and it is time that we face the problem squarely. It is most improbable that there will be Jews, anywhere, who are interested for the good of the country, to have peace within the country, that cannot and will not see the gravity of this problem. This morning, I tried to be very, very moderate and to put it blankly, just as a suggestion. But we are being pushed and strongly pushed, hardly pushed by the government of Israel to do the job, if we can. We visited the representatives - I say this and it will never be repeated I hope - but recent events for those who follow events in Israel must take stock of the difficulty that your baby, my country, is involved in. Now you, Mr. Braude more than anybody else know that we cannot be left alone to tackle any single problem in Israel. We can't, because we are the receiving source of the new commers from every country and every country, practically who send us these new commers are found in ORT and they must share that responsibility, one way or another. Now the government, on Wednesday last met Mr. Oleiski and Mr. Avitzur met the representatives of the Prime Minister's Office in the matter. They are going to go the length of the route in order to establish the first school in Nazareth which I was lucky to visit with Oleiski and the representative of the Prime Minister and we visited Ousfaya, the Drues village. In my opinion, we must not neglect our friends, real good friends, devoted Israeli citizens Arabs citizens, Drues citizens and we ought to do somethign for them too. This is not a problem of Israel. this is a window-show, a shop-window, a vitrine where more Jews outside Israel are interested than our Jews in Israel itself, for the good of the cause of Judaïsm. Therefore all what we need now, speaking in terms of figures, for this particular problem would be only a maximum of \$50.000, not more. Sis nit ke kleinigkeit, but it is a lot beyond the power of the gentlemen who are around ORT here and everywhere. With a little bit of good will, not only the gentlemen, particularly

our lady friends everywhere can show us the way, and I am sure that if we make a specific appeal through our gentlemen and most above all through our ladies we can easily overcome this problem and I appeal that this initial and only investment be granted so that we do not fail in our new old country which gives us so many trouble as Mr. Kahn explained it.

Mrs. GAYL : Since Mr. Eliachar addresses himself to the ladies I feel almost compelled to speak as I felt impelled to speak before you. I think that we all recognize the Arab question as a great problem in Israel. I think it is particularly a problem for the Israeli government and the problems of the governments are not necessarily the same as the problems of ORT. When I heard this morning that the apprenticeship program might have to be cut back seriously for lack of funds I must say that to me it seems much more important than what the government of Israel will be able to provide for the Arabs in the country. I would be all for finding an individual who would be willing to support particularly the Arab question but it seems to me that our funds, speaking for ORT in general should be directed toward the apprenticeship problem than toward the Arab problem.

Mr. ELIACHAR : One single sentence, Mr. Chairman. One single sentence to correct a misapprehension and misunderstanding. Israel as a whole depends on Jewry outside Israel. Any money that comes to the Israel government for any project comes naturally from the tax payers in Israel and from those who tax themselves abroad for Israel.

M. ELIACHAR : J'ai l'impression qu'il y a un grand malentendu. Actuellement, de plus en plus, au point de vue formation professionnelle, nous allons avoir deux tendances qui vont s'opposer de plus en plus. Nous avons Israël et nous avons tous les autres pays et, de plus en plus, vu dans chacun de ces deux groupes sont différents. Dans le cadre d'Israël, l'ORT ne peut être

qu'un auxiliaire du gouvernement. Il y a là-bas, un problème de la formation technique de la jeunesse d'Israel et dans le cadre de la formation générale gouvernementale, ORT ne peut apporter que son aide et son expérience. Mais à la fin du compte, le but, en Israel est tout à fait différent. Il s'agit là-bas de la formation générale, nous ne pouvons donner qu'un coup de main, nous ne pouvons donner que certains éléments. C'est dans ce cadre là qu'il faut envisager aussi bien l'enseignement technique des Arabes, c'est dans ce cadre-là qu'il faut envisager la formation, la promotion supérieure, etc. Par contre, dans les autres pays, notre but est tel qu'il a été défini par le rôle social de l'ORT, le but est un but social. Il s'agit de former des jeunes gens, de leur donner un métier et leur apprendre à affronter la vie. Il ne faut pas oublier que même dans ce groupe, en dehors d'Israel, il y a des pays qui sont très développés dans lesquels nous fournissons uniquement l'appoint de la formation technique et nous devons nous occuper uniquement des cas difficiles, c'est à dire des cas qui ne peuvent entrer dans le cadre général de la formation technique. Il y a d'autres pays qui sont des pays un peu moins développés ou sous-développés dans lesquels ces cadres techniques et cette formation n'existent pas, nous jouons le rôle de pionniers. Et j'attire votre attention sur le fait que, dans l'avenir, il y aura une cassure dans la formation de l'ORT. Il y aura Israel et il y aura tous les autres pays.

Dr. HABER : Mr. Braude wishes to make another comment.

Mr. BRAUDE : I don't want to comment, I want to answer the direct question of Mr. Sacher. He has the feeling that I was not going to push it. The question is to whether we will or want. I think in the context of the discussion which seems to clearly indicate that the board has no opposition to our opening a school for Arabs provided no funds are diverted from our general Jewish purposes which would mean that we were to find a contributor who has never contributed to us and who would not be likely to contribute

to us, or a government to get them to do it, then the board would not object. So I undertake to try to find such a contributor.

Dr. HABER : I should like to add from myself that this one member of the board would be highly enthusiastic for such a project. I think that this is overly optimistic in so far the United States is concerned to assume that we can find a substantial number of people who would provide funds for the Arab training in Israel. The American Council of Judaism is the one Agency who might do so, whose money, we might hesitate to accept, it involves a sort of an individual surch for people who are well inclined who are sympathetic, who resent the development to what appears to be the non-Jews discrimination. I think it is overly optimistic to assume that you can pick up \$50,000 that easy. I would therefore strongly urge Mr. Shapiro that the overwhelming initiative should be with the Israeli government. \$50,000 is an overwhelming initiative for ORT under our present circumstances. \$50,000 this year or next year, if I understand the figures we are going to discuss next, our dream, that's why I think, Mr. Sacher who asked a perfectly blond question ought to get a blond answer. Mr. Braude nearly said, he senses that this board is in favour he therefore will push it but he also understands that this board is not wishing to divert funds from purposes already committed. Mr. Shapiro thinks that such new funds can be found. I don't think so for 1962.

Mr. Otto Heim

Mr. HEIM : I think it would be easy for Switzerland, the Aide à l'Etranger, to convince the Swiss institutions, not Jewish one, to give a subvention for Arab schools in Israel. It would be even easier than for Jewish schools, but the FIG every year give me subvention for ORT, but if we had a plan to give this money for Arab schools there is no difficulty. But of course if the money goes to the Arab schools and ORT for its other purposes loses these funds. But it is much easier to get money from a Swiss, let's said more or less political institutions, for Arabs in Israel. It would be

the easiest way and I would like to talk and it would be about \$10.000, \$5.000 to 10.000. It is not so very difficult. But then, I can't give you the same amount for ORT again.

Mr. Wyler : If we want to summarize what we heard here today with the exception of the two reports from North Africa, it to three things, it is money, money, money. If I hear the word fundraising I reach for my gun. I believe fundraising is over-rated. I often thought when I was fundraising for ORT, it might be very nice to have our own mint and just draw from the bank as much money as we need. There is a possibility I believe for creating our own mint and I only want to drop the idea now and not to have it discussed. Mind it over in your heads. We could go into business, we could double ORT with business institutions. I am not thinking of going into the stock exchange, there are other lines of business which are much more connected with ORT and the aims of ORT and this might in the course of a number of years provide us with the funds necessary to create all the things, that all the delegates here wish to create, but which they can't for lack of funds.

Dr. HABER : Any other comment ? Mr. Shapiro

Mr. SHAPIRO : I don't propose that negotiations with foreign governments should be taken up on this question of the Arabs. Because it will defeat its purpose. We could not get money from the Swiss government or from any other government, this will not be the ~~real~~ purpose, the purpose can only be by Jewish money. If we can get Jewish money, it is all right, if not, we can't do it. .

M. AMAR : Le but primordial de l'ORT est celui de donner une formation professionnelle aux Juifs, là où ils ne peuvent pas l'avoir, là où un gouvernement ~~ne~~ ne peut pas la leur assurer. Et faites donc attention, parce que je vois que l'on parle maintenant d'assurer la formation professionnelle des Arabes en Israel. J'estime qu'avant d'assurer la ~~re~~ for-

mation professionnelle des Arabes en Israel, il s'agit d'abord de pouvoir l'assurer et de l'assurer intégralement pour les Juifs qui résident dans les pays arabes. Parce qu'à ceux-là, personne ne la leur assurera si l'ORT ne la leur assure pas et le seul moyen de leur assurer cette formation professionnelle, de subvenir à 100 % à ce budget là. Parce que, indiscutablement, si jusqu'à maintenant, nous avons pu éviter les nationalisations dans les pays arabes des institutions de l'ORT ou de l'Alliance, c'est précisément parce qu'un problème budgétaire s'est posé dans ces pays-là. Ces pays n'ont pas les budgets nécessaires pour nationaliser ces écoles et pour en assurer la marche. Jusqu'à maintenant, nous avons pu sauvegarder malgré l'action hélas de certains de nos amis juifs, je le dis, M. Schrager le sait, tous ceux qui sont venus au Maroc le savent, ce sont les Juifs qui ont réclamé la nationalisation de ces établissements. Jusqu'à maintenant, les gouvernements d'Afrique du Nord, les gouvernements arabes n'ont pas nationalisé ces établissements, c'est pour des raisons presque de budget. Alors, attention, vous resterez dans ces pays d'Afrique du Nord tant que vous pourrez assurer le budget à 100 %. J'estime qu'il est du devoir de l'ORT de veiller à assurer cette formation professionnelle dans ces pays où le gouvernement ne l'assurera pas aux Juifs. Méfiez-vous et attention à la répartition de votre budget. J'estime qu'il doit y avoir des urgences et les urgences vont précisément à ces pays là.

Daniel MAYER : Je voudrais dire mon désaccord avec à peu près tout ce qui a été dit jusqu'à présent. Et je suis un peu effrayé de certaines interventions d'ailleurs contradictoires en apparence mais qui ont au moins un point commun, je sais que vous allez tous beaucoup crier, que vous ne serez pas d'accord, ce point commun, c'est une sorte de racisme inconscient. Lorsque j'entends dire, il faut d'abord s'occuper des Juifs qui sont dans les pays arabes, lorsque j'entends dire, il faut demander à des gouvernements ou à des institutions par exemple suisses d'aider les

Arabes qui sont dans les écoles israéliennes, je suis effrayé et de l'une et de l'autre proposition. Ce que nous devons faire nous, c'est aider les hommes où ils sont et où ils en ont besoin. Qu'il faille naturellement aider plus particulièrement les Juifs, ne serait-ce qu'à cause des donateurs qui sont les nôtres, qu'à cause des efforts que nous faisons, qu'à cause de la culture que nous voulons conserver pour les Juifs, totalement d'accord. Mais comment peut-on demander à un Etat, la Suisse en l'occurrence, d'aider officiellement les écoles arabes, mais pratiquement l'Etat d'Israel. Pourquoi ? pour la partie de son peuple dont on l'accuse justement à l'extérieur de ne le point aider suffisamment. Vous souligneriez alors une sorte de discrimination qui serait faite par Israel, lequel s'adresserait à l'ORT pour les Juifs de ses écoles et à la Suisse pour les Arabes de ces mêmes écoles. Je vous en supplie, c'est exactement ce qu'il ne faut pas faire, ce qu'il ne faut faire à aucun prix. Que nous disions que nous avons trop de déficit pour nous occuper d'un nouveau programme dans l'Etat d'Israel, c'est quelque chose que je concevrai, qui me ferait de la peine de répondre à nos amis Shapiro et Eliachar, mais que je concevrais. Mais que nous disions, nous pouvons avoir de l'argent pour la parité juive des écoles de l'ORT dans l'Etat d'Israel, mais nous n'en avons pas pour la partie des citoyens israéliens d'origine arabe et pour cela, nous nous adressons à des gouvernements étrangers, c'est quelque chose qu'Israel ne peut pas accepter et que l'ORT ne peut pas accepter de demander en tant qu'intermédiaire. Alors, je demande que l'on tienne compte de tout ce qui a été dit, qu'il n'y ait pas de sanction à ce débat, que l'on passe à la partie finance et lorsque nous aurons examiné le budget général de l'ORT, nous verrons de quelle manière nous pouvons augmenter ou non le programme des écoles en Israel, nous pourrions répandre à tel ou tel appel, que ce soit l'appel pathétique de M. Amar, que ce soit l'appel de nos amis israéliens, mais je vous en supplie, qu'il y ait une sanction financière, lorsque tout à l'heure, nous parlerons du projet de budget 1962, mais surtout qu'il n'y ait pas une sanction

politique qui donnerait l'impression d'un racisme sous-jacent.

Dr. HABER : Thank you Mr. Mayer, Dr. Halperin.

M. HALPERIN : M. le Président, je me permets d'aller encore plus loin que vous. J'ai très bien compris la question de M. Sacher, tout à l'heure. ET j'ai compris aussi bien la première réponse de M. Braude et l'intérêt ému de l'assemblée devant ce problème qui, du reste, est une récidive puisque déjà en on a parlé, au mois de juillet dernier. Mais je dois dire que je ne comprends pas du tout, la thèse de M. Eliachar. Parce que, on l'a dit tout à l'heure, et l'ORT a toujours éprouvé une légitime fierté de ne pas faire de discrimination dans ses écoles, chaque fois que cela était possible, nos amis de France, d'autre pays, d'Italie, le savent très bien. On nous a rappelé tout à l'heure qu'à Ramleh ou à Affulah, l'ORT avait quelques élèves arabes dans ses écoles. Mais de là à dire, que l'ORT doit et M. Eliachar nous a rassuré en nous disant, cela ne coûtera pas plus de \$50.000, de là à dire que l'ORT doit ajouter, pour la première fois dans son histoire, dans son réseau israélien une école professionnelle destinée à des non-juifs, uniquement et spécifiquement, puisque vous nous avez parlé de Nazareth, M. Eliachar, ceci me paraît constituer un dépassement singulier de notre programme et de notre conception. Nous avons souvent parlé ici de programmes d'assistance technique et la thèse qui a été acceptée en fin de compte, c'est que lorsque l'ORT peut apporter son know-how, ses connaissances techniques à des programmes existants qu'ils soient au Maroc, qu'ils soient en Tunisie, qu'ils soient au Congo ou qu'ils soient au Mali, sur le plan de la connaissance technique, l'ORT se devait d'aller de l'avant. On a ajouté, si pour certains programmes les fonds sont assurés par certains gouvernements, voire le gouvernement suisse à l'égard des Congolais, voire le gouvernement israélien à l'égard des Africains à Nathanya, l'ORT se devait de ne pas refuser l'effort et d'ouvrir une section dans le programme gouvernemental adéquat. Mais on

nous demande ici - M. Eliachar nous demande ici - d'être le partenaire du gouvernement pour une tâche qui est strictement politique, le Président Daniel Mayer l'a dit, et gouvernementale, mais de ne pas agir à l'égard du gouvernement d'Israel comme nous agirions à l'égard d'autres gouvernements et, au-delà, de l'assistance technique dans le sens limité du terme apporter encore un chèque dont on nous rassure aujourd'hui qu'il ne dépassera pas une certaine somme. Et moi j'aurais voulu vous suggérer, M. le Président, si une résolution ou une recommandation doit être faite sur ce plan-là de s'en tenir à la formule première qui a été évoquée tout à l'heure par Braude et de dire, l'ORT conscient des besoins d'étendre l'enseignement professionnell en Israel à toutes les couches de la population n'hésitera jamais à mettre au service de ces tâches, notamment à Nazareth, ses programmes d'enseignement, ses instructeurs, ses connaissances techniques, mais à charge pour le gouvernement d'assumer la totalité de l'entreprise financière en l'occurrence.

Dr. HABER : Mr. Eliachar

Mr. ELIACHAR : There is a lot of misunderstandings I am afraid and it is due to my poor explanation. We don't want any special item in our budget in Israel to appear under the heading "Arab training". But Nazareth is within Israel, so is Ousfaya. All we want is to open another school in Nazareth and if possible another school in O^Usfaya, just as we open another school in Ashkelon or we may open to-morrow a school in Beersheba or somewhere else. No one of the Israelis will go beyond what Mr. Mayer, our President, so very clearly described. We don't want in Israel an Arab school, we want a school in an Arab town, it is much different and it is very important because of what the discussion developed around and particularly the last words of Mr. Halperin. This is important to us, I don't want to emphasize more than that. All we want you to say is, give us the green light to explore the possibilities we will refer again to you

when it is settled, because it was only Wednesday last 24 hours before my departure, and I am sure, absolutely sure, that on purely possibilities it must be developed, we will be able to submit to you a plan for executing the idea of establishing ~~now~~ two or one school at least in Nazareth, maybe another in Ousfaya.

Dr. HABER : This last point, ladies and gentlemen, made by Mr. Eliachar especially in the light of our distinguished Chairman's comments are exceedingly important. In answer to Mr. Sacher last July, it was brought out that the absence of Arab students in Israeli ORT schools was in part a geographical problem, that the Arabs because of political and military and other factors live in certain areas and it is a geographical problem putting a school in one of those areas. It would be simpler to admit them into existing schools in Nathanya, in Tel-Aviv, and so on, but political restrictions in which we certainly are not involved make it impossible for them to go to such schools because of their residence. So, Mr. Eliachar, last point, the geographical problem and not a discrimination problem is the one that I think should not be overlooked.

Mr. Shapiro wants to say something ?

Mr. SHAPIRO : Just a few words in addition. In Nazareth, we have a mixed population, the majority will be Arabs, but there will be Jewish students as well, but we should not ~~lose~~ lose sight of that if it is done, it is mostly for the Arabs. We have, for instance, in Affulah we have more than 10 % Arab students and I must say, to my shame, I did not know they were all concentrated in one class - a class of 29 - when I knew about it I gave specific instructions to abolish it. But it was not for any racial reasons, it was for reasons of preparation, they are not of the same standard and then I proposed to make a preparatory course to prepare them and then disperse them in all the other classes.

Dr. HABER : The Chair will close the discussion on the Director General's

report with this observation that to-morrow, as the meeting is adjourned perhaps Mr. Mayer would like to summarize what appears to be such ~~consensus~~ ~~as~~ consenses as he it.

I would like to turn to the next item, Item V : "FINANCIAL PROVISIONAL REPORT FOR 1961" and to ask Mr. Smaga from where he is sitting to summarize that report.

M. SMAGA : M. le Président, le rapport financier, comme chaque année à cette époque, est soumis à ce Comité sous forme provisoire. Il est provisoire, en ce sens, qu'il ne deviendra définitif qu'après que nos reviseurs de comptes auront terminé leur contrôle pour l'exercice 1961. Cependant, je tiens à vous dire que, dans la mesure du possible, et à ma connaissance, tous les éléments concernant les recettes et les dépenses pour l'exercice en question ont été comptabilisées et sont, par conséquent, comprises dans ce document. Ce dernier présente donc une image assez fidèle, aussi fidèle que possible de notre situation financière au 31 décembre 1961. Avant d'entrer dans le détail des chiffres et pour ne pas créer une confusion dans l'étude de ce document, il m'appartient de relever que l'année 1961 a été marquée par différents changements budgétaires d'une part et, d'autre part par des recettes et des dépenses non budgétées, notamment en ce qui concerne la construction de la nouvelle école de Marseille. Ceci a eu pour résultat l'augmentation de notre chiffre d'affaires, pour ainsi dire, par rapport à nos prévisions du début de l'année. Je me permettrais de relater les diverses décisions qui ont occasionné ces changements au cours de l'année. Vous vous souviendrez qu'en janvier de l'année dernière, ce Comité avait voté un budget qui était déficitaire de \$50.000. Dans sa séance de juillet, le Comité exécutif a été amené à reviser tout le ~~dit~~ budget afin de tenir compte d'une situation créée, notamment au Maroc, par l'absence de subventions gouvernementales d'une certaine importance, depuis le dernier trimestre de 1960 déjà. De plus, par l'augmentation des besoins de la Tunisie en

raison de nouvelles charges sociales et par la liquidation définitive de l'Allemagne, de même que la diminution des activités en Belgique. Situation qui a entraîné diverses augmentations de dépenses de l'ordre de \$125.000, portant ainsi le déficit budgétaire à \$175.000. Cependant, dans cette même séance, un appel pressant a été fait, appel auquel certains représentants de nos organisations ont répondu favorablement. Ils ont répondu favorablement en s'engageant à produire un supplément d'apports pour faire face à cette situation. Ces nouveaux engagements ayant finalement produit environ \$85.000, le déficit budgétaire alors visible était d'environ \$90.000. En novembre de l'année dernière, le Comité Intérimaire a pu constater qu'à la suite d'une intervention de notre Direction auprès du Joint, ce dernier avait alloué un supplément de \$48.000, en plus de sa contribution, initialement prévue à \$1.800.000. Ceci nous avait permis de croire alors que nous bouclerions l'année avec un déficit de \$42.000 seulement. Malheureusement, quelques jours après, vers la mi-décembre, la triste nouvelle de l'Afrique du Sud nous est parvenue, nouvelle selon laquelle leur contribution prévue pour \$174.000 ne serait, en définitive, que de \$140.000, augmentant du coup notre déficit de l'exercice pour le porter à \$76.000, comme vous pourrez le constater en première page de ce document.

En effet, le total des recettes pour l'année 1961 était de \$3.831.000 alors que nos dépenses ont atteint \$3.907.000. Ainsi, ce déficit de l'exercice, ajouté à celui du début de l'année, porte notre déficit cumulé au 31 décembre 1961 à \$308.000.

Le tableau No 2 donne le détail de nos recettes avec en regard les chiffres budgétaires tels qu'ils ont été révisés au cours de la séance du Comité exécutif du mois de juillet. Vous constaterez qu'à l'exception de l'Afrique du Sud où la diminution a été significative, la plupart des autres postes sont en augmentation. De source américaine, l'augmentation a atteint \$110.00 environ constituée par \$62.000 de la Women's American ORT et \$48.000 du Joint.

En outre, \$44.000 du gouvernement suisse non prévus dans le budget ont été reçus en relation avec le cours de moniteurs congolais ainsi que celui de contremaîtres d'Israel.

L'Amérique latine est venue avec un accroissement de \$16.000 sur nos prévisions. Le Women's International ORT, avec \$6.000 et les recettes diverses se sont accrues de \$15.000. D'autre part, \$62.000 environ, ont été différés de l'exercice précédent, ce montant représente la partie non dépensée en 1960 et provenant de l'apport de l'American ORT Federation de \$45.000 et de celui de la Norvège de \$57.000, soit au total \$132.000 reçus en 1960 et sur lesquels \$70.000 seulement ont été dépensés pour l'achat du terrain sur lequel nous construisons la nouvelle école de Marseille.

Le Women's Canadian ORT apparaît comme ayant versé \$46.666. contre 50.000 prévus. En fait, la totalité de leur engagement a été honoré, cette petite différence étant due à la dévaluation du dollar canadien.

Dans ce tableau, vous voyez le Luxembourg pour la première fois, la somme qui nous est parvenue de cette source est plutôt modique mais mérite d'être signalée. Je ne peux malheureusement pas en dire autant de l'Australie qui, une fois de plus, n'a pas honoré les \$5.000 que nous inscrivons chaque année dans notre budget.

Avant de passer au chapitre des dépenses, je tiens à souligner qu'en ce qui concerne le Women's American ORT, nous avons reçu en 1961, \$160.000 de plus que les montants qui sont inscrits comme recettes dans ce rapport et qui totalisent environ \$830.000. Il y a quelques années, le Women's American ORT s'est engagé à verser une contribution de \$1.100.000 pour permettre la construction du Centre Syngalowski à Tel-Aviv, et \$30.000 pour la construction de l'internat à Anfa, au Maroc. Cet engagement est payable par annuités de \$150.000 et 10.000 respectivement. Etant donné qu'à fin 1959, la dépense pour ces constructions était déjà faite, il a fallu pour permettre une image plus claire des livres comptabiliser

la totalité des engagements en recettes afin que les comptabilités de l'ORT Israel et de l'ORT Maroc ne fassent pas ressortir un déficit irréal. Bien entendu, pour que ces deux constructions soient achevées dans les temps voulus, il a fallu trouver des modes de financement pour couvrir le montant qui avait été dépensé en plus des sommes effectivement reçues à cette date. D'autre part, en 1961, le Women's American ORT a bien voulu répondre favorablement à un appel de l'ORT Israel pour construire un 4ème étage au Centre Syngalowski, à Tel-Aviv. C'est ainsi que leur Comité exécutif a proposé un supplément de \$100.000 à cet effet, portant le total de leur contribution à ce projet à \$1.200.000. C'est précisément ce montant de \$100.000 qui est inscrit dans le chapitre des recettes et qui a été inclu dans le plan de financement en cours. A fin 1961 donc, le Women's American ORT avait effectivement versé sur ce projet \$800.000 et \$25.000 pour l'internat d'Anfa, laissant ainsi un solde à recevoir de \$400.000 pour le premier projet et \$5.000 pour le second.

Pour ce qui est des dépenses, vous en trouverez en page 3 un résumé par chapitres principaux, alors qu'en pages 4, 5 et 6 figure le détail de ces chapitres. Le total de ces dépenses s'est élevé à \$3.907.000. Ainsi que je l'ai souligné au début de cet exposé, la différence notable dans les dépenses par rapport au budget total a été créée par la construction de la nouvelle école de Marseille, construction qui, jusqu'en décembre 1961, a coûté \$195.000 compensés d'ailleurs par des recettes également hors budget. D'autre part, \$5.000 environ ont été dépensés pour l'achat d'un terrain à Casablanca pour le Centre d'Education de Base. Alors qu'en ce qui concerne les subventions, aux organisations nationales \$37.000 ont été dépensés en plus des prévisions budgétaires de juillet, nous avons pu réaliser des économies de l'ordre de \$31.000 environ dans les dépenses centrales.

Le tableau 4 donne le détail de ces subventions qui, comme vous le verrez, se sont élevées à \$3.100.000 environ. L'American ORT Federation est en

dépassement de \$4.500 environ en raison de la création de leur bureau d'outre-mer qui a été nécessaire en relation avec la nouvelle réglementation des impôts aux Etats-Unis. Entre l'Autriche et l'Allemagne, \$5.000 de plus ont été nécessaires pour la liquidation de l'Allemagne et pour faire face à la diminution des recettes de l'USEP en Autriche. La Belgique aussi ayant réduit ses activités s'est vue allouer \$5.000 de plus pour couvrir certains indemnités de départ du personnel. Nous avons accordé \$10.000 de plus à l'Institut Central à Anières en dépassement des \$80.000 prévus, mais il se peut que ce montant ne soit pas suffisant pour couvrir l'augmentation de leur activité en relation avec le cours des monituers congolais. Nous ne connaissons la situation exacte que lorsque nous aurons reçu les comptes définitifs pour l'exercice.

Bien que le Maroc figure déjà pour \$375.000 sur le budget révisé, il a fallu quand \$400.000 de subvention pour cette organisation, comme le Comité Intérimaire en a été saisi en novembre dernier.

La subvention au Women's International ORT a été de \$3.000 de moins que prévu et les dépenses pour la formation de cadres de \$8.000 de moins en raison du fait que des candidats adéquats n'ont pu être trouvés.

La première partie de la page 5 fait ressortir une dépense dans le cadre de l'assistance sociale aux pays de l'ordre de \$247.500. En fait, cette dépense n'affecte pas notre propre gestion étant donné qu'elle n'est faite que dans la mesure où les recettes appropriées nous parviennent à cet effet. La plupart des dépenses centrales opérationnelles sont en diminution sur les prévisions, comme vous pouvez le constater.

En page 6, d'autres dépenses centrales relatives aux pensions, honoraires de nos réviseurs, des conseillers juridiques et aux intérêts de banque apparaissent pour \$57.700, poste légèrement inférieur à nos prévisions qui étaient de \$60.000. Les frais administratifs de nos trois bureaux à Genève, Paris et New York se sont élevés à \$127.000 contre \$121.000 prévus.

Le dépassement est notamment dû au fait que les frais du bureau de New York ont été sous-estimés.

La 2ème partie de cette page fait état du rapport du Woemen's International ORT dans notre budget central, apports provenant de divers comités féminins et totalisant \$31.000 contre \$25.000 prévus.

Enfin, il m'appartient, M. le Président, de vous présenter des excuses pour une erreur qui s'est glissée dans ce rapport et que je tiens à corriger ici. Cette erreur a été constatée après distribution de ce document et à la suite de longues consultations avec M. Braude, nous avons estimé que les frais qu'occasionnerait la nouvelle rédaction de la page 6 seraient supérieurs au montant de \$2,08 que vous voyez inscrits comme perte sur inventaire. En réalité, cette perte a été occasionnée par un membre de cet exécutif qui en annulant un billet d'avion pour un voyage qu'il projetait de faire a amené la compagnie d'aviation à nous débiter de ses frais. La correction dans nos livres sera certainement faite par nos réviseurs. - Merci M. le Président.

Dr. HABER : This is the report of 1961. The most exciting item is \$2.08. Are there questions of Mr. Smaga or Mr. Braude on this report ? I must state an observation. There seems to be much less interests on what we have only spent and what we are going to spend. Any questions ? Mr. Sacher.

Mr. SACHER : What is the difference between reports and statistics information page 5.

Mr. BRAUDE : Actually the last designation is an old classic from the book for philanthropic agencies reports since statistics are the internal documents which the passed members of the Executive, the maintenance of a statistical office in keeping the data for that use, information is any external public relations publication.

Dr. HABER : Information is usually classified in other agencies as propaganda department.

Mr. SACHER : What is the item "Administration in Geneva" \$96.000 account for that ?

Mr. BRAUDE : The policy upon which our bookkeeping ^{and reporting} ~~recording~~ is done, ~~the~~ is a policy prescribed in our hadbook for the financing and accounting of philanthropic agencies. Under administration, you classify such things that not directly related to functional expenditures. Thus its purpose and not the nature of the expenditure, that includes the direcotrs, the bookkeeping department as distinguished from the engineers, the technicians who are of part ~~from~~ the function of the organization, as the things ~~distingish~~ called "Central Functional". If you want to get the figure of the total expenditure of the Geneva office, it is a combination of the central functional figure, central operational on page 5 plus, page 6, Pensions, audits and other things, plus, Administration Geneva.

Dr. HABER : May I make another comment, Mr. Sacher. The question to what is our overhead and the problem is whether you could charge, whether you could logically charge as overhead the preparation of teaching material which are actually used in the education of process in the ~~xx~~ schools, whether you correctally charge as overhead purchase of equipment which is installed in the schools and therefore on page 5 you see, at the bottom of that page \$156.000 are simple operational activities. So to distinguish between what you might call real overhead and overhaad which is really intimately related to the functioning of our educational institution, you have item 3 on page 6. - Mr. Hans Bär

Mr. BAER : Mr. Chairman, I think your point was well taken that the interests which are being expressed here for figures relating to the past is not very big compared to the interests in figures as relating to the future.

That we still have to see. I would like to make a suggestion an move that the financial report be presented to us in writing and in more detail before we come here, let us say, at the same time that we get all the other detailed reports because if it is just read of, it is for some of us somewhat difficult to follow and I would believe that there are even now a lot of item which we do not understand, which we do not know what ~~they~~^{there} are about. I think it is our responsibility here to be informed as to the meaning and the background of each individual item. I think that if it is presented to us wrting we could face our responsibility better.

Dr. HABER : Mr. Bär's suggestion is well taken, Max do you see any practical difficulty in doing so ?

Mr. BRAUDE : I believe that you did get the finance report with the other reports in your hotel. There is one problem which Mr. Bär will understand better than most of the people in the room. This is the 28th of January, to make an acurate report of an operation of these dimensions you close your book, if you are lucky, by the 25th of January and that always presents the problem in getting the report out any earlier. The process is more complicated than it would seem and not burding just the Central Office in Geneva because there are frequent arguments with the country operation ^{as} to what the actual subvention transfers were and charges back and forth so you are really dealing with 18 countries while you make your final report. On the contrary, I would like to take this opportunity to thank Mr. Smaga and his staff for having year and year out been able to close in time for the Executive Committee meeting. However, I think that at the same time that the report goes to you, in this case it went to your hotels on Friday, the explanations could go as well in writing, so that if you have any questions they can be asked at the meeting. We will do that next year.

Dr. HABER : Mr. Smaga.

Mr. SMAGA : I would like to add two words, Mr. Chairman. If this is to be done, I am afraid that the meeting will have to take place later than January, because it is really impossible, practically impossible.

Dr. HABER : We have discussed this question two or three years ago. The word provisional is now used. At that time, a real question was raised by members of the Executive as to why you can't at the January meeting give a report of the year ending on December 31st, and the explanation Mr. Braude just made was then made and therefore, we use the word "provisional". All that Hans Bär suggested, Mr. Smaga, is that is still a provisional report, except the explanations which you proceeded to give now, for example about \$2.08, and bigger items should be in writing and it merely means to do it a day before. Dr. Oungre.

M. OUNGRE : Just one question : on page 5, under the heading "Central Operational" there is an item "purchasing department" does it mean buying material, instruments, for our local agencies or does it mean stocking.

Dr. HABER : No it means salaires of secretary, staff, of people here in Geneva engaged in arranging the purchasing of equipment needed in various countries. It does not mean purchase - it is not a commission, it is the salaries of our own staff. Clear ? - Any other questions. Are we prepared to move out from this item.

The Chair suggests we move to Item VI : FINANCIAL FORECAST FOR 1962. It is divided into two parts a) Negotiated agreements. That involves the American ORT Federation and its relationship to the American Joint Distribution Committee. It involves also our situation in South Africa where we have a negotiated agreement with the South African Jewish Appeal and JCA, in London where we have a subvention for some years now. Of course, it involves the Women's American ORT where arrangements are concluded in advance of the year as to the prospects for the year ahead. The second

item involves fundraising and deals largely with income from other countries and South Africa, the United States and JCA arrangements. I would like to open that discussion by just taking a few moments to outline for you as to where the American ORT Federation stands in relationship to the Joint Distribution Committee's subvention pour 1962. And then turn the subject over to Mr. Braude to carry on the other items referred both under a) and b) which I will not be discussing.

We have not concluded an agreement with the American Joint Distribution Committee and this is the first time since we entered in such agreements in 1947, 15 years ago. Invariably we argued through December and part of January and finally signed a contract with a fixed sum. We presented to JDC this year the needs of the ORT Union in so far as what we felt is the difference between that which was available from other sources and what we considered our minimum budget. That amount exceeded \$2,000,000. Mr. Braude and Mr. Jordan here in Geneva carried on the preliminary discussions were both fully aware of the fact that the needs were thoroughly justified. JDC accepted them as un-mistakably accurate, but were equally aware of the fact that the prospect of getting \$2,000,000 from the American Joint Distribution Committee for 1962 were very slim indeed. What we thought therefore was an increase over 1961. Any kind of an increase. Partly for psychological reasons, partly because we needed it, and partly to sustain a trend. May I make a reference to the last item. The lowest grant we ever received from the JDC was \$850,000, in 1952. The subvention has been increased every year without fail. Either 50,000, or 75,000 or 100,000. And it appeared that for 1962 as of December we could not increase it. And we concluded therefore to keep the matter open in the hope that the absence of a formal final agreement kept the door open for further discussions. In 1961 we received, a year ago when this Committee met \$1,800,000 from the JDC. After our July meeting, here, in which we ~~talk~~ talk about the Moroccan crisis and in which so many people around this table, I clearly recall Mr. Sacher, the Women's American ORT,

Mr. Amar, even Mr. Shapiro's observations about contribution toward that deficit, we also made the appeal to the JBC and I wish in this instance to give the full credit, in fact almost the sole credit where belongs and that is Mr. Braude's discussions with Mr. Jordan. For when Mr. Jordan came to the meeting of the Administrative Committee of the Joint Distribution Committee, that issue was on the table and the Committee after a long discussion authorized an additional grant toward the 1961 deficit not exceeding \$50.000. On December 20th, 1961 we received \$48.000. So in a sense, we received from the JDC ~~\$1.848.000~~ \$1.800.000 and \$48.000 as a special one time grant because of Morocco. It begins to look by the amount of money we raised on Morocco, we made money on Morocco. In any event we concluded an understanding with an exchange of letters between the American ORT federation, counter-signed by Mr. Braude for the World ORT Union, and the Joint Distribution Committee for a provisional grant which the JDC calls an initial grant of \$1.850.000. In a fact it represents an increase of \$50.000, as so far as last January is concerned and an actual increase - no actual increase because of the extra money we got for Morocco - with the understanding that the discussion of an upward revision of that amount should be reviewed in March. Mr. Braude and I have talk about that for many hours. I was very happy that he was able to come to Ann Arbor during his visit to the States and we had a full opportunity to discuss this. I have also dissussed it with the Executive Vice-Chairman of the JDC, Mr. Leavitt and I have every hope, although I should put it negatively rather than positively, I should put it the way Mr. Braude puts it to me, that I should be indeed disapointed if we did not receive another \$50.000 in March. I put it negatively because the JDC is subjected to overwhelming pressions, part of the problems are Alliance problems, part of the other problem are the fact that the special fund being raised in the UJA in the United States ~~given~~ goes almost

exclusively for ~~the~~ Israeli immigration to the Jewish Agency and JDC gets a mere million dollars out of a goal of \$35.000.000. If \$35.000.000 will not be reached, but even if 20.000.000 are reached, JDC gets just but \$1.000.000 out of it. So my report, ladies and gentlemen, is that we have concluded an arrangement for a minimum of \$1.850.000 with JDC for 1962 with a possible increase to be reviewed in March or April which I estimate would provide a maximum of \$50.000 additional, or \$1.900.000. If it materializes, it will be the tenth year that we have received an additional increase from UJA funds in the United States. I should say it is also more than the 10th year perhaps that the income of the WAO has also increased. I will stop my phase of this report at this point and let Mr. Braude carry on the discussions with JCA and the discussion with fundraising in other countries.

Let me have a word about South Africa. We have had, ORT has had with South Africa a long and cordial relationship. I should say financial and other ones. And for many many years we received annually £60.000 from Johannesburg. That sum got cutten about half some years ago and eventually was substantially restored to £60.000. We began ~~g~~ to get worried through round about sources did not write directly to us, in Geneva, but wrote to Israel because the peculiar arrangement with South Africa is that its money, part of our budget is sent directly to Tel-Aviv. It does not make any difference to us, but that satisfies them psychologically, we certainly have no reason to question it. To Israel they wrote, we heard about only through Israel that the 1962 allocation is due to a severe cut. And finally Mr. Braude inquired and was told with most mystirious language that the figure is secret, ^{estimate it to} tha the amount of the cut is secret. We ~~asked them why~~ ~~it~~ be substantial"and it explains the reason why both I and Mr. Braude are headed for Johannesburg from Israel on March 5. We feel both pessimistic about restoring the £60.000 grant - (changement de bobine)

.....

We talk about needing money for Morocco and we don't know they will do in Morocco, what we do in Morocco, in any event we have a in 1962 income as far as Johannesburg is concerned, it may be an important question-mark it may involve 10 or 20.000 pounds. We do not know. Mr. Braude and I are going but frankly we are not ~~very optimistic~~ ^{at all certain} about the outlook, we shall do our best and I think perhaps there might even be a proper resolution before the Committee adjourns that we are there at the directive of the Executive Committee of the ORT Union so that we have the full ^{rank} ~~right~~ of the organization be owing of our presence.

I have talk to you about the JDC and the American ORT Federation arrangements, the South-African outlook, I will ask Mr. Braude to continue from there

Mr. BRAUDE : May I report to you with a little bit of optimism, relatively a lot but in objective figures, a success in negotiations this year. We have been trying as all of you know for quite a number of years to get the Jewish Colonization Association af what have become a plateau of £35.000. I think that that freeze of further grants to us was related to their investment in Israel of a £1.000.000 for the development and accomplishment of the equipment of several agricultural settlements. In fact ~~it~~ - Mr. Oungre can correct me - I think that a resolution had been taken by the Council of the Jewish Colonization Association that until certain capital was restituted nothing would be increased accross ~~the~~ the Lord and that date when the restoration of certain capital would take place was an indefinite as far as we ~~now~~ could find out. This year I had annually been preparing a memorandum to the Jewish Colonization Association in English. We decided to change our luck and I asked Dr. Halperin to present it in French. The first member of the Board that I talk about this suggestion would be a good ~~suggestion~~ idea ~~was~~ to present them in English, but nevertheless we reached the conclusion we will prensent them in English and in French. We went ahead in almost a lobby weight to try and affect that

decision, probably the most constructive contribution toward pushing things was an appeal by our President to a man with the same name as his own's, except the first name, Mr. René Mayer who is an active and prominent member of the Board. I suppose after long and political agreement, he agreed to assist Mr. Mayer with his philanthropic endeavour and it appears from a report which we have received of the meeting that Mr. René Mayer carried the battle against apparently the Chairman of the Board and he together with a number of others, Dr Oungre circulated a letter to all the members of the Board talking about the necessity of getting out of this plateau and helping, Mr. Schweitzer when in the States approached Maurice Hexter who is the American member of the Board, Mr. Sacher proceeded, Dr. Halperin got in touch with Mr. Gottschalk who is on the Board, Mr. Sacher got Mr. Marcus Sief interested and at least not apposing if not supporting it, he had a problem because Mr. Sief is trying to raise money for the Weizmann Institute at the same time. It seems to me that what happened was similar to an experience of mine when I was once trying to pass an examination of the regular army in which I succeeded in calculating who would be the Board six months in advance and getting letters of recommendation from them then was the job of writing the examination, then took the examination and actually granted the paper.... In a sense something almost similar happened in negotiations with the Jewish Colonization Association and I am pleased to report x that we are now off the plateau and they increased our subvention by £5.000 which is not a lot of money but is significant in view of the needs they are facing. I must, at this point, go back to something which I mentioned in my report. What has happen to us in our negotiations this year is that we are running of against two factors : the ~~xxxxxx~~ proclamation by the people from whom we expect to get money that the ceiling has been reached as far as their income is concerned and then the statement with which one has great difficulty, the Jewish Colonization Association informs us that they have allowed some tens

of thousands of pounds to providing housing for new immigrants in France. The JDC, it has not to tell us much, we know that the cost of barking for souls is by about \$150.000 a month in an Eastern country, we know that the Malben program which they operate in Israel is cut for 1962 by \$1.000.000. We know a number of these things, we also know that they have respectable \$2.000.000 of deficit facing them in 1962. These things plus the fact of the needs which they put in front of us almost put us in the position of saying, they make us feel as if we are saying do you want us to take money away from the emergency migration needs and give it to you. We still argue, we still battle, probably justifying ourselves of the basis that what you mean if you can have a two million dollars deficit why not \$2.050.000 which is not much of an argument. We must continue to press for what we think is a priority matter in Jewish life which is in danger in time of emergency because of these other great needs but which we as the defenders of this particular fact must battle to get more funds for. In general, I would say, that in negotiated fund-raising with external agencies if we get a little bit more, it is a tremendous credit to the prestige that the work does acquire. If we got as much as last year through these negotiations that we too would be for the most of the contributing agencies a higher priority to us and to other of their support. However, when we come home through our own people that is not a problem and though one can hardly say that when I sit down with Jeanette Gayl and Helen Rosenberg and Nathan Gould in New York, I am negotiating. What we are doing in essence is calculating for them what the prospects are/to raise more money they are not going to keep it or use it for any other purpose than ORT, and for the first time, I believe, Women's American ORT has always asked us not to budget for more money than they could actually and democratically by the principles of their organization assure us. This year they recognized the fact that we must optimistically calculate that they will continue to make progress and

therefore put into our budget for the year more money than was raised last year.

The fundraising aspects which lie ahead of us I think in the sight of an expert, I think we can tell of it when we come to it in the budget. By generalisation and then review it when we come to the points will be in a sense a duplication though if the chairman agrees and there are no questions on the previous negotiated agreements discussion I would like to go right in the budget of 1962 and when we get to those areas where fundraising is involved we can discuss the prospects and the problems.

Dr. HABER : Are there any questions ? It is 5 minutes to five. Mr. Mayer said this morning we would adjourn at 5.30. My question is, we can start the budget discussion now, I am sure we can finish it. Max do you wish to go into the income aspect of the budget and not beyond.

Mr. BRAUDE : I think I can review for you my presentation of the budget and the discussion can take place beginning to-morrow morning.

Dr. HABER : We agree, we are adjourning at 5.30. Mr. BRAUDE

Mr. BRAUDE : Well you have a document I think, you get it out, it will be easier to follow me : BUDGET 1962, Item VII.

On the typical Jewish fashion I think we will do it backward, we start with the incomes. Page 2 and we can go ahead.

On the very first item is this big large one, the American Joint Distribution Committee, the story has been told to you by Dr. Haber. That figure is put in as the figure was at the time of the preparation of this document \$1.850.000 which is either \$50.000 more than last year or \$2.000 than last year, it depends which interpretation you take, but which we hope will go to \$1.875.000 or \$1.900.000 before this budget exercise is completed. The special contributions item we have in here is the American ORT Federation is a determination at this office which the American ORT Federation may argue

that a special effort was made in 1961 to help meet the problems of Morocco that the problems of Morocco have not stopped we still do not have Mr. Amar's government subvention, later in the afternoon it seems to me he decided to recommend we don't take it even if it is offered to us, so the Moroccan situation is unchanged and the American ORT Federation will have to gird itself toward new membership efforts to make us another \$25.000 special contributions. As I told you we have put in for the Women's American ORT a \$25.000 figure which is in excess of the exact amounts which were voted by the Women's American ORT for their calendar year which is their fiscal year which expires June 30th. Women's American ORT operate on a fiscal year which relates the fundraising season, it's much more sensible than our system where school operation in a calendar year instead of a school-year system. They, however, decided what they are going to raise during the fiscal year which means that if the only basis we have for budgeting is to assume that they will continue to raise as much for the next fiscal year and therefore we have based upon six months of income at one figure and then six months more of income which can only be finally decided by the Women's American ORT in May or June, of 1962. We are gambling on the continual record of Women's American ORT of an increase. We have budgeted \$25.000 as the increase which would mean for the Women's American ORT \$50.000 because only half of fiscal year, is involved. ~~The~~

The Canadian ORT Federation did not meet its goals last year. There were several reasons, one of the primary reasons was whereas in 1960^{if} they sent us \$48.000 Canadian dollars, they sent us \$50.000, ~~the~~ today they have to send us \$56.000 or something like that to make \$50.000, that reason, plus the fact that they are engaging professional staff which put an administrative burden on an organization which had no professional staff last year. We hope that an increased drive will have them make up what they owe us for last year plus reach the same goals in 1962 which would effectively, however,

be about 10 % increase.

We have in the figure for the Conference on Material Claims, this is funds which comes to us from that portion of the German Conference on Material Claims which is controled by the Jewish Agency in Israel and is applicable to foreign agencies operating in Israel. The negotiations and controls take place in Israel. How we should have hoped, and did hope and did manage in the past to get this figure increased and have asked and intend to ask and intend to have Mr. Mayer talk to Dr. Goldmann about increasing that figure, I think our chances are small in view of the needs of the Jewish Agency with the largest immigration it had since 1957. But therefore we carry~~max~~ exactly the same figure as last year, how pleased if we may succeed in keeping us from getting cut which could have been a natural development under the circumstances.

The next figure is the one that Dr. Haber refered to the South African ORT-OZE. What happened was that we got \$49.000 last year and we were told that the cut would be more substantial. It was not exactly secret, but when I asked for an estimate from our own people of what they thought that cut would amount to, they seemed reluctant to give us any information all about it, we cannot say, we do not know, it can all be discussed when you come hier. ^{The} ~~in~~ fact does remain that if one is to examine the record of the funraising of the United Israel Appeal which devides its money between Israel direct and the South African Jewish Appeal which makes allocations to ourselves, the Alliance and a couple of other agencies, the funds available ~~xxxxxx~~ indicate with 55 to 60 % of the goals reached only, if they cut 10 % in the first year of allocation they are going to have to cut 50 % in the second year at least to come out even. Therefore, our best hope should be if I calculated statistics £30.000 or \$48.000. I hope that their affection for Dr. Haber and their respect for him will be manifested by an additional £10.000 to bring it to 40.000.

Dr. HABER : I am taking a lot of chance !

Mr. BRAUDE : We can always later evaluate how much influence you have when we come back with the figure. In any event, if we do reach this 112.000 we will have made progress in convincing the South Africans not to follow the normal course of human events. There are two reasons of course, as you know, there has been economical recession in South Africa and there has been a revert in the part of Jews who feel, despite their professions of stability and security a little bit insecure and we suspect that the major contributors to the campaign are more carefully examining what they do with their money because they may hope some day to leave.

British ORT figure here is a testimony to the accomplishment of last year. Last year, we budgeted £35.000 which is \$48.000 and British ORT came ~~thru~~ through with \$98.000. Except that the 98.000 had within it closely related to Mr. Sacher personal fundraising and Mr. Goldberg's personal success in fundraising of the £40.000 which British ORT raised last year, roughly £20.000 were individual major contributions from two or three people. This is something which is hard to count on as taking place every year. Mr. Goldberg's contributor after generously making his contribution passed away. He certainly not will be a repeater. And so the problem before British ORT will be in its fundraising endeavours to raise about £40.000 by normal broad fundraising efforts and hope it can find £10.000 of individual contributions. On this figure, however, I am optimistic, I mean not optimistic, I am certain that British ORT will raise £40.000. I would not dare to go into the deficit budgeting ~~with this~~ which this document represents, if I do not expect to be ~~surprised~~ surprised by Mr. Sacher a little bit more, than the £40.000 which is here budgeted.

The Jewish Colonization Association's figure is wrong. This is the subvention which was given to us every year, £35.000, it now becomes a ~~1120x~~ 112.000 \$

as the figure goes up by £5.000, a \$40.000 grant.

The next figure should shock most of you, it certainly should shock our Swiss friends. Can you imagine little Switzerland with 20.000 Jews in a budget of any international agency with \$60.000. Fortunately, you can take part of the shock of and part of the self-satisfaction of our Swiss colleagues. There is a figure in there called "contributing organizations" which represents no great strength upon Jewish pockets or Jewish endeavours. The Swiss ORT campaign figure in there is however this year subject to a decision to be made by Swiss ORT in a meeting to-morrow, because in the past we have been beneficiors of a 5 % grant from the United Israel Appeal in the German part of Switzerland. We have complained about the inadequacy of that grant so long that they took us up on it and say O.K. go on on your own. And so, this year, to raise 50 or 60 % of the figure which we have in here, our Committee will have to determine whether it wants to go on on its own, it may still be able to convince the Magbit after lossing a little bit of face, but it may, I am sure it can if it wants to, it will be embarrassed if it has to, but it will probably have to gird its minds to go out and take its changes knowing full well that if it succeeds it should do better, if it tries it should do better than what we get from Magbit and will be organizationally considerably stronger more independent and more able to fight our own battles for the type of emergency needs which arise for us ourselves. The Swiss Women's figure is also in increase. We hope that the normal swing of advance of Swiss Women's ORT will continue. The figure for Scandinavia will require considerable efforts this year. It will require fundraising efforts this year, because last year's \$35.000 included a grant from the government of Sweden which traditionally is made to us every two years. This is the off-year. Therefore the 100.000 Kroner grant which we received last year which is pretty good money in Swedish money, about \$20.000, will have to be found by some other ways and means in Norway, Denmark or Sweden to make up forward the absence

this year of a government grant. Mr. Lachmann and Mr. Josephson think I am over-optimistic in this matter, I know that if we push them hard enough and they work as hard as they can, they can make it.

The South and Central American figure is budgeted up \$10.000 over last year's budget. We hope that the currencies in this country is reasonably stable as of the day what's been happening in the past has been. Collections have been higher and we have been getting less money. We had a 25 % increase in funds and a 30 % devaluation, Stearing you in the face all the time. It seems that they have gone down as low as can currently be expected. Therefore, if the additional increase and progress which have been made in the past continues, this figure has reasonable justification. We moved the Women's International ORT by another \$5.000 based upon their last year's record. Though their last year's record had in it a grant which a friend of Mme Maus preferred to make anonymously through a third country, we hope that there will be other anonymous friends coming along this year or increased efforts in each of the branches toward meeting that goal.

This year we got a figure in of \$5.000 for Australia, the same as every year. We collect it as rule every third year. And one of the reasons for that was that our Chairman Mr. Sydney Einfeld was always very busy, this year he is now a member of Parliament and he should be twice as busy, but we do have one advantage. The gentleman who is sitting next of me who has a Sabbatical year, in other words, the fundraising of the ORT Union is going to be financed this year by the University of Michigan ! and Dr. Haber will be in Australia and this is another chance for him to loose his reputation if he come back without \$5.000 which is an insignificant amount I might say, Dr. Haber, we should be surprised if you do not pick up last year's \$5.000 and this. Incidentally in the process of that trap we are also hoping and this is one of the S of the hope that Dr. Haber will be able to convince the Khaduri family in Hong-Kong to assist in the Indian project. Yes the Horace Khaduri lives in Hong-Kong, they are

magnificent contributors to broader charitable things, they might be customers for an Arab school. They have done fantastic things in the Chinese refugees situation very much related to the type of work which we do by creating projects for employing, and so on. So this is another minor task we give to Dr. Haber in view of the fact that he is recovering from what he ~~said~~ says is cardiac condition and has a Sabbatical year, we will make him like easy for him by giving him three fundraising assignments in the next three months.

To protect his future I might say that there is no one of them which is easy, there is no of them which has more than 20 % chances of succeeding. Statistacally, ^{therefore} we hope he hit someone and it will be a success.

Recuperations is a figurea that you know about it. Recuperations is the figure which represents the charges that we place upon purchases and which we recuperate some of the costs of the purchasing activity. It also represents the re-calculating, the entry to our books, shall we say the machinery out of Constantine, when the school is closed. We take the expenditure as an expenditure on a straight out basis. When the machines return and we can send ^{them} ~~it~~ to some other ~~sk~~ school whether it is a 50 % of prices, 35 or 40 %, that figure is a recuperation.

The "Miscellaneous" income is a fantastic gamble based upon last year's experience of some gains in the rate of exchange. That's primarily where our miscellaneous income comes from. If we can manage to manage to buy ~~realixatix~~ rials at 76 instead of 75 or if some correct system is devised for us to use blocked accounts pounds in Israel instead of direct funds in Israel this difference between the calculated rates of exchange in the budget and what it actually costs is calle miscellaneous income, we have got a high figure in this year, but we have very little choice ~~and~~ it has to be there. We have a security to some degree in it, we are fearily certain that the figure can be reached if all things remain equal as during the calendar year 1962.

That's the total income picture. Are there any questions on that ?

Dr. HABER : The Chair would suggest that we confine our questions to Mr. Braude's reference to the income outlook and adjourn and open in the morning under Mr. Mayer's chairmanship with a discretion of the proposed expenditures picture. We will then be in a logical position for a discussion of where the deficits are and what we might do about them. Are there any questions ?

Time in the morning, what is your preference, Mr. Mayer ? - We meet at 9.30 to-morrow morning sharp. We are adjourned to cocktails.

FIN DE LA DEUXIEME SEANCE

TROISIEME SEANCE - LUNDI MATIN 9 h. 30 - Présidée par M. Daniel MAYER

Daniel MAYER : Hier, sous la présidence du Dr Haber, nous avons déjà entendu la partie recettes du budget de 1962. Je pense que nous devrions maintenant entendre le rapport de M. Braude concernant les dépenses et que la discussion générale pourra s'engager ensuite. Il est inutile, vous êtes bien d'accord de faire une discussion sur les recettes, c'est sur l'ensemble du budget que la discussion devra avoir lieu. D'accord ? - Alors, la parole à M. Braude pour son rapport sur la partie dépenses du budget 1962.

Mr. BRAUDE : Mr. Chairman and delegates, I approach the portion on expenditures with a farless pleasure than I did the portion on income. In the income estimates we talk quite optimistically, because we were talking about progress and the budget which we present for expenditure is reality, almost a starvation budget for every single country operation that we have. It has no relationship except in part to the reality of the needs and as I go down the line I will explain to you what I mean.

Algeria asks us for \$85.000 we proposed to give 60.000 on the assumption that the calamite situation in Algeria will advance so far that not only will Constantine Close in June, but that Oran will be well on the way to liquidation.

The American ORT Federation has been a fixed figure for the past nine years. I suspect that there will be some salary increases and some devaluation and increased costs in the United States. That's will be made up by increased local income.

Argentina asks us for some \$30.000 for the expansion, for the acquisition of equipment of its new electronic school. At best \$10.000 is a token contribution to encourage them to do it. If they cannot find the additional money with which to make this investment in the electronic school we will save the \$10.000 too.

The Austrian figure is \$15.000, we spent about \$25.000 last year. Here again,

the budget is so tied that I had a phonecall from the Director, Mr. Goldmann who said I can add another 70 students but that would cost \$300, can I have \$15.300 ? It's that tied a budget arrangement.

The Belgium figure of \$5.000 is based upon the assumption that Belgium will come up with 5.000 and that is a matching figure which can be lower. France asks us I believe some \$320.000 or 330.000, at the Intermin Committee we had the figure at 320.000 in view of our negotiations it has been cut back again to 310.000 which will mean either that France is going to have to find another 25 or 30.000 dollars locally or that it will get to further deficit.

The Greece figure is simply a figure to assist the Greek community providing stipendium to students in governmental schools.

The India figure of \$70.000 represents a balance from 1961 coupled with this amount for 1962 and with this money we expect them to build and equip a new school. The hope is ~~xx~~ that as you see \$100.000 will be found in India to make up the difference.

The Iranian figure again is the same figure as was provided for the past three years but will include this year the completion of the construction of a building which will cost \$70.000. Mr. Khalifi is here to scream about that, it is impossible, unfeasible, irresponsible, etc. Our only answer to him is that if that's insufficient funds to complete the construction payment for the construction of the building will have to budget part of that construction in 1963.

About the Israel budget I told you yesterday that if we were not even to consider the accumulated deficit of last year there would be at least a half of million ~~dollars~~ deficit for this year, therefore, this figure should be at least \$250.000 more than it is. This is not a case of cutting the clothe to fit the man, this is making a suit out of a clothe which does not exist with the full knowledge that the elbows will be exposed and the pans will be shorts. What Israel will do in this situation, we

still don't know, it's subject to study by the Committee and by the director and Dr. Haber and myself will be there, we will either have to get the community to take more responsibility - the municipalities and the government - than they have to-date, or we will have to do considerable retrenchments. We will have to do things which we know are wrong, like not providing sufficient equipment for some of our schools. We will have, however, on this budget, desist from any single new project despite the fact that the new projects before us are the moste ~~exon~~ economical vocational training projects we have ever been offered anywhere in the world. I doubt whether~~er~~ one could state that there was any other~~y~~ justification for this figure than the fact that where we might try - I just want to make this point - we increased ORT France subvention by about 50 or 60.000 dollars 50.000\$ because there with that amount we think we can conclose to solving its problems instead of having problems all around the world. I assure you that if Israel's problems could be solved with 50 or 60.000 dollars We might not have solved France's as well and d~~ivided~~~~it~~ that amount between them. The Italian figure presants our conclusion of what must be given as opposed the to/request of Italy \$120.000. This is based upon the fact either they will get a new Minister of Labour who can't read and will revert to the old system of saying the children are unemployed, or that by October a revsision and reduction of program will take place.

In Morocco we gave \$400.000 last year, we are cutting it back to \$380.000 with the full knowledge that this will indicate the necessity for some reduction in program which we do not oppose because we think that there are one or two aspects of the program which have by now become unefficient and aneconomical operations. This is a reduction from 400.000 to 380.000. The New York school we used to give \$25.000 a year to, for the past two years the figure has been downed to \$10.000, though they have increased costs.

In Poland, we have cut back from \$120,000 to \$90,000 despite the fact that we have threaten with a new rate of exchange. Since the Polish training program is exclusively courses and not schools of three years duration it is unfortunately one of those things that you can cut in size. When a course at the end of six months stops, is completed you can decide not to reopen it. In short-term courses of that nature you can operate not on the basis of need but on the basis of the funds available.

The South American Office's figure of \$15,000 is an expenditure which we will make if we can replace the director. If we cannot it will be considerably less. Actually, in an attempt to straight out an accumulation 15 years of administration, at the time of the departure of ~~di~~ the director from South America, we officially closed the office, knowing full well that we can open it again, but solving the problem of some three or four part-time employees with tehn of 15 years of association who would be better off if seperated from us and we would be better off engaging one and re-open the office instead of 3 part-time people which was the accumulation of years of operation.

The Tunisian figure is the first one to which there is already been a response. I had a calbe yesterday stating that it is absolutely impossible to operate with less than \$220,000. I presume that ~~this is 10,000 figure~~ when this 210,000 figure pass we will send them a cable stating what can you operate with \$210,000, don't tell us it's impossible, what will you have to cut to operate with this amount.

The Central Institute figure agin compares with the request from the Institut for \$130,000. But we expect that the Institute will have income which we have not budgeted for as payment for some of the services it will render to the Swiss government in the period of the next year. We dare therefore ~~ask~~ cut the figure back.

The Cadre training figure to my mind is low, unfortunately, it is high because we have been unable to find the type of people that we want to put in

to this program to train as future ORT senior personnel. Some of you may not know what that figure is. That figure called Cadre Training was something we put in in the budget a few years ago when we discovered that our up-coming on year graduates, that there was a big gap on our personnel's structure as the result of the war, that we had a large number over 50 and a large number over 30, but that there was some category between the 30th and the 50th which we will have to replanish instead of waiting for the younger people to come up. To-date we have experimented and it was an experimental figure that engaging 3 or 4 people, we have two surveyvors of the 3 or 4, after they have been experimented with and trained in a country at central expenditure whenever they go to a prominent post, they go on to a country budget. It was so as not to force upon a country which says our budget is complet, don't give me an extra man, an additional burden of an additional employee financially.

Instructors' Refresher Training figure is low by comparison with last year, we spent considerably more.

Women's International ORT figure is based upon passed experience, and the social assistance figure is in and out. Social assistance applied to those earmarked grants which are not directly related to vocational trainig, such as help to build a cantine, help in feeding, help in ~~xxx~~ closing, in such areas where it is necessary and it's primarily a combination of an elephant and a canary, the elephant being the Women's American ORT's contribution of about \$250.000 and some \$10.000 from other women's organizations earmarked directly for some countries social assistance programs.

The Central Operational figure is in the budget as ~~\$180.000~~ 179.000, last year it was budgeted \$180.000, The pensions, audits, interests figure is as close as we can guess, but here it is an item over which we have very little control so far we have always managed to live within that amount

budgeted. The Administration figure is up, I think that last year we budgeted for administration, we spent \$127.000, here again we hope that this amount of money will be spent because we want to strengthen our administration by additional staff. We have feeling which some of you may share and other may disagree with completely. That an administration which has not grown during a period when an operation has gone up from \$3.000.000 to \$8.000.000 may be too economical, we are probably not doing enough, we are probably not doing enough checking upon actual expenditure as it gets bigger and are probably not having enough people to get around to get more funds to do the job. The one-time expenditure is always put in like that at \$5.000 some times we spend it, some time we don't need an extra typewriter, we don't know what it will be this year, what's in there, frequently it goes in 5.000 and we spend 800, some times it goes in 5.000 and we spend 4.400. It depends upon the replacement of the equipment and things like that in the Central Office primarily. The unforeseen is of course unforeseen. It usually takes care of the difference which might ~~xxx~~ occur between the audit and the provisional financial report when somebody decides, the auditors decide that there was actually \$4.000 spent last year which had to go in to last year's figures and not put in to 1962, so the unforeseen becomes in the financial report unforeseen and prior years items. It's a safety figure.

That's the total which as you see, ~~ix~~ they are very closely related figures to the previous years expenditures and any changes we know may take place. But as you see the total comes to the Central expenditure back to the cover page of ~~\$3.555.000~~ \$3.676.000 as opposed to a highly calculated income of \$3.555.000. The deficit foreseeable then, at the time the document was made was \$121.000, which has been reduced by an additional income from the JCA of 14.000 and a new foreseeable deficit if this were revised would be \$107.000. I have not bothered to revise that figure though we got the information some 48 hours ago from Mr. Sacher, primarily because

our anticipated income from South Africa put just as well be £5.000 too high. If everything goes well, that is to say , if the JDC gives us \$50.000 more, if South Africa gives us the £40.000 which we have budgeted and the JCA grant comes in to the picture, then the foreseeable deficit with which we ~~are~~ start will be, at the end of the year changed to \$50.000 to \$60.000 as opposed to \$121.000. However, I caution you that experience has shown that when we get in to such drastic cuts of budget, here and there elsewhere, if we can solve a deficit situation with 3.000, 4.000 or 5.000 \$ we attempt to do it provided the ORT Union can carry the deficit. As you noted from yesterday's finances report we are now over the \$300.000 mark in deficit. And how can you carry a deficit. A deficit can be carried if you have credit or financial reserves. Since this is an accumulated deficit there are no financial reserves. It therefore means what is your bank credit. As of today, our bankcredit, I think in total is about \$350.000. To go in to any further deficit would mean an attempt to increase our bank credit on a basis which I do not know. That ORT Union may have invested and own a building of \$1.200.000 in Tel-Aviv Mr. Hans Bär will not loan you \$50.000 on the basis of that school building in Tel-Aviv, he would be inclined to think that he could not sell it. And most of our assets though of considerable size much of the capital investment which we have made each years, Admiral Kahn points out, though it looks we spent\$.3.500.000 each year, if it was in your business, you would not put it as total expenditure in your balance sheet that you have acquired a lot of assets. You will find in the total of the \$3.500.000 of expenditure I am sure though I have not calculated it this year a half a million dollars which goes into capital assets which is not worth 10 cents when you are going to borrow money in a bank. Therefore, I am very fearfull of going into any deficit which may increase over and above our credit amount added to the accumulated deficit of the past.

That's the figures, that's the best we think we can do at this time. Now, gentlemen, we want your comments, your criticisms I know which will be

forthcoming. There is not one single figure in this budget which I would consider as not being below the minimum required for each operation.

Daniel MAYER : Qui est-ce qui demande la parole ? Mr. Haber.

Dr. HABER : To simplify matters whether Mr. Braude would not look page 1 and merely indicate the plus or minus for 1962 against 1961. It could be done in a moment, since we do not have a comparative column.

Mr. BRAUDE : Well, in total, I can read it down country by country :

	<u>1961</u>	<u>1962</u>
Algeria \$	80.000	60.000

American ORT Federation :
for its basic program no
increase but for its over-
seas offices necessary for
tax purposes an increase of

\$8.000

~~Austria~~

Argentina : an increase of \$5.000. Austria : a decrease of \$5.000. Belgium : a decrease of \$15.000. France : an increase of \$50.000. Germany : a decrease of \$10.000, it is not of your budget at all, last year, we spent \$10.000.

India : an increase of \$25.000 but as you remind there is a building supposed to be built. The next figure on the 1962 is Iran : identical. the next figure for Israel a net decrease of \$75.000 which is however not exactly since \$100.000 for the Syngalowski building comes out, so one could say that there was a growth increase of \$30.000 which included - 30.000 for the ordinary budget and 30.000 for the Yeshivoh. \$60.000 general increase.

Italy : an increase of \$5.000. Morocco a decrease of \$20.000. New York School, the same. Poland a decrease of \$35.000. South American Office, the same. Tunisia : a decrease of \$10.000. Women's International ORT : the same. Instructors' Refresh. Training : a decrease of \$5.000. Cadre Training : was budgeted last year \$10.000, we only spent 2.000. Central Institute : an increase of \$5.000. The Social Assistance figure is not important, last year it was \$247.000, it is not affecting because it is in and out.

Central Operational budget for last year was \$188.000, the expenditure was \$175.000. The Pensions and Audits budget for last year was \$60.000, expenditure was \$58.000. The Administration figure expenditure was \$127.000. The one-time and unforeseen expenditure of last year amounted to \$13.625. The capital expenditure factor was \$3.700 last year.

Daniel MAYER : Est-ce que quelqu'un demande la parole ? M. Oungre.

M. OUNGRE : M. le Président, Messieurs, il résulte de l'exposé et des chiffres qui viennent de nous être donnés que nous devons prévoir un déficit final pour l'exercice 1962. Je ne vous cacherai pas que cela ne m'inquiète pas outre mesure, l'un de vos précédents directeurs, le pauvre Lvovitch, m'avait dit un jour, nous avons le devoir comme toute organisation juive de travailler sur déficit. Je suis très optimiste à ce point de vue là parce que je pense que les fonds se trouveront toujours. Ceci dit, je voudrais poser deux ou trois questions de détail.

1) J'ai entendu, M. le Directeur général Braude parler d'un crédit en banque de \$350.000 si je ne me trompe, actuellement. Est-ce que je puis demander les conditions de ce crédits.

Mr. BRAUDE : the average rate of interest for this credit in different situations it varies. We attempt in so far as possible to avoid loans keeping open accounts in which we get an interest for any balances ~~we~~ ~~might have~~ as we might have at the 1st of the month and then a deduction when payments are made for our overdraft at the end of the month and most of the conditions are around 3,5 % in the majority, between 3,5 and 4 %.

M. OUNGRE : I thank you very much. This seems to be quite satisfactory.

La deuxième question concerne la New York School et ici, je ne puis m'empêcher de me souvenir que le Baron de Hirsch de son vivant avait créé là-bas un fonds spécial qui avait entre autre comme mission de créer ce qu'il a fait et d'entretenir, ce qu'il a également fait, une trade school

assez importante. Ce fonds s'appelait le Baron de Hirsch Fund. Je n'ai pas eu l'occasion de suivre dans ces dernières années, le développement et l'existence de ce Baron de Hirsch Fund, ce que je sais c'est qu'à un moment donné - je le regrette encore aujourd'hui - le Baron de Hirsch Fund a transmis cette école professionnelle qui était d'un très haut standing en a fait don, pour ainsi dire, à la Municipalité de New York. Je me demande cependant si le Baron de Hirsch Fund ne dispose pas encore actuellement de fonds et j'ignore ce qu'il en fait. Je me demande s'il n'y aurait pas lieu d'examiner cette question sur place avec l'objectif peut-être de pouvoir l'intéresser à notre école de New York qui, à ce que je vois, totalise tout de même une population de l'ordre de 125 élèves. Deuxième question.

Troisième question : Argentine : vous le savez, la JCA contribue directement par une subvention à ces cours professionnels institués par l'ORT au siège de nos colonies. Ici, je me demande s'il n'y aurait pas moyen d'intéresser spécialement et spécifiquement la Communauté juive de Buenos-Aires à cette affaire, de même qu'on est parvenu à l'intéresser à une colonisation indépendante de la JCA.

Quatrième question : ici une suggestion et ceci off the record. Vous savez sans doute que la JCA est en train de liquider, je ne dis pas ses colonies, mais son activité propre en Argentine. Première conséquence, c'est qu'elle va se trouver dans la nécessité de licencier du personnel de l'administration centrale de Buenos-Aires et aussi du personnel local des colonies. Si l'ORT, comme il semble, est à la recherche d'un bon représentant en Argentine et si l'ORT ne concentre pas sa recherche sur un technicien, je dis un technicien pour vos écoles, parce qu'alors là je crois que ça ne serait pas la peine, mais sur un bon administrateur général, il y aurait peut-être là l'opportunité de prendre contact avec la direction locale de Buenos-Aires, c'est à dire avec M. Calios qui dirige le Bureau de Buenos-Aires pour savoir si parmi le personnel qui va être licencié, vous ne pourriez pas trouver un homme qui fasse votre affaire.

Mr. GROSSMAN : I don't know whether I will have the privilege of attending other meetings of the executive and I would like to take this opportunity of making a few remarks, principally and mainly about the income. I am afraid we are avoiding the main issue. This is the future, and not the future in 25 years, the future in 2 or 3 years of the whole situation and of the situation of the ORT. I would like to remind you the warning Prof. Haber gave you a year or two ago. There is in the budget an income from the Calims Conference. It is budgeted \$167.000. Now, you know that in two or three years there will not be anymore claims money. The situation with the Joint is also deteriorated and I would like to remind you. I think it is now the time that we shall consider to leave the Joint and make our own campaign in the United States. The credit about Mr. Braude spoke, it is not the credit in banks, the prestige of ORT is now enormous, the work of ORT is very much expanded and I am pretty sure, I think I know more or less the United States and Canada, I am sure that if we would make an effort, we will be able to get in the United States many times more than we are getting now from the Joint after long conversations. I am sure that this time, the situation will any how come, we will be any how forced to do it in a year or two, or three and it would be reasonable that we shall ~~xxx~~ start preparations now. Naturally, the deficits are not very big, my late friend, Dr. Lvovitch said to Mr. Oungre my former boss in St. Petersburg, said that we will have deficits, it is a old story about the two Jews talking and one is asking the other one, I hear that you are again bankrupt, yes he said, but you have been banqueroute last year, yes but you have been banqueroute three years ago, so How are you living - I am living from banqueroutes. Now, this is a very good joke, but the joke is very bad when it applies to such an old organisation as the World ORT Union. I think and I would like to make a suggestion that this Executive meeting shall establish a committee which would study the problem of independent money collection in the United States. About a deficit I would like to give some advise

There is in the expenditure for 1962, the functional expenditure of \$3.281.000, out of these 3.281.000 there is going for Israel \$1.350.000 and of the rest of all Jewish Yeshuvim, of all Jewish centers \$1.931.000. I think it would be very nice if the budget of the Israel ORT will be cut and taken away \$450.000 in order to cover the budget. An official man in Israel, a Minister, told me in Stockholm "Yes he said, you can't convince me that Israel is an underdeveloped country, Israel is an overdeveloped country, but never mind, I got the money, and it was just for Israel". I think that if ORT would give a subvention to the Israel ORT, 500.000 less, it would be a very generous gesture. Israel is giving loans to African countries, Israel is a healthy State now if you read the last declarations of the Minister of Commerce who said "We have quite a big valute reserve" so why should we not do ~~it~~ it in this way instead of giving to Ghana and others, it is true we are not Africans and we have not the privilege but we are doing a very big work and I think it is only reasonable. For example, you are cutting the budget for South America. Ladies and Gentlemen, South American Jewish centers are the Jewish centers of the Jewish future. Such a Jewish Center as in Argentine is now a model of a Jewish Center. I am in close touch with the South American countries not on ORT's lines and I know what is there going on. Instead of cutting the budget of South America and take away eventually the 15.000, I would suggest to increase it to 50.000 and to send there proper people who would stay there for a longer time and who would arrange our work in Argentine, in Brazil and in other countries.

I have a lot to say about the ~~ex~~ expenditures but I am interested only in my suggestion, we shall prepare our divorce, it has always to be prepared in advance, to prepare our divorce from the Joint. It will take a year or two, or three but I have no doubts that we will be able to get in the United States, five six, seven or eight million dollars. Even if it will be at a big cost, we will do it. Our prestige is at least as big as the prestige of other organizations which are collecting

20 or 30 millions dollars. I would like that this meeting shall establish a committee to study the situation very thoroughly and not relying on the bank credit.

Mr. Shapiro : After the speech of my predecessor I feel like survive from the ridicule. I just wanted to make a remark with regard to a detail in the budget, we have in the "Central Operational" the purchasing department is \$21.000 and the Technical and Pedagogical Department \$20.000. It seems out of all proportion. I think that the Technical and Pedagogical Dept. be strengthened as our schools expand and our programmes become more and more complicated with the technological developments, I consider this as an absolute necessity and I would like the administration to think about it and see what they could do. Now, with regard to Israel you would understand that I am not in agreement with Mr. Grossman that the Israeli budget should be cut and as you know we find ourselves in great difficulties but I would like to ask when the Interim Committee prepared this budget, the allocation to Israel was bigger because there was some hope to get a bigger amount from the JDC. What I would like, if this bigger sum is obtained, that Israel should not be forgotten, which may happen or was about to happen but we save us at the last moment. There is another thing that I would like although these are very small things. As you remember when the Moroccan question last year came up, many countries offered to help Morocco, among them, Israel as well. But if it is true that the amount received was more than the necessary, then I think that Israel should be exonerated from this donation.

Renzo LEVI : The proposition I want to make is a proposition not of mine, Mr. Jona made it a year ago and I am supporting it because I think we have no other way out. From the speeches we heard yesterday and today it seems clear that first deficits are good for Jewish organizations. Secondly, deficits don't bother the most part of the people here round the table. The proposition may be a little mad, I don't know, but I ask

for your consideration. I propose that the officers steady a plan, I wan't say a five year plan or a ten year plan, I don't want to make any reference to national organizations, but a plan of a long range and to try to make a loan, a long term loan of a substantial amount, let us say a couple of million of dollars in order to settle all our difficulties and repayable in a certain number of years. I have not studied the details, it is the task of the officers here and I think that such an operation would bring benefits in two ways : 1) the tzores of many countries and of the officers themselves will be appeased for a certain period. Now, the officers as they have "tzores" with the deficits and have to find out the money, they have no time to dedicate themselves to fundraising. The day we have on the table \$2.000.000 and they have no more problem. They can spend the money - carefully, not quickly - some of the expenses, the time they dedicate in solve the problems will be dedicated, I hope, to fundraising. Please Mr. Braude I told myself that in the first moment my proposition can be judged as mad, but think about it. Thank you.

Mr. SACHER : Mr. has raised quite a fundamental point that should not be overlooked in the year to come. Secondly, I noticed that the central expenditure have risen substantially in the budget for the coming year and once not disagree with Mr. Braude that to spend more may not be necessarily bad, I would like to think that the efficiency of the operation in Geneva was under continual review from a purely technical point of view of administration, because the little experience I have had with business is that they attent to get less efficient as the expenditure goes up. And the third point is a question I wish to ask is, is it possible to recover from any of our students when they have graduate part of the cost of their training.

M. SCHRAGER : Je pense qu'une des tâches essentielles qui se pose à nous c'est de trouver des nouveaux pays ou des nouvelles possibilités pour la

collecte de fonds et à ce sujet, je voudrais dire qu'il faut convaincre certains de nos amis que nous sommes en difficulté car il m'est très souvent arrivé de parler avec des amis du syndicalisme juif américain qui ont investi pas mal de fonds en Israel pour des buts certes respectables mais qui n'étaient pas ceux de l'ORT et j'ai toujours eu l'impression qu'ils se disent, l'ORT est une organisation riche, l'ORT n'a pas besoin de fonds. Je ne sais pas par quelle méthode, il faut les détromper, mais je propose à nos amis américains de se pencher sur ce problème. Par exemple, nous constatons très souvent que les amis de l'American Labor ORT qui occupent des positions très importantes au sein de l'American ORT Federation investissent ou accordent des subventions extrêmement importantes à certaines institutions en Israel et depuis 15 ans, depuis que Dubinsky qui est à la tête de l'I.L.G.W.U., le syndicat de l'habillement, a donné \$120.000 pour l'ORT à Montreuil, je crois que nous n'avons pas réussi à obtenir d'eux d'autres subventions en faveur de nos institutions, surtout en Israel. Je pense qu'il faudrait consacrer, en 1962, toute notre attention à ce problème. Comment convaincre nos amis que, malgré notre accord avec le Joint, - je sais d'où vient ce sentiment, ils voient que chaque année le Joint augmente ses subventions à l'ORT, ils savent que l'ORT bénéficie de subventions de différents gouvernements, etc. - il faut trouver le moyen et surtout en ce qui concerne Israel et de nouvelles institutions, qu'on arrive à les intéresser. Je suis le premier à savoir combien c'est difficile pour toutes sortes de raisons, ils tiennent à la Histadruth et lui consacre tous leurs fonds, mais il faudra songer à cela.

D'autre part, je voudrais dire deux mots en ce qui concerne l'Amérique du Sud. Si je ne me trompe pas, nous avons réussi, l'an dernier, à collecter un peu plus en Amérique du Sud. Cela tient avant tout au fait que nous avons un nouveau collecteur de fonds et les échos qui me sont parvenus à ce sujet sont assez encourageants. S'il n'y a pas de nouvelles dévaluations, si la situation dans ces pays reste stable, je crois qu'on peut encore obtenir davantage mais, à ce sujet, une petite observation. Nous devons dire à

l'Agence Juive : vous ne nous donnez rien en Israel, mais au moins ne nous gênez pas dans nos collectes. Car il nous est arrivé très souvent d'entendre de la bouche de représentants qualifiés de l'Agence Juive, surtout dans certains pays d'Amérique du Sud - nous l'avons même entendu à Paris, il y a 4 ans, quand Eliachar est venu et que nous avons essayé de faire quelque chose directement pour l'ORT Israel - dire aux responsables des grandes organisations dont le visa est nécessaire pour qu'une telle collecte puisse être organisée avec succès, leur dire "ORT Israel ce n'est pas de première urgence, de première nécessité" Encore une fois, je le répète, ça n'a jamais été dit clairement ni ouvertement, ni franchement, mais il faudra, à ce sujet, essayer je crois quand nous aurons la possibilité de rencontrer les responsables de l'Agence Juive, mettre les choses au point à ce sujet.

La suggestion de M. Sacher concernant les anciens élèves de l'ORT, nous avons fait un gros effort depuis un an pour organiser les Amicales d'Anciens Elèves. Ce n'est pas facile. Comme cela arrive fréquemment dans ces cas, les jeunes au cours des premières deux années après leur sortie de l'école, organisent leur vie privée, on se marie, on a des enfants, mais je crois que tout de même quelques bases ont été posées. Mais c'est encore un problème qui nécessiterait une certaine dépense. Si on pouvait avoir quelqu'un qui s'occupe en permanence de cette question pour lancer ce mot d'ordre d'une cotisation régulière, je crois que nous ~~aurions~~ aurions pu avoir des résultats, certes modestes au commencement mais qui, par la suite, peuvent évidemment jouer un certain rôle dans notre budget. Depuis quelques mois, en ce qui concerne la France, on a dit que nous faisons un budget pour l'année écoulée, en effet, pour la France, l'Amiral Kahn a cité le chiffre de 100.000 immigrants nord-africains, je crois, j'ai ici un document du Fonds Social Juif Unifié fondé sur des statistiques des derniers mois, je crois que nous devons prévoir une immigration de plus en plus importante.

Pourrons-nous y faire face aux nécessités de la formation professionnelle qui résulteront d'une telle immigration car, en réalité, il n'y a que deux pays, Israël et la France, je ne sais pas lequel sera le plus important, qui auront à recueillir les immigrants. Eh bien, tout d'abord, au point de vue de la capacité des locaux : à Montreuil, nous avons dépassé les 1.000 élèves, nous avons 1.020, 1.030 élèves. A moins de construire sur les toits et sous réserves de l'approbation de l'urbanisme et probablement que nous n'obtiendrons pas, je ne vois plus d'espace libre. Il reste encore un peu de place pour quelques classes à Lyon et à Marseille. Mais tout cela, évidemment, est très peu, si vraiment nous aurons à faire face aux mêmes vagues successives que nous avons connues entre les années 1947 et 1952. Je voudrais encore attirer votre attention sur un autre aspect de ce ~~plus~~ problème. Nous sommes arrivés en France, en réalité, à financer au cours de ces dernières années, le gros de nos activités en grande partie avec des ressources locales. Le produit de la Taxe d'Apprentissage a quadruplé depuis quelques années. Nous avons également trouvé certains concours actifs parmi les amis de l'ORT français sur place. Or, non sans inquiétude, je porte à votre connaissance les faits suivants : avant de quitter Paris, le produit de la Taxe d'Apprentissage à cette date était de 10 % inférieur à celui de l'année passée. ~~Et~~ Ceci est dû probablement à des facteurs politiques qui ont une influence ici. Vous savez que les industriels peuvent payer la taxe d'apprentissage au gouvernement jusqu'à la fin de l'année et à l'ORT, seulement jusqu'au 28 février. Il ne faut pas s'imaginer que l'argent de la taxe d'apprentissage entre grâce à un coup de baguette magique. Cela nécessite tout un travail d'organisation : 5.000 entreprises environ payent cette taxe, c'est à dire, environ 5.000 comptables, 5.000 trésoriers, etc. Alors, comme cela arrive souvent dans des périodes d'incertitude politique, la Bourse de Paris a également connu une certaine baisse des valeurs, il y a eu tout de suite des répercussions sur les produits de la

Taxe, alors que nous attendions davantage que l'an passé, nous avons une méthode qui nous permet de comparer depuis 5 ans les rentrées de la Taxe et chaque année, il y avait une augmentation de 10 ou 15 %, j'espère que ce n'est qu'un phénomène passager, mais il est possible que si la situation politique s'aggrave en France, ceci se fera sentir sur les résultats de la campagne de la Taxe d'Apprentissage. Il y a aussi une autre raison, l'administration française commence à appliquer pour la première fois, le principe de la corrélation entre le métier de l'asujetti et le métier enseigné dans les écoles. Ceci amène pas mal d'industriels et de commerçants à diminuer les paiements à la taxe. Enfin, ceci n'a aucun rapport avec la subvention allouée à l'ORT Français. Je connais les difficultés de l'ORT Union, je prie Dieux que nous puissions tenir ces engagements que nous prenons à la réunion d'aujourd'hui. Je voulais simplement dire que l'année 1962 sera probablement la plus difficile que nous aurons connue depuis 10 ans.

Mrs. Gayl : I should like to return to Mr. Grossman's earlier proposal that a sub-committee be established to examine the question of negotiations with Joint Distribution. It seems me that such a committee could profitably be established, it has not necessarily to be that of a divorce from JDC, if any thing the reexamination of allocation might spreads in our partnership with JDC, then I support Mr. Grossman's point that the time to think about it is now and not when the Claims Conference's money comes to an end.

M. JONA : Je voudrais seulement ajouter à mot à ce qu'a dit mon ami Renzo Levi. Encore une fois, si le budget que l'on a nous a présenté a un défaut, c'est son manque de courage. Il faut au moins pour Israel, où nous faisons des investissements à longue échéance, faire des dettes pour cela. Il est absolument immoral de payer avec le revenu annuel la totalité des investissements que nous faisons. Peut-être que dans quelque temps Israel même pourra les payer par le canal d'offres à l'ORT même. Je prie de prendre encore en considération ce que j'avais dit l'an dernier.

M. ELIACHAR : Mr. Chairman, I would like to add just a few words. First, "ojf alle Jidishe institutes gesogt" that we should continue with similar deficits. We must not worry too much because there is not such a thing as a poor public and all public institution and I know quite a few which are in much more difficult conditions then we are. This applies to ORT all over and it does apply, of course, to Israel and it will continue to apply for many years to come. We are a growing population, with growing needs and if I have taken the word again, it is due mostly to the remarks of my friend Mr. Grossman. I don't want Mr. Grossman to believe that we agree with him although my friend, Mr. Shapiro said so, but I want him to be also very clear on his question. Would he like some of the \$500.000 reduced to be invested for instance in Cuba, why not ? Is that his view ? There is an element in this remark of mine which I am making to Mr. Grossman and to those who have heard him, because it bears a lot of ORT's change of policy since 1948. That change of policy which has given probably to World ORT Union since the establishment of the independence of Israel one of its finest factor in its activities throughout of its 80 years of existence. And if it is necessary this emphasis I would have like ^{it} ~~him~~ to come not from an Israeli. Now I am sorry that I had to disagree with Grossman in this respect but I do agree with him on two points. I agree with him that we must create some sort of reserve, that reserve has been in mind in the late Syngalowski's consideration, even since the first arrangement we concluded with the JDC. I had the honor to participate on behalf of Joint with the late Syngalowski, Paul Dreyfus and myself, when we proceeded to New York to discuss matters. We would not have ~~to~~ come to any agreement with Joint, had not Joint known that we had an institution, an apparatus ready to take over immediately, if the agreement with them would not have been satisfactory to ORT. This idea for two good reasons is most important to be supported and I am glad that Mrs. Gayl said it in so very few words.

For two reasons I say : 1) because we don't know what to-morrow reserves in our needs and in the possibility to get it directly of through the present arrangements we have with the campaigning authorities. 2) Because in every emergency we will have to appeal to our brethren everywhere and particularly to that glorious community that is doing so much for Jewry and so much for Israel.

The second point is that not only these reserves are necessary to be made and they can be made, because all our financial description as given to us in the document submitted as well as the descriptions verbally given by the Director General, Mr. Braude, have made very clear that the capital investments we have everywhere. And on the strength of capital investments we have. I don't have the authority of the Israeli Board to say so, but at least in Israel I think we can come to an arrangement to meet the present deficit and some of the future deficits until we have established a substantial and consolidate our position in so far as capital investment is concerned that we can accept the view of Jona and of Renzo Levi to get a consolidated loan, I would demand it in order to meet with the requirements of those who say that Israel must do more that our Government should help us in obtaining such guarantees as are necessary which bank may not give us. This is what I am submitting to you, that is necessary to be done, if I submit it for Israel, I should think that this is a very important point and it should also be considered by the Administrative Committee as and when the consolidation of our deficit which will grow, necessarily will grow, unfortunately will grow, our deficits cannot be as small as they are because the difficulty of collecting is so much more today as it was yesterday and the demands made upon us from everywhere will be growing. And therefore I believe that some sort of consolidation would be a very important item, in our future discussions.

Dr. HABER : Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen, so much has been said that it would take too much time to comment on all of the suggestions. I do have some rather immediate and clear cut reactions. I am certainly not enthousiastic for consolidating deficits and talking about a two million dollars loan. You don't do that for an organization whose central income ~~is~~ last then twice of size of the loan, even though you might amortize it over a period of five or ten years. I certainly don't disagree with the suggestion that we have to try to find money from former graduates who have made good, that is something as Mr. Schraged said have not been too successfully, but I do want to clearly comment on the two or three observations made by Mr. Grossman. I hartly, unqualifiedly disagree with him that we ought to cut the Israeli budget and redistribute it elsewhere. Mr. Eliachar has stated I think what is the almost universally accepted opinion that the Israeli program is the crown of ORT's work and I should not want to say that ORT should see or contract operations in the other 18 or 19 countries in which we work, the Israelies themselves have often said to us, ORT's work in Morocco is just as important to Israel as ORT's work in Israel. No one should come to any forced conclusion on that. I am in a rather embivalent position in talking about Mr. Grossman's observation concerning the JDC and my ambivalence arises from the fact that fortunately or unfortunately, I am President of the American ORT Federation and I ought to make for the benefit of the committee a clear cut and unambigues statement and I speak now as President of the American ORT Federation : the raising Of ORT funds in the United States of America is a function of the American ORT Federation and the setting up of a committee by the World ORT Union to discuss with JDC would be strongly and vigorously resented and opposed by the American ORT Federation. You may want to set up a committee of the World ORT Union to sit down with the officers of the American ORT Federation and review the situation, but for an independent discussion our proposal by

World ORT Union for a review as Mrs. Gayl more correctly put it of the relationship of the income from the JDC would I think be interpreted by the American ORT Federation as a changing its present relationship to ORT Union and its position in the United States. This is an old issue, it goes back to some vigorous battles between the late Mr. Boudin and the late Mr. Syngalowski, it goes back to a history that is now 40 years old. The American ORT Federation just had its 40th anniversary dinner last Sunday night and its a long history established that in the search for funds in the United States of America for the support of ORT's institutions the World ORT Union looks to the American ORT Federation. So much for what you might call the political aspect of the issue. I am equally at variance, perhaps even more vigorously with our Friend Grossman as I would say of the potential of an independent fundraising campaign. I do not know when Mr. Grossman was last in the United States, or how long he was there. I live there and there has been a radical change in the American Jewish community that ORT leadership in the world cannot escape recognize it, its a highly organized, over-organized, highly integrated Jewish community. Fundraising is done by local Jewish welfare funds on a monopoly basis. Some organizations with a long history of independent activity, I refer to Histadruth and Hadassah, are doing independent fundraising, peculiar, emotional backgrounds, in Hadassah is the medical problem, in Histadruth the labor affiliation, but for an organization which in the last 15 years has not done independent fundraising to take the initiative and break its relationship with the JDC and go out on its own to raise two million dollars would in my opinion be financial a sight. This is one man's opinion. We would have to raise roughly two and half million dollars to get the net amount we now get from JDC. It costs a minimum a half a million dollars. But what is more we would have to appeal to about 150 welfare funds and a Chicago Welfare fund said to us, we give you a 100.000\$ and we would say by appealing to the Jewish population of Chicago in relationship to the ORT budget, we

think you ought to give us a 150.000 \$ and after negotiations they stood still and we stood still and we then announce an independent campaign in ^{we} the city of Chicago would have to sit up an organization in the city of Chicago, we would have against us every individual who makes more than a ten of a fifteen or a 25.000 dollars contribution, because they would resent our coming in breaking up what they think is an integrated, a unified community. I suggest that, these are the facts of American community life, I don't particularly like them but I would be naïve not to recognize them. I say this to you because the officers of the American ORT Federation have from time to time thought about this problem they have not done so through resolutions or large public discussions. I have on my alone responsibility about two or three years ago talk to Mr. Warburg and Mr. Leavitt as President of the American ORT Federation without authority of my officers, "don't you think the time has come" They said perhaps it has, why don't you try." And when I transmit this observation to some of my colleagues they say ~~what~~ ~~are~~ you are out of your mind. Now, undoubtedly we ought to impress upon our colleagues, our own officers, your colleagues in New York, the American ORT Federation and our association with the JDC of the financial problem, Mr. Grossman is right in referring to the observation I made a year ago about a financial crisis of perhaps a substantial character, we shall meet to end the Claims Conference come to an end in 1964 or 1965. But I want to merely say that if you wish to appoint a committee to discuss with the American ORT Federation the financial picture that is fine, if you wish to appoint a committee to discuss with the JDC the financial picture I would strongly oppose it speaking as the President of the American ORT Federation. You may pass it over my opposition of course. This is a complicated problem and you are not going to solve it by a two million dollars consolidating loan, a brake with the JDC, cut Israel of \$500.000 and giving more money to South America. You got to play it carefully and cautiously knowing that there are going to be no miracles around the corner. You are going to have

a deficit in 1962, you may have another one in 1963, I think we ought to have to look at our growth, I say this to our friends in Israel. The Israeli deficit now when you look at 1962 potential and 1961 and perhaps a little bit from 1960 is probably a half a million ~~quintillions~~ pounds, one million pounds, I think you have got to freeze that deficit, at once, it is consolidated providing that there is not another one in 1962. There is - providing that there is not another one in 1963. There will be. You have got to freeze that deficit and then you, Israel has to begin thinking how do you amortize that deficit for a five or six year period. And that is true for ORT Union. It is nice to be able to say next year we will have 50.000 students instead of 40.000. I like to dream too, but I don't like to dream on the basis of a 2 million dollars consolidated loan, unless I see the income to pay it. These are points of view that I feel deeply about it and felt we had a duty to express them that we ought to look at ~~this~~ this year's budget to ~~accept~~ accept it as being a reasonable approximation as to what we can do this year. I like Mr. Eliachar's reference yesterday to the fact that my being an economist and part of the new frontier that I am therefore used to deficit budget. Mr. Eliachar might have added that President Kennedy submitted a balanced budget for next year. It is mentally balanced, not actually balanced but that is a political problem. Our budget should be mentally balanced and I think the budget for next year is mentally unbalanced. That is to say 50 to 100.000 dollars would not disturb me, because I think we have perhaps been a shade conservative on income, at least I hope so, so its a 100.000 dollars, if we have not been conservative, 50.000 \$. A \$50.000 deficit in an operation of the magnitude in which we are carrying, we ought not to worry about. We should only worry about if it is year, after year, after year. And we have to look that, I think we should approve next year's budget we should look to our situation for 1963 and particularly for 1964, we should recognize the unique relationship that exists between the American

ORT Federation and JDC and not try to get the World ORT Union Executive Board involved in that relationship, except it is involved in that relationship with the American ORT Federation.

Amiral KAHN : M. le Président, ce qui m'inquiète, ce n'est pas tellement le déficit que sa répétition. Le fait qu'on est toujours en déficit est un très mauvais indice. Je tiens à vous rappeler les enseignements d'un célèbre économiste du nom de Joseph Jacobson qui vivait il y a 4.000 ans et qui avait inventé les cycles économiques sous le nom de cycles avec des cornes, les vaches maigres et les vaches grasses. Alors, Joseph Jacobson il avait constitué des périodes de déficit, mais il les faisait précéder de périodes heureuses, dans lesquelles il accumulait, c'est à dire, qu'il ne prenait pas du tout l'opération à l'inverse, il commençait par créer le déficit et à chercher ensuite les années grasses. Je crois que c'est une solution de cet ordre qu'il faut trouver. Je ne suis pas du tout hostile à un comité, ça fait toujours passer un moment ou deux, mais le problème, ça n'est pas ça, c'est l'objectif que vous donnerez à ce déficit, à ce comité. Je ne crois pas qu'il faut l'appeler comité de déficit, il faut l'appeler comité d'accroissement des ressources locales. Parce que je crois que c'est ça le fait important, que les dépenses aillent en croissant, cela ne demande aucun initiative, ça va tout seul, ce qui est difficile, c'est que les recettes aillent en croissant et à ce point de vue, je crois qu'il y a une très grande différence entre la continuité d'une action de recherche de ressources locales et les idées qui nous viennent quand on a pris son café ou qu'on est entre amis. Il faut absolument organiser le contrôle par l'administration centrale de l'ORT des efforts qui sont faits dans chaque pays pour se procurer des ressources. Et ceci, par exemple, pour le budget de 1963, eh bien ce n'est pas trop tôt maintenant. Parce que, ce qui est très grave, c'est que le budget nous vient en Comité Exécutif ou en Comité Intérimaire au moment où tout le coup est joué. Le coup est joué et alors nous avalons le bien et le mal avec des

sourires et des grimaces. He bien, je préférerais qu'à la prochaine réunion, soit de l'Intérimaire, soit de l'Exécutif, notre direction centrale nous fasse un rapport qui viendrait de nos organisations nationales, locales et qui nous disent ce qu'elles prévoient comme action pour augmenter leurs ressources pour 1963, même si elles devaient à cet effet nous demander un petit concours central. En d'autres termes, je voudrais que nous fassions un placement, mais pas un placement occasionnel, quelqu'un qui a une idée sur le Canada, l'autre en a une sur l'Amérique du Sud, le troisième pense à d'autres pays. Je voudrais que ça ait lieu sur tous les pays de mission de l'ORT comme aussi sur ces pays de ressources. Je sais bien qu'on me dira très justement que dans ma contribution, c'est comme dans les inventions quand on les présente à ~~l'ax~~ l'administration, il y a deux parties, celle qui est bonne mais elle est connue et celle qui est nouvelle alors elle est idiote, sans ça l'administration y aurait pensé. Mais je pense tout de même que le problème doit être traité sous cette forme d'une façon très intense. Je crois que si nous devions avoir une réunion prochaine de l'interim, je serais content de savoir comment nos organisations locales, nationales ont été actionnées par le centre pour se procurer de nouvelles ressources, ce qui, dans certaines mesures, peut d'ailleurs se traduire par des liquidations d'actifs inutiles. J'ai eu l'occasion de faire remarquer à un des derniers interims que l'ORT était, n'avait pas de situation présentée, naturellement, il y en a dans l'administration et nous ne devons peut-être pas tout connaître à ce point de vue publiquement. Mais il semble qu'une purge générale de nos ~~x~~ réserves occultes en immobilier, par exemple, pourrait aussi atténuer certains déficits. Voilà ma suggestion, c'est une suggestion qui voudrait créer le déficit à base d'un excédent et non pas espérer un excédent hypothétique à base d'un déficit certain. Je vous remercie.

Mrs. GAYL : Mr. Mayer, as a member of the American ORT Federation I myself am not proposing a battle between the American ORT Federation and the World

ORT Union. I do however believe that the sense of this meeting if I trully understand the sens could be communicated to the officers of the American ORT Federation and that they do indeed review, not just the position with JDC, you remember I said that partnership might be strengthen, but that the officers of the American ORT Federation review the entire question of allocation through fundraising bodies in the United States and see what result they reach on that. May I propose such a motion, I don't believe it is necessary.

M. OUNGRE : M. le Président, Messieurs, en ce qui concerne d'abord la question soulevée ici par un de nos collègues d'un emprunt qui serait assorti de certaines garanties, je regrette de ne pouvoir être d'accord sur la question des garanties. Quelles sont les garanties que l'ORT peut offrir. Elle ne peut pas offrir des recettes plus ou moins hypothétiques dans l'avenir, elle ne peut présenter comme garanties que ce que l'on peut appeler des actifs immobiliers. Or, une longue expérience m'a donné la conviction qu'on ne peut pas offrir en garantie à une institution bancaire quelle qu'elle soit, des institutions d'utilité publique pas plus qu'on ne peut offrir comme garantie une synagogue ou un cimetière. Par contre, ici, l'idée a été lancée, je ne me rappelle plus par qui, d'une garantie possible de la part du gouvernement israélien en ce qui concerne l'activité et les programmes de l'ORT et d'un emprunt à contracter pour les activités en Israel. Après tout, que fait l'ORT en Israel, elle fait la tâche qui, normalement, devrait incomber à l'Etat d'Israel lui-même. Nous savons tous pourquoi cette tâche ne peut pas être remplie financièrement par l'Etat d'Israel mais, ne fut-ce qu'au point de vue moral une garantie de l'Etat d'Israel sur un emprunt lancé partiellement, précisément pour cette tâche israélienne aurait d'abord une résonance extrêmement favorable au point de vue général dans les deux mondes étant donné les sympathies juives toutes particulières pour Israel. Et, deuxièmement, cette garantie, même si elle a un caractère assez hypothétique

ou aléatoire eh bien, elle aurait tout de même une répercussion morale également.

Deuxièmement, mon vieil ami, M. Grossman, a lancé l'idée de reprendre notre liberté complète vis à vis du Joint Distribution Committee. Je regrette de ne pas pouvoir être de son avis, parce que, pour l'instant, tout de même, il faut voir les choses comme elles sont, le Joint est encore en mesure de nous subventionner largement. Je dis pour l'instant, la question changera peut-être d'aspect et vous le savez tous, messieurs, que le Joint lui-même est sous la dépendance de la question des Claims. Le Joint lui-même aura ses problèmes à ce moment-là. Alors pourquoi déjà courrir le risque et un risque dont M. le Président Haber a très sagement souligné l'importance d'entammer une campagne aux Etats-Unis notamment indépendante qui nous mettrait indirectement et même directement en conflit avec le Joint Distribution Committee d'abord et, peut-être, aussi avec d'autres organisations que je préfère ne pas nommer ici au point de vue des subventions que nous pouvons attendre d'elles.

Troisièmement, par conséquent, en ce qui concerne nos relations avec le Joint, je crois que la séance doit continuer, ce qui n'empêche que le Comité que vient de suggérer notre collègue M. le Président Kahn peut également penser à cette question là.

On a lancé l'idée d'une coopération, d'une Amicale internationale des anciens élèves de l'ORT qui pourraient payer leur dette de reconnaissance. Elle existe, me dit M. Schrager. J'espère qu'elle donne quelques résultats mais je dois dire qu'à ce point de vue là, je suis malheureusement assez sceptique et je suis bien payé pour le savoir car une certaine organisation à laquelle j'ai eu le privilège d'appartenir à consenti pendant de longues années des prêts d'honneur à des étudiants, dans divers pays. Il s'est trouvé que un seul a eu à coeur de rembourser et que des appels que nous avons adressé à des personnalités qui, grâce à nous, ont pu faire une carrière extrêmement brillante - je n'en dirais pas plus long - ont toujours fait la sourde oreille en ce qui concerne nos appels. Ce qui n'empêche

que cette idée d'une Amicale des anciens élèves de l'ORT a été à la base d'une initiative dont M. le Président Kahn se souviendra peut-être, qui a été la mienne lorsque j'ai proposé à l'Alliance Israélite de créer une Amicale des anciens élèves de l'Alliance Israélite, notamment aux Etats-Unis, cette Amicale s'est élargie et elle est devenue la grande organisation des American Friends of the Alliance qui elle, je dois le dire, s'est élargie au point que le nombre des anciens élèves de l'Alliance s'y trouve en minorité. Ce qui n'empêche que là aussi je crois que ce serait la tâche du comité qui est envisagé, ce qu'on pourrait appeler le comité des ressources locale, ce serait, je crois, une tâche d'examiner les possibilités d'activer cette organisation puisque d'après M. Schrager elle existe déjà.

Daniel MAYER : Je voudrais attirer votre attention sur les méthodes de travail. Il est presque 11.30. Je crois que vous serez d'accord pour poursuivre ce débat et l'achever jusqu'à son terme en évitant une séance cet après-midi, c'est à dire, continuer jusque vers ~~11~~ 12.30 ou 13.00 si vous êtes d'accord. Alors, j'attire votre attention sur le fait que j'ai encore trois amis inscrits, qu'il faudra que M. Braude réponde, qu'il faudra voter et qu'il y a encore d'autres questions à l'ordre du jour. Etes-vous d'accord pour prononcer la clôture, après ceux qui sont inscrits, c'est à dire, ne pas faire rebondir le débat, ceux qui ont des suggestions peuvent les faire ou nous les dire, même après la séance si elles sont tellement originales qu'elles doivent à la fois réduire le déficit et faire prévoir des excédents pour les années à venir. Alors, la parole est à M. Shapiro.

Mr. SHAPIRO : I am very thankfull to Mr. Oungre who said most what I wanted to say about the Israeli aspect of th4eproblem. With regard to the consolidation loan, I think that our deficits at present of the World ORT Union without including the Israeli deficit don't call yet for a consolidation. It seems here, I would, I am afraid the impression was created here that Israelies like deficit. Well, this is not the case of course, but we are not reluctant to make a deficit and to take, I would say, a calculated risk.

And a calculated risk, every organisation must take. Now, though I think we don't need now a consolidation loan, but the question that Mr. Oungre raised that we could perhaps with a loan advance considerably the work, is to be considered very carefully. What is the position now in Israel ? You see that the number of students go up rapidly and the impression may be that Israelies open schools without looking at the expense. If you examine the figures properly, you will see that the number of our students went up considerably because the classes are now much fuller, that much less pupils leave the school before they finish it and therefore, instead of having 12 or 15 boys in the fourth grade, we have 30 boys or 28 boys, this counts for the increased number. And on the other hand, some new enterprises, some new schools that we opened, we opened them almost with any cost to ORT cost, being covered by other institutions. Now, one of the most important work that faces ORT in Israel and which is extremely important for Israel is those ~~dm~~ guided apprenticeships schools. I think everybody knows, I will say just in two words. A boy after his primary school should come for a year into a special school where the number of weeks of work will be 34 per year but 48, just as in the factory, the number of hours devoted to manual labour will be 34 instead of 20, so that in one year he achieves the programme of two years in his professional work. He is of course not up-to-date in his general instruction, then he will for three years come a day per week as the law provides in Israel to get his general education. This is a most urgent problem in Israel in order to supply skilled workers to the industry. We can get from Israeli sources all the money necessary for the operational budgets. The difficulty is with the investments. We are asked to invest part of the investments either the building, or machinery or equipment. I think that here a loan not to ORT, but to municipalities or partly gaaranted by government may be very very important. I think that if we take this policy, that if we would accept, that is even a two million loan guaranteed by the municipalities, two million dollars, yes Mr. Braude, and guaranteed by the government, we

could erect now schools that would be a life saver for the Israeli economy and socially extremely important because those boys that go now for apprenticeship, when they are 14 years old, they will never be, or very few of them will be good skilled workers. Most of the them will remain on the half-skilled or less of the half-silled level. When they go ~~gix~~ through such a school as I told you, this will bring them finally to the degree of a skilled worker. I don't see any risk for ORT. ORT has only to be the initiator, because the danger to ORT of this loan may be only if the State of Israel will cesse to exist and in such an eventuality, I think that ORT may take the risk.

Mr. CHORIN : Mr. Shapiro told partly ~~wantix~~ what I wanted to say about this question of a loan. A loan in the shape which Mr. Renzo Levi suggested leads directly to a banqueroute, its clear. What Mr. Shapiro suggested is another thing, it is not only practical but also possible to execute. This is a loan guaranted by the municipalities in Israel and be repaid in five or six years, it will give to ORT the opportunity to expand its activities. But I think ~~that~~ the growing deficit of ORT is the reflection of the growing deficit of ORT in ideology, this is the point. The leadership of ORT will remember that I have submitted a detailed plan with an explanation about this problem and I suggested then the creation of a planning committee whose duty would be a sound reform in the whole ORT apparatus. It was decided to appoint such a committee, but it was never done.

It is quite clear that something has to be done for the consolidation of ORT's financial situation in the future. It is not a question of competition with the Joint and other Jewish organizations, including the American ORT Federation. It is the question of existence of ORT and I think with the goodwill of our partners we can achieve a lot of things. The situation in Israel is for me un-understable. I think that in Israel there is place for many reforms, for example this enormous administration which is absolutely unnecessary. On the other hand, the Institute in Anières is ene of the

of the silliest thing where money is thrown out. We must have a leadership to reform all these things and I tell it quite clearly.

Mr. WYLER : Perhaps you know the story about the businessman who hired a man and said him I have lot of problems to be solved and lots of troubles. I hire you for \$5.000 a month. And the man said, how are you going to pay me, the businessman said, this is your first worry. We have an organisation with a parliament and an organization with an executive and we spend roughly SF.30.000.000 a year and our prime minister wears many hats and one of the heaviest on his head is the hat of the finance minister. Do you realize that our prime minister has to collect the money, to expand the organization to spend the money, to try to make up with the deficit and at the same time to be minister of Labour, and so on. Don't you think the time has come to lift the burden a bit which taxes three or four, or five men and perhaps not set up a committee but to help that man to carry the financial problems and help him, to free him to an extent where he could consacrare much more of his time to the actual ORT problems, because raising money, finding money ought to be the task of a highly specialized body and this I would like to take up for consideration.

Daniel MAYER : Nous allons donc terminer, je donne la parole à M. Braude pour répondre.

Mr. BRAUDE : I have taken copious note. There are many things which came out in the debate which will be of great help in the guidance and there are many questions I suppose which must be answered, but the overall impression of this healthy debate which rest with me will provide considerable guidance. If you permit me, I should like to go around ~~by~~ point by point and at some places abandone individual raises if the subject was covered by several people. First place, I am grateful for Mr. Gabriel Sacher's suggestion for a review of the central expenditure technically and for efficiency, he agreed, before he departed to send a Marx and Spencer's

expert in to ~~take~~ take a look at the situation. I don't know whether you know or not, but administratively Marx and Spencer has been the subject of discussion, admization and serious study in their complete revision of administrative procedures for department stores business, I don't know how that applies to social work business but I will be very much interested in having their comments and I have ask him and he has agreed to try and arrange for somebody to come et to take a look at it. With respect to his suggestion for recovery of part of the cost of training from our graduates and the comments in that regard which Dr. Oungre made as well, and Schrager as well, I can tell that in a great sense we will never know who is right unless we undertake it seriously. We discussed it several times and we have not really done much about it. There is of course a limited field of recovery and part of the problems relate to Jewish history, current Jewish history. With respect to our Israeli students when they are able, their parents are able, they are paying for their education and the question of recovery is questionable. With respect to the rest of our students, there are again multiple problems, how much do you collect from an French ORT student if 75 % of the bill for his training is picked up by the government. With respect to those students who have been trained in North Africa and other trans-ocean countries, the problem of maintaining a relationship, a contact with them since in most of the instances they migrate is pretty heavy administratively. Nevertheless, I think the form should not be repayment, I think the form should be membership in ORT on a contributing basis and I don't think it should be related directly to whatever the cost was of that training which would get us out of some of the complications of the varying costs plus the complication of the various proportion which we met. I propose again to try to institute that which will require the co-operation of the national organizations and I ask the members of the Executive as when they return to their national organizations to ~~convince~~

to convey to the directors there of our intent to try and establish an initial basis for some continueing relationships with the graduates.

I share Mr. Schrager's opinion that because our deficit though is sizable to us is so small relative to some of the deficits which Israeli organisations pride themselves in creating it seems, our labor friends and many others think we are rich. Dr. Haber reminded me yesterday a meeting with Berl Locker and Nahum Goldmann in which Dr. Syngalowski talk about an \$85.000 deficit and they told him he was on the wrong address, ~~they~~ nobody talked about less than half a million dollars in that room. This ^{that} deficit, this has become th pattern is quite evident. On the other hand, I find myself constitutionally for some reason unfitted for the contemplation of a position which says that deficit is a healthy thing, that deficit is a necessary thing for Jewish organizations. I agree with who ever it was who said that our budget is not courageous, on the other hand I contend that we develop as much courage and enthousiasm in raising our own funds we dare not be courageous in undertaking deficit budgets. The bankruptcy which I am more concerned about is the bankruptcy financially because I bear as most of you do upon my conscience the seriousness of the responsibility we have to thousands and thousands young men who the day they enrol with us have a right to expect that we ~~kk~~ will continue their education and not declare bankruptcy six months after they have started.

I want to comment only with respect to Mr. Grossman's remarks. Unfortunately he is not present, but I am sure that I will have the opportunity to see him, I will only comment that I did not find any point upon which I agree with him. I would not say that I disagree completely, it was hard to find for me one in which I agreed with him. I am inclined to believe that Israeli Jewry has as much as a future as Argentinian Jewry or Brazilian Jewry and that the majority of us and the world would be inclined to invest in the future of Israeli Jewry just as readily as it would in a reasonably well

off economic Argentinian Jewry. I don't go in to some of the points which seem so logical in the presentation as raised by you, there ~~are~~ is a myriade of littel technical points which makes some of them impossible to solve. Nor will I go in to the discussion of anatomy of the American ORT Federation vis à vis the World ORT Union with reference to funds whcih it must raise, I only want to comment that under this horrible ~~position~~ conditions of the contract with which we lived we are today getting from the United States of America in 1961 \$2.900.000 which is a reasonable sum with which one does not play. I share Mrs. Gayl's opinion that a reexamination of allocation should be made because I know what she meant, she was talking about the allocations which the JDC gets from the total amounts of funds raised, not the allocation which the JDC is giving us in proportion to its income which year by year increases in percent. I would hate to reexamine the allocation of the JDC to the ORT Union, I think it was less than a quarter of a percent ~~in~~ ten years ago, probably if I remember their budget very well this year, it is close to 7 %. That is not what she meant. I think that that is something which the JDC itself will have to reexamine when the Claims Conference comes to an end and which the Israel and the Jewish Agency will have no choice but to reexamine since I do not believe that this is a function performed by ORT or by the JDC in the Diaspora which does not meet with Israeli approval. I wanted to say only with respect to the question of autonomy that it is really highly theoretical that the reference to the history of 1948 and the disagreements about it is quite correct historically, but I can bear witness for the past ten years to the fact there always were mutual consultation, there always been mutual discussions, the question itself which was raised has been raised at this table for advice and consideration by Dr. Haber himself on three occasions. So I would not want anybody to get any idea, is it anywhere at this table or between

this Executive and the Executive of the American ORT Federation and the Women's American ORT, there is any question of autonomy, a reason that I know how at least for eleven years, I am sure for 14 years.

I share Admiral Kahn's worry about the continuing deficit and I want to remind him however that that famous economist whom he speaks, Mr. Joseph Jacobson was really a dreamer for the basis of his economics developed in a dream and by a symbol and I submit to this Executive that to expect in the position that we are in to have seven fat years from which to plan our seven mean years is rather wishfull thinking if not dreaming. I agree with his suggestion and we shall implement it of communicating with the local organizations or the national organizations to find out what their plans are for increased fundraising and I remind those of you that we would expect a reply to our request for such information and we hope that you will not consider any comments we might make on your suggestions as an interference with the autonomy of national organizations.

The loan question which was first raised by Mr. Renzo Levi and was in the ~~process~~ process interpreted and clarified by Mr. Jona, Mr. Shapiro and several others, Mr. Chorin bothers me if the original way in which it was raised I could certainly say that to pay \$120.000 a year for bankruptcy in ten years is hardly something as I can view as sound if this loan is to cover deficits which continue to be paid and continue to grow. That sort of economics, I can understand. But the potential of a loan, if the possibility of procuring it is not illusory which would provide for the capital investment to undertake in these hard times those urgent programs which cost so little makes sense to me and if this committee solve the rakes and if the fundamental basic work is done by the Committee of ORT Israel to find out whether the government would undertake a responsibility for repayment at any specific period of five years or ten years, then as difficult as it is, I promise you ^{that we will} ~~to~~ try everywhere in the world to arrange for it.

I think that there are a few minor errors I suppose in the remarks as made which I could comment upon but which would take up to much of your time and would in essence not contribute much to the conversation. I mean just one for example of how a problem can become acute which looks like nothing is the statement of Mr. Shapiro that the government of Israel is quite prepared to ~~take up~~ pick up all the expenses in the operation of these apprenticeship centers. Our experience has been that they do a remarkable job, they picked up 90 %. But it is that little 10 %, that \$20.000 here and that \$30.000 here which multiplied five times gives you an Israeli deficit of a quarter of million pounds a year. This is a new basis which can be discussed of course. There is also a factor which comes in which I mentioned in my yesterday's report, that to-date negotiations have been carried on ~~at~~ the basis of the government ~~not~~ providing the building and we are providing equipment for that we ourselves would need a million dollars for the next two years for our share in the endeavour.

I think to go back to the basic budget which I submitted to you I agree contend that it is not courageous, I ~~maintain~~ that it is realistic, I admit that it does not meet some needs which can easily arise in France and it does not in any way meet needs which have already arisen in Israel. Nevertheless despite the great enthusiasm for deficit budgeting which has been expressed here, I feel it would be far healthier to continue on the basis which we have been continuing in the past. I contend, I admit that there is an Executive Committee, you have every right to direct me if you wish to go in to half a million deficit provided you can simultaneously tell me of efforts that you can make and reasonable expectations you can have of liquidating that amount within a reasonable time. I submit that we are still not ready for that. Therefore I would ask you to re-examine the budget as it is and to adopt it with not enthusiasm but with an understanding of the fact that that is the best that we can do as of this moment.

Daniel MAYER : La discussion est close, vous avez entendu toutes les réponses de M. Braude aux différentes suggestions qui ont été faites. Je pense que pour ce qui concerne les propositions de caractère très concret du type "comité de ressources locales", "révisions de rapports éventuels avec le Joint", etc. vous voudrez bien, sans en adopter aucune et sans en rejeter aucune renvoyer au Comité Administratif sur un rapport qu'en fera alors M. Braude l'ensemble des propositions qui ont été faites, sans pour autant donner maintenant un avis favorable ou défavorable. Les propositions sont à la fois trop diverses, trop contradictoires pour qu'on puisse voter maintenant. Nous ne possédons sur aucune de ces propositions de données suffisamment concrètes. Je vous propose donc, le procès-verbal est abondant, les interventions sont prises au magnétophone, je vous demande donc de renvoyer l'ensemble des suggestions, toutes, sans exception, au prochain comité administratif. Est-on d'accord là-dessus ? - Oui. - M. Shapiro.

M. SHAPIRO : Je suis d'accord ~~pour~~ qu'on les discute au Comité Administratif, mais qu'on les rapporte devant le Comité Exécutif.

Daniel MAYER : Oui, naturellement, au Comité Intérimaire, peut-être, s'il y en a un dans l'intervale, naturellement. Donc il en est ainsi décidé à l'unanimité.

Alors maintenant, je mets aux voix le projet de budget. J'attire votre attention sur la dernière expression de M. Braude que je crois fort juste. Sans joie, avec non pas de l'angoisse, une certaine inquiétude. Il s'agit au fond d'un cri d'alarme et nous adoptons le budget. Voilà un peu le sens général que nous donnerions à ce vote.

Alors, je demande à ceux qui sont partisans d'adopter le projet de budget tel qu'il est présenté, de le manifester en levant la main. - Merci. Avis contraires, abstentions. A l'unanimité, le budget a été adopté et je me félicite de cet acte de courage collectif.

Daniel MAYER : l'Ordre du Jour appelle les "NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS" de l'ORT. Rassurez-vous, ce sont des développements qui, pour être nouveaux, ne remettront pas en cause le vote que nous venons d'émettre sur le budget puisqu'ils n'ont, apparamment, pas d'incidences financières. La parole est à M. Vladimir Halpérin.

M. HALPERIN : M. le Président, je vous demande encore suffisamment de patience pour nous permettre d'épuiser l'ordre du jour. Il ne s'agit pas, bien sûr, comme notre Président vient de le dire, de rouvrir un quelconque débat sur le programme des nouvelles institutions qui se développent ou qui font partie de la croissance organique de notre organisation : une nouvelle école dans tel réseau national, de nouvelles unités dans une école déjà existante, on en a parlé fort abondamment, hier et encore tout à l'heure, à propos du budget.

Le propos de ce dernier point de l'ordre du jour est de rendre compte à l'Exécutif de ce qui est en gestation et de ce qui, comme notre Président l'a dit, n'appelle pas un engagement de fonds immédiat pour le présent exercice, En dehors de ceux qui auraient déjà été sous-entendus ou anticipés dans le budget qui vient d'être approuvé.

La première remarque : pour mémoire - et je dis bien pour mémoire - parce que je crois que cela aussi devra faire partie du testament légué par ce Comité Exécutif au prochain par l'intermédiaire du Comité Administratif ou du Comité Intérimaire. Premier point, c'est le réseau scolaire français face à l'immigration d'Afrique du Nord. On en a parlé, mais on en a parlé dans une forme qui était, sans doute à dessein, extrêmement vague, sauf une allocation, vague elle aussi, à l'intérieur du budget pour permettre certains développements. Hier, l'Amiral Kahn nous a rappelé qu'il était difficile de bâtir lorsque le train était en marche, ou à peu près. Schrager nous a rappelé aussi, aujourd'hui, que le problème d'Afrique du Nord

retient bien sûr la vigilance constante de l'ORT Français. J'ai vu tout à l'heure que l'ordre du jour d'un Conseil d'Administration de l'ORT Français, jeudi prochain, dans trois jours, par conséquent, appelle comme point principal "Nos tâches face à l'immigration d'Afrique du Nord". Nous savons donc que l'ont est vigilant en France devant ces problèmes. Vous avez vu dans le rapport du Comité Administratif que, plusieurs fois nous en avons parlé dans l'intervalle et qu'il a été décidé d'une part d'utiliser au maximum, et je dirais au-delà du maximum les possibilités d'absorption des centres existants de l'ORT en France, à Paris, aussi bien à Montreuil qu'à l'Ecole de Travail, à Strasbourg, à Lyon, à Marseille, dans l'édifice qui est en voie d'achèvement. Mais vous savez aussi, si vous l'avez lu, que le Comité Administratif a donné mandat au Comité de l'ORT en France et à sa Direction d'explorer, sans retard, les possibilités ou les besoins de création d'activités nouvelles de l'ORT en France pour faire face à l'immigration nord-africaine et que déjà, des centres avaient été évoqués par hypothèse, on a parlé de la région de Grenoble, on a parlé aussi peut-être de Toulouse, voire même d'un habitat nouveau qui est en voie de création en Normandie. Mais il est évident qu'il y a des données chronologiques qui ne sauraient être faussées et l'ORT a beau vouloir être un pionnier, l'ORT se doit d'abord de savoir ou sera dirigée l'immigration nord-africaine par ceux qui au premier chef, sur le plan politique français ou sur le plan social juif en sont les premiers responsables. Mais je crois qu'il faut que ce Comité Exécutif sache que la devise de l'ORT Union et de l'ORT France, c'est : "Toujours Prêts" et que, très probablement, à la session prochaine de juillet 1962 nous serons amenés, et dans un cadre de programme plus encore que de budget, à faire le point de la situation et à voir où en sont les mesures ou les démarches prises par l'ORT en France pour faire face à ce problème difficile.

Un post-scriptum à cette intervention, avant d'en venir au point 2, le fait que la Présidente du Women's American ORT entreprenne en cette saison difficile un voyage, avant de rentrer en Amérique, un voyage à travers Marseille, Lyon et Strasbourg qui ne sont pas nécessairement sur le trajet du jet de Genève à New York, prouve aussi une fois de plus combien ces préoccupations qui sont les nôtres se sont en même temps synchronisées dans l'esprit des dirigeantes du Women's American ORT. Autant pour l'Afrique du Nord - pour l'Afrique du Nord en France.

Le deuxième point qui sera versé au dossier du Comité Administratif, mais je crois que le débat d'hier nous oblige à résumer le sense of the meeting sur ce débat important concernant l'effort à faire ou à ne pas faire par l'ORT pour la population arabe en Israel - il ne s'agit pas de rouvrir le débat - notre Président me corrigera parce que nous ne nous sommes pas encore concertés sur l'analyse finale, mais je crois que le sens général du débat a été : bien sûr, dans la mesure où le Gouvernement israélien a besoin de l'aide de l'ORT pour contribuer à résoudre ce problème difficile techniquement, beaucoup plus délicat politiquement, l'ORT répondra présent, comme il l'a toujours fait sur le plan technique et sur le plan des possibilités de réalisations administratives ou techniques. Mais je crois que cela a été autant le sens de l'Exécutif hier de considérer qu'il était interdit à l'ORT d'utiliser, à cette fin, soit des fonds aussi bien du budget actuel que d'un déficit qui serait à créer, soit même des interventions de l'ORT auprès d'organisations amies ou de gouvernements amis pour essayer de parfaire ce problème qui, sur le plan politique et sur le plan financier, est essentiellement, je dirais intégralement, un problème et une responsabilité du Gouvernement d'Israel.

Troisième point, et là, il s'agit d'un territoire nouveau. Il faut que le Comité Exécutif, M. le Dr Haber, Sachent que nous avons été saisis d'une demande assez curieuse et inattendue de la Communauté d'un des pays

qui fait partie de la Ligue arabe. Ceci n'est pas pour la presse ni pour le dehors, c'est pour la confiance des 40 ou 50 amis réunis dans cette salle. L'ORT Union a été officiellement pressentie par l'Alliance Israélite Universelle d'une part, mandatée par le Waad Haheda Haivrith de Beyrouth, C'est à dire, par le Conseil communal juif de Beyrouth pour apporter une contribution à la formation professionnelle de la jeunesse juive au Liban. Le problème a été discuté au sein du Comité Administratif et, dans des négociations préliminaires, avec l'Alliance Israélite Universelle et aussi avec nos amis du Joint, M. Jordan lui-même, revenant d'un voyage dans cette région s'étant fait le messenger et le porte-parole de la communauté juive du Liban pour nous demander une forme d'assistance technique à cette communauté juive. Il n'est pas clair encore s'il s'agit du détachement de quelques instructeurs, de la mise au point d'une section complète, ou peut-être même, d'une intervention de l'ORT qui est nécessaire sur le plan technique et qui est peut-être requise aussi pour certaines données extra-techniques dont je ne voudrais pas dire davantage. Je voudrais dire aussi que les contacts établis avec les responsables des Affaires étrangères en Israel ont incité le Comité Administratif à recommander au Comité Exécutif de donner le feu vert, non pas pour une action immédiate, mais pour une prospection immédiate. Et, sauf avis contraire du Comité Exécutif, M. Braude envisage, le mois prochain, de rendre visite à ce Conseil communal à Beyrouth pour voir sur place de quoi il s'agit exactement. Notre supposition, mais vous en saurez plus long, probablement à la prochaine session de juillet, c'est que un peu à la manière de ce qui s'est passé en Pologne, lorsque nous nous y sommes rendus M. Chorin et moi, en 1957, pour la première fois, on nous demandait de mettre au point un programme. Rares étaient ceux qui pensaient à la réalisation possible d'un programme efficace de l'ORT en Pologne, en 1957, mais nombreux étaient ceux, en Israel ou ailleurs, qui estimaient que si cette

ouverture est faite à l'ORT, à l'ORT organisme apolitique, à l'ORT organisme technique juif, de venir prendre contact, ou venir reprendre contact avec des éléments de la communauté juive mondiale coupé de ces contacts, le premier devoir de l'ORT était d'aller faire ce contact, à charge pour ceux qui l'établissent de se rendre compte s'il y a possibilité d'aller au-delà de cette prise de contact et de mettre en place quelque chose que nos moyens permettraient de réaliser.

Quatrième point - pour mémoire aussi, nous en parlerons plus abondamment plus tard, lorsque nous serons plus avant dans le stade de la prospection - c'est l'essai que nous envisageons de faire en vue de créer, auprès de l'Institut Central d'Anières, une section nouvelle qui serait une section de recherches, de développement et de mise au point de matériel didactique et audio-visuel à la mesure des progrès faits dans ce domaine un peu partout dans le monde, aussi bien en Europe que dans le nouveau monde, et qui permettrait à l'ORT sans attendre que tous les autres le fassent avant elle, de prospecter le terrain et de faire une action sur ce plan limité de pionnier et qui permette, aussi bien pour notre propre réseau que pour les réseaux où on nous demande notre assistance technique d'apporter peut-être certains moyens éducatifs scolaires et techniques qui vont au-delà des techniques - j'allais dire anciennes, mais actuelles - qui permettraient de moderniser dans le domaine de l'enseignement technique. Nous pensons que c'est exactement dans la ligne de la pensée et de la conception des fondateurs de l'Institut d'Anières, du Dr Syngalowsky en particulier, qui voulaient y voir une manière de laboratoire - de laboratoire sur le plan de l'enseignement et aussi un peu des laboratoires sur le plan de l'application dans le cadre international et neutre de la Suisse.

L'avant-dernier point concerne l'étude faite à la demande du Gouvernement américain dans certains pays d'Afrique. On en a parlé un peu, la dernière fois, il ne s'agit pas de rouvrir un long débat ici, mais nous vous devons quelques éléments pour faire le point de la situation. Vous vous souviendrez

peut-être que, l'été dernier, le Gouvernement américain a demandé à l'American ORT Federation et à travers elle, à l'ORT Union, d'apporter son concours au programme d'assistance technique du Gouvernement américain sur le continent africain. Huit pays devaient être étudiés sur le plan des besoins présents et à venir en matière de formation professionnelle et technique. Il s'agit, je le rappelle rapidement, du Mali, de la Guinée, du Cameroun, de l'Ethiopie, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Nigeria et le Sierra Leone. Le 1er septembre, les autorisations du Gouvernement américain concernant le clearance, le permis de partir, a été communiqué à notre bureau et, je crois, le 2 septembre, la première équipe est partie à destination de l'Afrique. Je rappelle aussi pour mémoire en même temps pour qu'il soit remercié ici au moins sous cette forme technique de leur contribution et d'avoir permis la réalisation rapide de cette mission, cette équipe était dirigée par M. Braude, secondé par M. Levinson qui en était en même temps le coordinateur, et comprenait aussi deux experts américains, M. Hobart Sommers, directeur des écoles du Board of Education de Chicago, et M. Harry Lewis, directeur de la formation technique du Board of Education de New York, et trois citoyens suisses, notre collaborateur, M. Aleinick, chef du Département pédagogique, M. Wyler et M. Huguenin, Directeur du Technicum de Genève ; Mme Mininberg agissant en qualité de secrétaire du groupe. Le volume qui a été publié et qui a été remis à l'Administration américaine, à la fin du mois de décembre 1961, est ici. Il s'agit là des huit rapports qui ont été préparés, édités, ensuite remis en ordre et coordonnés par notre ami Levinson et qui constituent la somme des études faites pour le compte du Gouvernement américain. Je dis bien, pour le compte du Gouvernement américain, à l'intention de celui-ci. C'est pour cela que ce rapport est une manière encore de rapport confidentiel dont le destinataire n'est pas tellement le Comité Exécutif de l'ORT que l'Administration technique américaine. Quels ont été les résultats à ce jour de ce rapport ? Un d'ordre

moral. Les dirigeants de l'American ORT Federation nous ont fait savoir que l'Administration américaine a été extrêmement intéressée, je crois que je peux même ajouter, satisfaite de la qualité du travail qui a été produit dans un temps qui, paraît-il, est un temps relativement record. Le deuxième résultat, c'est que, à la lumière de ces rapports qui ne devaient être que documentaires au départ, l'Administration américaine s'est adressée à l'ORT pour lui demander si, dans le cas de deux pays, le Mali et la Guinée, l'ORT pouvait assumer aussi la réalisation technique des propositions qui ont été faites notamment par notre collègue Aleinick. Et cette question est encore à l'étude, elle est à l'étude à Washington et elle l'est aussi à Genève. Il est entendu, en tout cas, que si cette proposition devait être en définitive acceptée par l'ORT Union, ce ne le serait qu'à la condition qu'elle soit réalisable sur le plan technique et que nous soyons sûrs de pouvoir fournir les ~~an~~ cadres requis et c'est dans ce but que M. Aleinick doit entreprendre un prochain voyage de trois ou quatre semaines dans ces deux pays, le Mali et la Guinée et, deuxièmement, à la condition expresse bien entendue par nous et bien entendue aussi par l'Administration américaine que loin de devoir constituer une accumulation du déficit de l'ORT Union, elle nous permette, d'une manière légale, et acceptée par les autorités américaines, de contribuer indirectement à alléger quelque peu le déficit dont il a été question hier et ce matin.

Et le dernier point concerne aussi l'assistance technique et je n'en ai plus que pour quelques minutes, c'est, on l'a dit encore et pour mémoire je voudrais le rappeler pour ce bilan sommaire, le développement des programmes israéliens d'assistance technique à côté du programme de Nathanya qui groupe aujourd'hui 70 élèves de sept Etats africains. Il y a aussi la création d'un cours spécial de mécanique automobile au

Centre de Jérusalem pour un groupe de techniciens cypristes, à la demande du Ministère des Affaires étrangères d'Israel. Là aussi, bien entendu, sous la responsabilité politique et morale et avec le concours financier total du Gouvernement d'Israel.

Et j'ai gardé, pour revenir à la source, l'effort fait en Suisse, et c'est par là que je terminerai car il s'agit en même temps de Réalisations mais aussi de nouveaux développements. Le programme des contremaîtres israéliens largement subventionné par le Gouvernement suisse a été un succès. Je voudrais citer à ce propos, le message du Conseil fédéral au déjeuner de l'Action de collecte de fonds de l'ORT à Genève, le mois dernier, où le délégué du Conseil fédéral à la Coopération technique évoquait, à l'Hôtel des Bergues, devant 150 contributeurs de l'ORT et juifs presque entièrement, évoquait la satisfaction du Gouvernement suisse d'avoir pu contribuer à ce programme d'assistance technique à Israel où il retraçait dans le menu l'organisation de ce stage des contremaîtres israéliens en Suisse et où le délégué du Conseil fédéral ajoutait, après avoir rendu hommage à la collaboration des entreprises industrielles suisses : "Lorsque l'on songe que ces 17 stagiaires peuvent en former immédiatement 170 autres qui, à raison de 10 chacun en formeront à leur tour au moins 1.700 dans leur pays ou dans des pays en voie de développement et que chacun d'eux contribuera à la formation de centaines d'ouvriers qualifiés, on mesure" terminait le délégué suisse "l'inappréciable valeur de cette initiative." Et il enchaînait et j'ajoute aussi que nous avons pu aussi organiser un cours similaire pour des mécaniciens agricoles de kiboutsim d'Israel et que nous espérons pouvoir réaliser l'organisation d'un quatrième cours de mécanique agricole, cette année-ci, avec l'aide peut-être renouvelée du Gouvernement suisse et peut-être aussi de certains milieux gouvernementaux britanniques, nous sommes en consultation avec le British ORT à ce sujet. Mais en parlant d'assistance technique, je voudrais aussi verser à votre dossier, au dossier de notre

Comité Exécutif, par conséquent, des organisations nationales de l'ORT, le succès de notre expérience congolaise. Renzo Levi se souviendra que, lorsqu'au Comité Intérimaire, il y a un an et demi, nous avons demandé l'autorisation de nous embarquer dans l'expédition Congo à Anières, il nous a répondu, en bon Juif et en bon Européen : "Je comprends que vous vous hasardiez dans des tâches pareilles à Nathanya, en Israel, où les couleurs les plus diverses sont déjà présentes et où l'Etat d'Israel est capable de tout. Mais je vous mets en garde, a dit Renzo Levi, en ami de la Suisse et de l'ORT à Genève, contre l'entreprise téméraire d'admettre 18 anthropophages du Congo à Anières, avec tous les risques que cela comporte." Et nous lui avons répondu avec la franchise et l'affection qu'il nous connaît que si nous sommes capables ou si nous voulons Israel et l'ORT Israel capables de cet effort téméraire à Nathanya ou à Jérusalem, nous voulons, au nom de ce que nous voulons être notre action humaine et sociale et politique, être capable de la même expérience à Anières. Je sais bien que dans les rues de Genève, certains de nos collaborateurs qui accompagnaient les premiers groupes de Congolais ont entendu la remarque de tels suisses anonymes en disant "c'est un scandale que notre Gouvernement accorde des visas à des hommes comme ceux-là" en parlant des noirs du Congo. Mais je sais bien aussi que nous avons réussi au-delà je crois de toute espérance à la réalisation technique de ce programme, que nous avons reçu - et je ne vous dis pas ceci, parce qu'il n'y a là aucun titre de gloire pour ceux qui sont ici, il s'agit probablement du succès des techniciens et je pense notamment à cette équipe à Anières dirigée par le Directeur mais qui est emmanchée plus spécialement pour le programme du Congo par un jeune homme qui a terminé l'école de l'ORT à Sofia, en 1948, lorsqu'il avait 17 ans, qui a été recruté pour Anières à une époque où l'on pensait qu'il n'y avait pas encore de rideau de fer entre la Bulgarie et l'Europe et qui a été formé à Anières en vue de retourner à l'école de l'ORT à Sofia, qui n'a pu y retourner parce que les écoles

de l'ORT ont été nationalisées entre temps et se sont appelées depuis, Lycée Staline, probablement aujourd'hui autrement, et qui a été, par conséquent dirigé sur Tunis. Ce jeune instructeur formé à Anières et qui, après huit années de service à Tunis a été promu pour former le groupe des Congolais à Anières. Et lui-même, ses camarades, les différents maîtres qui ont été à l'action à Anières, nous ont permis de recueillir cette autre confiance du Gouvernement suisse et de ses services de Coopération technique que je ne voudrais pas citer non plus, parce que ce n'est pas à nous de faire de l'auto-propagande, mais ce serait beaucoup plus de faire de l'auto-critique, cette confiance des autorités suisses qui nous disaient - voyez-vous, jusqu'à présent, dans le domaine de l'assistance technique en Suisse, nous pouvons dire que notre rendement a été de l'ordre de 10 %, quelques fois de 15 %. Nous avons le sentiment qu'à Anières, avec le groupe de Congolais, nous atteignons le 70 % du rendement. Et c'est intéressant aussi de savoir que ces mêmes autorités - je ne veux pas entrer dans le détail de ce programme, dans le fait que l'industrie suisse qui en ce moment, vient de recevoir ces 18 Congolais comme stagiaires, après qu'ils aient passé six mois à Anières même, a fait savoir à nos collaborateurs que, le cas échéant, ils n'hésiteraient pas à les garder comme ouvriers qualifiés s'ils décidaient de ne pas rentrer au Congo. Mais ce qu'il est important de rappeler, c'est cela que j'avais placé sous la rubrique des nouveaux développements, c'est que le Gouvernement suisse nous demande de renouveler cette expérience. Et Braude rappelait hier, d'une manière qui paraissait anecdotique et pourtant réelle, que le Gouvernement suisse nous demandait si nous étions prêts à accepter des Iraquiens et nous disions que c'était peut-être pour le moins délicat. Et alors, il semble qu'après un choix et des promesses faites à différents gouvernements, un des derniers entretiens que M. Khalifi a eu avec un des

représentants de la Coopération technique suisse, avant-hier, donne la priorité à un groupe d'Iran sélectionné par le Gouvernement iranien, mais avec deux particularités : d'une part, le Gouvernement suisse a donné la préférence au groupe iranien parce qu'il a demandé à l'ORT de surveiller la sélection du groupe car il est de notoriété publique qu'on ne réussit dans ce domaine que si la sélection est bonne et le Gouvernement suisse, pour des raisons qui sont les siennes, pense que l'ORT peut contribuer à assurer une bonne sélection. Et une deuxième particularité, c'est qu'à la suite des pourparlers qui ont été menés à Téhéran, le Secrétariat d'Etat à l'Enseignement technique d'Iran a accepté, ou même proposé, que dans ce groupe de 15 ou de 18 candidats contremaîtres ou instructeurs, l'ORT Iran en délègue trois ou quatre des siens, entendez bien des Juifs. Par conséquent, voilà encore un de ces programmes d'assistance technique par lequel nous avons une contribution à apporter, mais qui, par boomerang, nous apporte aussi un certain avantage qui n'est pas seulement financier qui est aussi d'ordre technique.

Et si je pense que le Gouvernement de la Ville de Zurich, à la suite de certaines démarches qui ont été faites initiées par Otto Heim, poursuivies surtout par notre ami, M. le Dr Gurny, vient d'accorder Fr.100.000 ou de proposer au Parlement de la Ville de Zurich d'accorder pour la première fois un programme d'aide aux pays sous-développés ou en voie de développement sur une base assez particulière. Le Gouvernement de la ville de Zurich propose que ce programme soit basé sur une contribution de Fr.2 par tête d'habitants, soit environ 950.000 Fr, puisqu'il y a environ 475.000 habitants à Zurich aujourd'hui et que, sur ce programme de Fr. 950.000, Fr. 100.000 ont été attribués par la Ville de Zurich à l'édification d'un Centre d'Education de Base de l'ORT, à Casablanca, pour des enfants juifs et que, entre parenthèses, Fr.200.000 autres francs ont été attribués par la Ville de Zurich à l'Institut Afro-Asiatique de la Histadruth à Tel-Aviv

et que, de cette manière, sur les Fr. 950.000 attribués par la Ville de Zurich sur une base tout à fait extra-confessionnelle, 300.000 vont à des besoins juifs et je ~~dirai~~ dirai, 100.000 intégralement à l'ORT, mais je crois aussi que l'autre affectation a été indirectement influencée par les succès et les rebondissements de certains efforts de l'ORT en ~~Israël~~ en Suisse. C'est vous dire que lorsqu'il s'agit de la mission d'études en Afrique ou qu'il s'agit de la Suisse et pas seulement de Nathanya et de Jérusalem, les représentants diplomatiques ou gouvernementaux d'Israel, sans y être mandatés politiquement, encouragent l'ORT à aller de l'avant, parce qu'ils savent que, indirectement, il en rejailira quelque chose sur le programme ou le prestige des efforts israéliens. Je crois que j'en aurai tout dit - un tout petit détail pour vous montrer la diversité des tâches, c'est que nous avons demandé aussi maintenant, d'entente avec l'ORT Maroc, à une spécialiste non-juive de Zurich, Mme Egg, de se rendre pour quelques semaines et d'organiser un séminaire de formation d'instructeurs pour l'école de sourds-muets de l'ORT à Casablanca et que l'ORT à proposer au Gouvernement marocain d'admettre à ce séminaire des instructeurs marocains, pas nécessairement juifs, pour recueillir le bénéfice de l'enseignement donné par cette technicienne suisse. C'est un peu comme cela que nous entendons ce que nous appelons l'assistance technique et c'est dans cet esprit que je voulais vous soumettre ce que nous avons appelé les nouveaux développements de l'ORT pour le présent exercice.

Daniel MAYER : je remercie M. Halpérin de l'ensemble de ces communications dont aucune ne souffre de discussion, ce sont plutôt des informations dont nous devons donner acte à la Direction générale qui marquent à la fois l'intérêt, le développement et la complexité d'une tâche qui est toujours grandissante. M. Oungre, vous m'avez demandé la parole sur quoi ?

M. OUNGRE : sur ce qui vient d'être dit, M. le Président, et non pas à titre de discussion. En deux mots, je suis stupéfait d'apprendre tout cela et, contrairement à ce qu'a dit M. Halpérin, c'est à l'ORT à faire son auto-propagande et je me demande si on ne doit pas faire état de toutes ces augmentations de prestige moral de l'ORT pour y donner une certaine publicité. Il n'est pas question du Liban, bien entendu car l'auto-propagande conduit à l'auto-financement.

Daniel MAYER : je pense qu'en effet, votre intervention n'entraîne pas de discussion, si ce n'est une approbation et un certain nombre de sourires approbateurs. - M. Halpérin.

M. HALPERIN : pas pour contredire M. Oungre, mais pour verser à ce dossier de l'auto-propagande une remarque que j'ai omise et que je rappellerai d'un mot, c'est que la semaine dernière, le Premier Ministre du Danemark, M. Kampman, a été en visite officielle en Israël et, qu'au cours de cette visite, il a visité l'école de l'ORT à Nathanya et il a évoqué là-bas ses contacts avec l'ORT au Danemark et avec Grossman et, dans une conférence de presse tenue avant son départ, il a évoqué la possibilité d'un programme mixte d'assistance technique scandinavo-israélien en faveur des pays d'Afrique et il a laissé entendre qu'il aurait souhaité une participation de l'ORT à un pareil programme.

Daniel MAYER : l'Ordre du Jour appelle maintenant "VARIA" - M. Shapiro, excusez-moi.

Mr. SHAPIRO : I am sorry, it's late, but I want just two words. Mr. Halperin said that the conference here was of the opinion that ORT should do nothing with regard to the Arab school - for the schools for Arabs in Israel, except help the Israeli government. I did not have this impression when I said that we can find certain Jewish personalities that don't contribute to ORT and

don't contribute to ORT programs, but will contribute to this special program. So I don't think that as interpreted by Mr. Halperin, the interpretation was correct and we may ask the conference. Secondly, I would like to say that Dr. Halperin stressed the importance of our technical assistance work for Israel. Undoubtedly, but I think that in our propaganda should be stressed the participation of the Jewish people in the technical assistance. Because ORT is an universal Jewish organisation and this will give a certain prestige to the Jews everywhere. Then a question of details with regard to the preoccupation in France with the immigration from North Africa. Are not the French governmental schools open to the Jewish immigrants from Algeria, from Morocco - I am asking with regard of the immigration of the Jews from North Africa into France, are not these Jews accepted into French vocational schools, governmental schools. Must we bear the big burden of this or can it be put on the French government as for other immigrants from North Africa.

M. HALPERIN : je voudrais répondre en laissant le soin à Schrager d'ajouter le post-scriptum, car comme chacun sait, dans toute lettre, le post-scriptum est plus important que la lettre ~~lui~~ elle-même. Je voudrais simplement répondre à M. Shapiro que, bien entendu, et pour moi cela allait de soi, que dans chaque action de l'ORT, et nous le savons en Suisse, nous le savons en Afrique, tout échec est un échec qui est mis au déficit et au passif du peuple juif et tout succès est, dans une mesure moindre probablement, mis au crédit du peuple juif. Mais depuis la création de l'Etat d'Israel, de pair avec l'Etat d'Israel. Pour ce qui est de l'affaire nord-africaine, d'immigration nord-africaine en France, théoriquement, M. Shapiro a raison. Il n'y a aucune discrimination, Dieu merci, en France pour l'admission de Juifs - immigrants juifs, - dans les écoles professionnelles de l'Etat français. Seulement, il y a une discrimination très souvent qui vient de

la part des parents ou des enfants juifs eux-mêmes. Je m'explique, d'une part, il y a les limites d'absorption de l'enseignement technique français et qui connaît la situation de l'enseignement technique en France lit et sait que ce sont des milliers, des dizaines de milliers de jeunes et d'adolescents qui ne trouvent pas, faute de place, accueil dans les écoles existantes professionnelles et techniques de France et, deuxièmement, c'est la réponse à l'ensemble de notre programme en France et en Diaspora, cher M. Shapiro. Bien sûr qu'on peut aller dans des écoles italiennes ou dans des écoles françaises qui ne soient pas nécessairement des écoles de l'ORT, mais c'est donner une prime encore plus grande à l'éparpillement et c'est une expérience renouvelée dans notre histoire que, dans la mesure où les parents juifs ne peuvent pas envoyer leurs élèves dans des écoles de l'ORT avec ~~cette~~ ce que cela comporte comme programme culturel, comme programme éducatif, comme milieu, comme degré d'enseignement ou de formation, alors ils renoncent totalement à la formation professionnelle et bien sûr que l'ORT Français et Schrager le dira certainement mieux que moi dans quelques instants tiendra compte de toutes les possibilités qu'offre l'Etat français aux immigrants de se reclasser et de se réintégrer, mais l'initiative, en ce qui concerne la masse d'immigration nord-africaine devra venir en première ligne de l'ORT en France.

M. SCHRAGER : J'ai seulement deux mots à ajouter car M. Halpérin a déjà répondu à la question en grande partie. Il n'y a plus de place dans les écoles professionnelles gouvernementales. Deuxièmement, la plupart de nos candidats n'ont pas le niveau nécessaire pour être admis dans les écoles professionnelles gouvernementales. Nous sommes amenés à créer des classes de préapprentissage de plus en plus. Troisièmement, la plupart des familles juives d'Afrique du Nord sont des familles pratiquantes, elles ne veulent pas envoyer leurs enfants dans des écoles où l'on travaille le Shabat, où la cantine n'est pas kasher et, quatrièmement, n'oubliez pas,

M. Shapiro, que le but de l'ORT c'est d'amener des enfants de la petite bourgeoisie, de tous ces métiers de Lumpenproletariat vers le travail, il faut faire de la propagande. Vous pouvez faire de la propagande quand vous dites que c'est une école juive, mais quand vous dites que c'est une école gouvernementale, ils ne viendront pas. Vous posez là le problème de tout le réseau scolaire de l'ORT à travers le monde. C'est une discussion trop large et trop tardive, mais comptez sur moi pour vous fournir tous les éléments à une prochaine séance. D'ailleurs je suis sûr d'avance que vous êtes du même avis que nous tous.

Mr. SHAPIRO : Certainement, je sais tout cela. Je pensais seulement que ça doit être une question de priorité qui doit occuper le Comité de l'ORT devant les grandes demandes qu'il a.

Daniel MAYER : l'Ordre du Jour appelle les "QUESTIONS DIVERSES", il n'y en a que deux, la première a trait à l'Unesco, la parole est à M. Halpérin.

Mr. BRAUDE : I would like clarification. A resolution of the Congress said that any technical assistance undertaken should be reviewed by this Executive before being ~~an~~ undertaken. We are proposing to explore further the suggestion of the U.S. government in Mali and Guinea. Am I to understand that this report and its acceptance mean that the Executive Committee authorizes us to go ahead. I would like it clarified because it was the question which involved some discussion at the Congress and the subsequent Executive Committee meeting.

Daniel MAYER : la question étant posée par M. Braude, est-ce que, comme je l'avais pensé moi-même, nous pouvons estimer que le fait de passer à l'ordre du jour signifie l'approbation des grandes lignes du point intitulé "nouveaux développements" proposés par M. Halpérin. Pour plus de clarté, M. Braude a peut-être raison, je vais poser la question. Je m'en vais mettre aux voix.

Ceux qui approuvent les conclusions générales des points qui ont été développés par M. Halpérin, sous le titre "Nouveaux développements" c'est à dire, le point VIII de l'ordre du jour, sont priés de la manifester en levant la main - Merci - Avis contraires - Abstentions. Il n'y en a pas. Donc à l'unanimité. M. Braude a eu raison de le préciser, ces points sont adoptés.

Alors, la parole est à M. Halpérin pour une communication concernant l'Unesco.

M. HALPERIN : nous avons été informés, ces jours derniers, par M. Lang qui est le délégué permanent de l'ORT Union auprès de l'Unesco que, dans le cadre de la révision des statuts de l'organisation de l'Unesco elle-même, au cours de la dernière séance du Conseil exécutif de l'Unesco, il a été décidé sur proposition du Directeur général, d'admettre l'Union mondiale ORT dans la catégorie de relations dite "d'information et de consultation" catégorie B. Ce n'est en somme rien de nouveau, l'ORT bénéficiait déjà du statut consultatif auprès de l'unesco, mais c'est une confirmation ou un renouvellement de ce statut consultatif. D'après les règlements nouveaux de l'Unesco, cette décision de l'Unesco pour être valable doit être acceptée et confirmée par le Comité exécutif de l'organisation qui en bénéficie. Et c'est cela que nous voudrions vous faire approuver en vous communiquant cette nouvelle.

Daniel MAYER : pas d'oppositions, pas d'observations. Il en est ainsi décidé.

La deuxième question et la dernière est la date du prochain Comité exécutif. Nous vous proposons les 1er et 2 juillet - dimanche et lundi. Ce sont les dates qui sont à peu près les mêmes que celles de l'année dernière et qui semblent convenir à la charnière des vacances, à la fois à nos amis d'Amérique et d'Europe. Il est bien évident que, si d'ici là, il y avait

un événement important, il y aurait un Comité Intérimaire et que si, pour des raisons de convenance, nous recevions de quelque éminents membres et, par définition, ils sont tous éminents, des contre-indications, nous modifierions éventuellement la date. D'accord.

Maintenant, il me faut conclure cette réunion et je dois vous dire que je suis un petit peu embarrassé. Enfin, je suis toujours embarrassé en janvier et beaucoup moins en juillet. Non pas parce qu'en janvier je souffre du froid, je trouve qu'il fait beaucoup trop chaud ici, ou que je préfère la chaleur, parce que souvent, il y a des courants d'air, ce qui fait qu'en juillet, il fait plus froid dans cette salle qu'il ne le fait en janvier. Non, mon embarras hivernal c'est que les travaux du Comité exécutif de janvier sont toujours, traditionnellement, imposés par la date, beaucoup plus âpres et exclusivement financiers et ils ne permettent vraiment pas à chacun de nous de se livrer à son tempérament. Ont dit des Juifs qu'ils sont financiers, je crois qu'ils sont plus humains que financiers et que les débats financiers ne leur permettent pas de prouver toujours leurs qualités humaines. Ce qui fait que si je dois résumer les travaux de ce Comité exécutif, je vous demande de l'indulgence pour mon embarras. Je crois qu'il y a deux problèmes essentiels qui ont été réglés, ou plutôt, qu'on en a réglé un, laissant le soin au président d'essayer d'interpréter l'autre. Et de même qu'un juge en Cour d'Appel a une situation beaucoup plus difficile qu'un juge au Tribunal de Première Instance parce qu'il sait que derrière lui, il n'y aura pas de nouvelles interprétations, de même je suis un peu dans une situation difficile pour interpréter le problème que l'on a appelé le problème des écoles arabes. Je veux tout de suite vous indiquer et ce sera peut-être ma seule interprétation, qu'il faut bannir de notre vocabulaire l'expression "écoles arabes" ou "écoles pour arabes". Je reprends à mon compte totalement l'expression de M. Eliachar, hier, ce sont des écoles dans une région d'Israel où on constate géographiquement et démographiquement qu'il y a

un peu plus d'Arabes qu'il n'y en a dans les autres régions d'Israel. Il n'y a que comme cela que nous pouvons, non pas seulement résoudre le problème, mais croyez-moi, le poser. Car si nous le posons différemment, nous nous poserions à nous-mêmes toute une série de problèmes absolument impossibles et, excusez-moi de le dire, que ceux qui sont attachés aux droits de l'homme n'ont pas le droit de poser. Nous n'avons pas le droit de discriminer en fonction des races, attendu que nous-mêmes, nous sommes victimes, les uns disent depuis 2.000 ans, mais je crois et si j'en crois le R.P. Riquet - Jésuite bien connu et avec qui j'ai fait une réunion récemment en France - il y a plus de 2.000 ans que l'on fait des discriminations racistes, même s'il dit qu'elles ne sont que théologiques. Par conséquent, je crois que le problème consiste à dire à nos amis d'Israel: dans l'ensemble des programmes nouveaux que vous nous présenterez, il se peut et ce sera normal qu'il y ait des écoles plus particulièrement à Nazareth, à Ramleh ou dans telle ou telle ville. Je crois que c'est comme ça que nous examinerons, comme nous examinerions ~~un~~ n'importe quel point d'un nouveau programme et seulement sur le plan géographique et financier. Le deuxième point a été un budget en déficit dont je ne sais pas s'il est ~~excessif~~ démesuré, anormal ou régulier. Vous savez, c'est l'éternel problème, à partir de quel moment, une vache blanche qui a des taches rousses devient-elle une vache rousse qui a des taches blanches. Est-ce que notre budget est en petit déficit, en déficit démesuré, en déficit inquiétant, en déficit engoissant. Je ne le sais pas. Je voudrais, sur ce plan, reprendre l'optimisme mitigé dont le Dr Haber a fait preuve devant nous tout à l'heure. Je crois qu'un petit peu de déficit ne nuit pas, c'est même un stimulant et que trop de déficit peut nuire. Et par conséquent, notre budget 1962 c'est la sonnette d'alarme qu'on ne tire pas encore, mais on se rapproche de la sonnette d'alarme en se disant, si je suis obligé de la tirer, alors le train s'arrêtera. Au fond, il y a eu entre nous un dialogue qui me

rappelle de curieuse manière un autre dialogue. On raconte que, quelque part dans le Centre Afrique il y a toute une bande soldats et que l'on a mis, pour les empêcher de trop boire, un écriteau dans une des cantines "L'alcool tue" et ces soldats ont écrit en dessous, "nous n'avons pas peur de la mort". On pourrait dire, le déficit nous tuerais, mais quelques uns d'entre nous n'ont pas peur de cette mort là. Je crois que nous sommes à la limite où il faudra que les différents tempéraments se rejoignent et que nous n'organisions plus de déficit et que nous nous efforcions maintenant, dans nos nouveaux programmes d'éponger ce déficit.

J'en ai terminé avec la partie résumée de nos travaux, je n'ai fait, au fond, que dire à haute voix ce que chacun d'entre vous pensait.

Je voudrais maintenant, en demandant aux hommes de m'excuser, parler plus particulièrement de deux femmes et ce sera l'objet de la dernière partie de cette réunion et de mon intervention.

Premièrement, je voudrais indiquer que, hier, j'ai parlé de la chaumière de Mme Maus, me réservant de compléter l'expression aujourd'hui. Dans l'aspect sentimental et romanesque des petites ouvrières parisiennes, leur rêve - leur rêve avant qu'un certain nombre de princes riches viennent à Paris - leur rêve, c'était une chaumière et un coeur. Hier, j'ai parlé de la chaumière de Mme Maus, je voudrais aujourd'hui, la remercier du coeur avec lequel elle nous a reçus hier et je crois que l'expression chaumière si elle pouvait paraître hier un peu ironique, ~~et~~ complétée aujourd'hui, a perdu complètement ce sens ironique, c'est vraiment le coeur de Mme Maus qui nous a reçu hier et je la remercie.

Hier j'ai aussi, mais ça c'était pour cacher mon émotion, parlé avec ironie de Haber, de Haber soutenant l'équipe du Michigan contre l'équipe de Purdue. Je voudrais lui dire que c'est vraiment parce que je voulais cacher l'émotion que j'avais à le voir parmi nous, alors que vraiment, nous avons eu très peur

des mauvaises nouvelles que nous avons et c'est ainsi que je voudrais parler de la seconde femme dont je vous parlais, dont je voulais vous parler, de Mme Haber. Je profite de l'occasion où Mme Haber est en Europe, à un bout de la salle, cachée quelque part, pour lui dire combien nous apprécions sa sensibilité, sa douceur, sa modestie et les efforts qu'elle fait pour conserver à l'ORT et à d'autres organisations juives un mari qui voyage trop, qui travaille trop et qui ne pourrait pas conserver sa santé sans ses efforts à elle. Et ayant dit cela, je voudrais vous indiquer pour que vraiment ~~vous~~ il n'y ait pas de malentendu entre nous 2 que je n'ai aucune espèce d'influence sur le Dr Haber. Je vais vous en fournir la preuve : hier, je confirmais publiquement ce que je lui a dit plusieurs fois à lui-même, "reposez-vous, travaillez moins, voyagez moins", alors, triomphalement, pendant le lunch d'hier il m'a tendu un papier. Je croyais que c'était l'ordonnance du médecin qui confirmait qu'il devait un peu moins voyager. C'était un billet qui fournit la preuve qu'il va faire le tour du monde ; ça se terminera naturellement en Amérique comme ça a commencé en Amérique, mais c'est une sorte de Glenn de l'ORT qui est en train de faire le tour du monde, avant que d'autres astronautes ne le fassent. Alors je crois que c'est peut-être par certains côtés un voyage d'agrément, il fallait que les Juifs aient leur Titov, le nom de Haber rentrera dans l'histoire juive - s'il n'y est déjà entré - comme le gas qui fait le tour du monde pour se reposer. Et je suis convaincu que partout où il ira, on parlera de l'ORT et que nous nous apercevrons, pas au budget de 1962, peut-être pas au budget 1963, mais dans quelques années, que ce voyage aura été bénéfique pour l'ORT car je suis certain comme vous l'êtes vous-même que même aux endroits où il a décidé de se reposer, même aux endroits où il va pour autre chose, même aux endroits purement touristique, il ne pourra pas s'empêcher de parler de l'ORT, il ne pourra pas s'empêcher d'en faire la description et, surtout, d'indiquer les besoins de l'ORT. Ce qui fait que, si un jour, nous recevons un chèque de Honolulu ou de l'Ile de Rhodes

ou de je ne sais d'où, ça sera peut-être au voyage antérieur de Mme et de M. Haber qu'on le devra.

Et je voudrais conclure en indiquant à Mrs. Gayl qui habite Philadelphie de ne pas faire comme font tous les Parisiens, je ne vais jamais au Musée du Louvre et probablement, que vous n'avez jamais visité le Musée Rodin de Philadelphie. Alors, je vous conseille de le visiter comme je l'ai fait moi-même à l'occasion de votre Convention et vous y trouverez un dessin double de Rodin, le même tableau, la même esquisse, ça représente un visage d'enfant et une tête de vieillard et, dans la mesure où vous comprendrez comme moi que ça peut être le symbole du travail de l'ORT, c'est à dire, aider tous, du berceau jusqu'à la tombe, vous tâcherez de le photographier ou de le copier et de l'envoyer, "message d'un Français dans un Musée d'Amérique" pour illustrer l'amitié et l'union de l'ORT. Et naturellement, la séance est levée.

*

Fin de la session, lundi 29 janvier 1962, à 13 h.15.